

Agbefle, Koffi Ganyo, University of Ghana, Lagon (Accra) (Ghana)

[koffiganyoa@yahoo.fr](mailto:koffiganyoa@yahoo.fr)

***L'école africaine: lieu d'injustice et/ou d'aliénation linguistique? Regards croisés sur les politiques linguistiques scolaires au Ghana et ou Togo***

La présente communication se propose d'aborder un certain nombre de questions en rapport avec les politiques linguistiques scolaires en Afrique en général, au Togo et au Ghana en particulier. Elle nous donne l'occasion de dresser un plaidoyer général en faveur des langues nationales dans l'ensemble des systèmes scolaires africains car, on sait que l'enseignement exclusif en langues européennes dans les écoles africaines, surtout au niveau primaire, est un obstacle sérieux pour l'épanouissement de l'enfant et une atteinte sévère à la formation du futur citoyen acteur de développement (Poth, 1997). Malgré cela, la plupart des Etats africains se heurtent, aujourd'hui encore, à la délicate tâche d'élaboration d'une politique linguistique juste, équitable, harmonieuse et conséquente en faveur de leurs langues, répondant aux besoins d'une véritable politique de développement (Dumont, 1997 ; Maurer, 2010). Cette situation conduit inévitablement à un étouffement des langues endogènes qui finissent par disparaître ou pourrait l'être si rien n'est fait pour les sauvegarder. Or, on sait avec l'Article 5 de la Déclaration universelle des droits linguistiques que toutes les communautés linguistiques ont des droits égaux, indépendamment du statut légal ou politique de leur langue, qu'elle soit officielle, régionale ou minoritaire; et l'Article 8 nous apprend que toutes les communautés linguistiques ont le droit d'assurer l'usage de leur langue dans toutes les fonctions sociales. Mais tel ne semble pas être le cas chez les différentes communautés linguistiques en Afrique dont les langues sont généralement mises au rancart dans les diverses situations formelles de communication notamment dans les écoles. Cette situation ne peut qu'engendrer la disparition des langues africaines. De nos jours donc, le besoin d'utilisation des langues nationales dans les écoles au Ghana et au Togo se fait nécessaire. Ainsi, malgré que les enseignants, élèves et parents d'élèves aient fini par comprendre l'importance des LN dans la réussite scolaire d'un apprenant, le français et l'anglais continuent de régner sans partage dans les systèmes éducatifs togolais et ghanéen (Afeli, 2003 ; Yiboe, 2009). De ce fait, l'école africaine se prête comme un cadre d'injustice ou d'aliénation des droits linguistiques des enfants. Cette communication sera donc axée sur la principale question suivante : En quoi l'école africaine représente-t-elle un lieu d'injustice ou d'aliénation linguistique et comment y remédier?

**Références**

- AFELI, Kossi Antoine. 2003. Politique et aménagement linguistique au Togo : Bilan et Perspectives, Thèse de Doctorat d'Etat, UL.
- DUMONT, Pierre. 1997. Le français, langue africaine, Paris: L'Harmattan.
- MAURER, Bruno (Coord.). 2010. Les langues de scolarisation en Afrique francophone : Enjeux et repères pour l'action, Projet LASCOLAF, Rapport général. 87p.
- POTH, Joseph. 1997. L'enseignement des langues maternelles: une perspective psychopédagogique adaptée au contexte éducatif des pays plurilingues africains. Collection guide pratique, LINGUAPAX, Centre International de Phonétique Appliquée, 27 p
- YIBOE, Kofi Tsivanyo. 2009. «Politique linguistique et enseignement bilingue au Ghana», Glottopol revue de sociolinguistique, 13 («Politiques linguistiques et enseignements plurilingues francophones : entre langage, pouvoir et identité»), pp.127-138.

---

Aguidi, Mohamed - Université d'Oujda (Maroc)

[ibn-bouchta@hotmail.fr](mailto:ibn-bouchta@hotmail.fr)

***L'insécurité linguistique: définition, notions et concepts de base, exemples***

Parmi les questions soulevées par les sociolinguistes à travers l'histoire, on trouve la notion d'insécurité linguistique comme phénomène social qui a pris une grande part dans les réflexions de ces sociolinguistes (William Labov, Jean Louis CALVET, Aude BRETIGNIER). Un tel phénomène mérite une étude théorique de ses concepts de base clés en analysant ses points fondamentaux (la norme et la sécurité langagière, sécurité et insécurité linguistique, formes et types de l'insécurité linguistique, domaines, indices de l'insécurité linguistique...), pour cela, on essaiera de mettre en lumière la notion « insécurité linguistique » d'un point de vue sociolinguistique puisque le terme tire son origine de la sociolinguistique. Alors, il serait faux de donner une

terminologie de base de ce concept sans faire recours aux approches sociolinguistiques qui le font un terme purement sociolinguistique avant qu'il appartienne à un domaine autre que la sociolinguistique.

Enfin, Pour éclaircir ce point, on essayera de mettre en relation l'insécurité linguistique avec les représentations du multilinguisme, plus particulièrement la diglossie puisqu'elle désigne l'utilisation hiérarchisée de deux langues ou de deux formes d'une même langue dont l'une est socialement dévalorisée par rapport à l'autre. Donc, il serait très adéquat de faire une rapproche entre les deux notions (insécurité linguistique et diglossie) en citant bien sûr des exemples concrets de Maroc.

### Références

- BRETEGNIER, Aude et LEDEGEN, Gudrun. sécurité/insécurité linguistique-Terrains et approches diversifiés, propositions théoriques et méthodologiques- Actes de la 5eme table ronde du Moufia (22-24 avril 1998).
- CALVET, Jean-Louis. Pour une écologie des langues du monde, Paris, 1999.
- GUEUNIER, Nicole. Représentations linguistiques, dans Moreau, M-L, (Ed), sociolinguistique, les concepts de base, Mardaga, Sprimont, 1997.
- LABOV, William. Sociolinguistique, Paris, 1976.

---

Akhvlediani, Tsiuri - Université d'Etat de Tbilissi (Géorgie)

[tsiuriakhvlediani@yahoo.com](mailto:tsiuriakhvlediani@yahoo.com)

### *La linguistique politique de la Géorgie et les difficultés de l'enseignement de la langue d'état.*

A la suite de la multinationalité de la Géorgie, on avait toujours besoin d'une communication de plusieurs langues et c'est ainsi aujourd'hui même. Chaque jour l'exigence et la demande de l'enseignement d'une seconde langue augmente qui dépend du cours politique du pays et des exigences envers la société. Le but de la politique d'état des dernières années c'est d'enseigner aux représentants d'une minorité la langue d'état avec leur langue natale, leur culture et leurs traditions.

L'intégration d'une minorité est importante pour éviter les controverses ethniques dont les cas sont très fréquents non seulement en Géorgie, mais aussi dans les pays développés du monde.

Le procès de la socialisation des minorités ethniques ne sera pas réussie seulement par la réalisation de la formation multilingue en Géorgie, mais la formation est devenue la plus prioritaire et importante pour l'intégration civile et pour élever le niveau du savoir de la langue, qui peut être mentionné comme le pas avancé. Par la réforme l'état a réalisé quelques nouvelles importantes pour la formation générale et supérieure. La formation bilingue dans les écoles " la politique privilégiée" pour recevoir aux établissements supérieurs ces minorités ethniques.

Dans la population non-géorgienne le niveau bas de la langue d'état, la vacuité de l'information, l'isolation civile et le degré bas de l'intégration dans l'espace d'état est visible surtout dans les régions non-géorgiennes, où l'intérêt et l'exigence pour la langue géorgienne sont bas. La situation problématique causée par l'ignorance de la langue représente le danger sérieux comme pour les représentants de la minorité nationale, mais aussi pour la majorité sur la voie du développement. Le but des événements prévus par le gouvernement servent à alléger ces problèmes pour la population non-géorgienne et à les intégrer dans la formation. Entre eux, le plus important c'est réaliser la formation bilingue et multilingue qui se réalise en étapes dès 2009 dans toute la Géorgie dans 40 écoles non-géorgiennes choisies. Dans ces écoles il y a le procès du pilotage de la formation multilingue avec les facteurs empêcheurs et contributifs et on cherche les moyens de les résoudre qui est leur but essentiel.

Si on base la formation bilingue et les programmes sur les besoins individuels d'un élève, où on prévoit leur âge, l'entourage, le statut social, la spécificité de la nation et de la culture, la capacité physique et mentale, dans ce cas la formation bilingue peut seulement avoir les résultats positifs aux écoles.

D'après les expériences, l'entourage où on réalise le modèle de la formation multilingue concret et les spécificités de la culture des groupes ethniques, des traditions, des mentalités et les autres spécificités individuelles et l'entourage sociopolitique du pays, les expériences des autres pays, l'analyse du besoin individuel de l'école et la préparation de la base matérielle et technique. Ce sont les facteurs qui définissent la réalisation du programme avec les autres facteurs.

### Références

- DEDZE, I. 2007 - Multilingual Education In Georgia. An evaluation report of the Ministry of Education and Science of Georgia Policy on the Development of Multilingual Education. August 2007.

Ali-Bencherif, Mohammed Zakaria - Université de Tlemcen (Algérie)

[zakaria.alibencherif@gmail.com](mailto:zakaria.alibencherif@gmail.com)

***Intitulé : Plurilinguisme en Algérie: entre représentations et action glottopolitique***

L'Algérie est un pays plurilingue où coexistent plusieurs langues de statuts et de fonctions différents. Certaines langues occupent une place importante dans la vie quotidienne sans être considérées comme langues hégémoniques ou ayant une place dans certaines sphères d'utilisation malgré les fonctions qu'elles remplissent. Tel est le cas des langues maternelles (l'arabe algérien, le berbère et leurs variétés) et du français. Les politiques linguistiques adoptées en Algérie au lendemain de l'indépendance ont toujours considéré l'arabe standard comme langue officielle et symbole de l'identité algérienne. On pourrait considérer cette apparente homogénéité du statut formel de l'arabe comme étant la source principale du paradoxe de « la domination linguistique » (Colonna, 2013) et de la concurrence linguistique voire du traumatisme linguistique (Benrabah, 1999). Ainsi, sur le terrain on peut constater un hiatus entre les pratiques et les représentations (Taleb-Ibrahimi, 1995 ; Chachou, 2013.b) voire entre la réalité et les décisions prises par les institutions. Nous nous demandons, compte tenu de cette réalité complexe, si les langues minoritaires et/ou minorisées sont sujettes à une forme de conflits diglossiques et si les décisions s'apparentent à une forme de privation des locuteurs de leurs droits linguistiques surtout si l'on sait que les représentations sociales à l'égard de ces langues sont positives. Il a été constaté ces dernières années une prise de conscience de la part de beaucoup d'Algériens et de certains décideurs quant aux minorités linguistiques, notamment celles qui parlent le berbère, même si ce dernier est reconnu depuis 2002 comme langue nationale enseignée dans certaines régions du pays. Les revendications actuelles ainsi que les propositions faites par certains décideurs et chefs de partis politiques quant au statut de langue officielle pour le berbère sont au cœur du débat actuel sur les langues. A l'instar de ces revendications, les chercheurs soulignent le rôle et les fonctions des langues maternelles comme symbole de la citoyenneté (Eliman, 2004) voire de l'algérianité. Nous allons à ce propos nous interroger sur les représentations que se font les locuteurs des différentes langues en nous basant pour cela sur les principes de la méthodologie proposée par Bruno Maurer (2013), à savoir la méthode d'analyse combinée (Mac). Cette méthode aide en effet à hiérarchiser les éléments composant les représentations sociales des langues de même que les résultats pourront aider à définir le droit linguistique des locuteurs en contexte multilingue algérien et à accéder à une planification linguistique qui vise à revoir le statut des langues minoritaires/minorisées.

**Références**

- BENRABAH, M. (1999): *Langue et pouvoir en Algérie. Histoire d'un traumatisme linguistique*, Paris, Séguier.
- CHACHOU, I. (2013.a): *La situation sociolinguistique de l'Algérie. Pratiques plurilingues et variétés à l'œuvre*, Paris, L'Harmattan.
- CHACHOU, I. (2013.b) : « Le hiatus « pratiques et représentations » en sociolinguistique algérienne : vers une relativisation du constat », in Violaine BOGOT, Aude BRETTEGNIER et Marité VASSEUR (dirs.), *Vers le plurilinguisme ? Vingt ans après*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines, pp. 195-201
- COLONNA, R. (2013) : *Les paradoxes de la domination linguistique. La diglossie en question*, Paris, L'Harmattan.
- ELIMAN, A. (2004) : *Langues maternelles et citoyenneté en Algérie*, Oran, Éditions Dar El Gharb.
- MAURER, B. (2013) : *Représentations sociales des langues. La méthode d'analyse combinée, nouvel outil d'enquête*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines.
- TALEB-IBRAHIMI, K. (1995) : *Les Algériens et leurs langues*, Alger, Éditions Dar El Hikma.
-

Almeida Virgílio, Universidade de Brasília (Brasil)

[virgilioalm@unb.br](mailto:virgilioalm@unb.br)

### ***The case of the textbook which turned into a social turmoil***

Textbook used by the Department of Education teaches students to speak incorrectly”. With this headline, a news website initiated an unprecedented educational sociolinguistic controversy in Brazil in 2011. The journalist, having flagrantly written without careful analysis of the book under attack, accused the authors of teaching students the “popular language” and that it is not necessary to follow the standard norms for number agreement. The piece of news caused an uproar of (mostly fiery) protests from other journalists, personalities, blog writers, etc. For weeks the incident was the central issue on television, newspapers and weekly magazines. The Secretary of Education was interviewed on the radio and on television. He also had to appear before congressmen to explain why the Department of Education was not organizing a recall for the book. On the first days of the controversy, linguists and other few educators were the only dissonant voices, trying to point out that the textbook did not neglect the teaching of the norm, and made it clear that students needed to acquire the standard variation which was the accepted and respected norm in certain situations. With time, and after a lot of damage to the image of the authors, other sensible voices started to emerge, bringing with them a rational, sober perspective on the issue. Nevertheless, a state prosecutor was determined to have the book taken away from the schools and the Secretary of Education legally sued. This paper will explain the controversy and show how the Brazilian society reacted. A number of articles, interviews, comments and official declarations will be compiled and summarized. Data will give evidence of how Brazilians are yet unprepared to understand and/or accept issues of variation, particularly in the context of elementary and secondary textbooks.

### **Références**

- BORTONI-RICARDO, Stella Maris. Manual de Sociolinguística. São Paulo: Contexto, 2014.
- ERICKSON, Frederick. Transformation and School Success: The Politics and culture of Educational Achievement. *Anthropology & Education Quarterly*, v. 18(4), 1987, pp. 335-356.
- SCHERRE, Maria Marta Pereira. Verdadeiro Respeito pela fala do outro: preconceito? In *Linguagem e Preconceito*. Vol. 1/2. Rio de Janeiro: UFRJ, 2012, pp. 51-62.

---

Anquetil, Mathilde & Vecchi, Silvia - Università di Macerata (Italia)

[m.anquetil@gmail.com](mailto:m.anquetil@gmail.com)

[silvia.vecchi@unimc.it](mailto:silvia.vecchi@unimc.it)

### ***Nos langues vont-elles toutes devenir des « Heritage Languages » ?***

La notion de “*Heritage Languages*”, issue du contexte canadien (Cummins 2005, Babae 2012) pour indiquer les langues de nouvelle immigration – en dehors de l’anglais, du français et des langues amérindiennes – en les incluant dans des programmes d’éducation bilingue diversifiés respectueux des droits linguistiques, a été reprise dans le contexte des Etats-Unis pour devenir une catégorie désignant toute langue autre que l’anglais mais qui ne soit pas “*foreign language*” car non étrangère aux sujets présents sur le territoire de par un vécu communautaire spécifique (Kelleher, 2010). Mais ce dans une politique beaucoup moins ambitieuse de maintien le plus souvent extra-scolaire, d’un certain capital linguistique acquis en milieu familial. Cette appellation a tendance aujourd’hui à s’introduire dans le domaine de recherche de la didactique du plurilinguisme en Europe. Toutefois, la circulation de cette notion de “*Heritage Languages*”, reprise comme cadre de reconnaissance de la diversité linguistique dans la didactologie anglophone n’est pas indemne de charge idéologique hors de son contexte initial (Zarate 2009). La désignation “*Heritage Language*”, catégorie initialement conçue pour valoriser les langues de l’immigration ne serait-elle pas en train de devenir englobante pour toute autre langue que l’anglais, légitimant ainsi son statut de langue hyper dominante (Calvet 2002a) par rapport à la masse indifférenciée des parlars locaux ou ethniques auxquels on n’accorderait qu’une reconnaissance de façade ?

L’utilisation de catégories américaines pour l’étude du plurilinguisme européen n’aggrave-t-elle pas la perception – et à terme le destin – de ce plurilinguisme lui-même (Gohard, 2012) ? A partir de l’observation d’un programme de formation doctorale en Suisse où le plurilinguisme, pourtant constitutionnel du pays, est cadré

par des intervenants anglophones dans l'optique d'une valorisation des *Heritage Languages*, nous nous interrogerons sur l'application de cette notion dans le contexte européen via l'anglicisation du domaine de la recherche.

Aux Etats-Unis le français est déjà devenu *Heritage Language* à partir de programmes d'intégration des réfugiés haïtiens ; actuellement cette langue, coupée des programmes d'enseignement des langues étrangères, tente dans le cadre de la coopération franco-américaine de retrouver une place par cette voie de secours (Semple, 2014), tandis que la France mène parallèlement une politique de maintien du français auprès de ses expatriés et binationaux par une association de "Français *Langue Maternelle*" (FLAM).

Notre enquête touchera d'autres lieux où l'on nomme ces *Heritage Languages*, dans la recherche et l'enseignement, dans les Portfolios européens, dans une formation aux approches plurielles dont l'intercompréhension est un des terrains d'application.

Dans les Portfolio Européen des Langues (CERCLES 2002), la place qui leur est accordée est significativement titubante et entre en contradiction avec la promotion des langues européennes lorsque des langues intermédiaires comme l'italien ou le portugais, objet d'enseignement de "langue d'origine" des immigrés du sud de l'Europe, se retrouvent dans les pages ambiguës des "langues de minorités ethniques", voire langues associées à des traditions religieuses, relevées avec une certaine condescendance mais non valorisées comme objectifs d'apprentissage. Par contre, on note que des dialectes locaux (PEL du Haut-Adige) sont élevés à langue d'enseignement de mérite équivalent aux "grandes langues" (Alao et al., 2008) par la traduction de tous les descripteurs de compétences.

Dans une formation à l'IC sur la plateforme Galapro, nous constatons que la notion de *Heritage Language* est perçue de façon très différente auprès des enseignants selon leur contexte socio-historique. En contexte brésilien où, en l'absence de vécu migratoire, elle est assimilée à une valorisation de la "langue d'origine" qui n'est autre que la langue maternelle, ce premier héritage partagé que nous nous attachons à transmettre, non pas comme langue du souvenir mais comme langues actives de création et négociation de sens.

En Italie où le droit linguistique de recevoir une éducation supérieure en langue maternelle est actuellement source de recours en justice (Politecnico di Milano), il devient pressant de s'interroger sur le devenir de la langue nationale, "petite langue" (Alao et al., 2008) qui risque de devenir *heritage language* sur son propre territoire avec l'anglicisation galopante de la formation universitaire, d'où une sorte de prolétarianisation des locuteurs de la langue nationale qui voient se restreindre leur domaine d'agentivité socio-professionnelle.

Certaines politiques de promotion du plurilinguisme n'affichent-elles pas une bonne volonté trompeuse en noyant le net recul de l'enseignement curriculaire des langues autres que l'anglais dans des actions ponctuelles de valorisation des situations plurilingues strictement locales (dialectes identitaires) ou, à l'autre bout, des vécus individuels dus aux mobilités et migrations de l'hypermodernité (Gohard, 2010). Les langues internationales, les anciennes "grandes langues" de culture sont menacées dans cet état (Calvet, 1987).

La focalisation de notre observation sur la catégorie de *Heritage Language*, dont les multiples traductions/interprétations contextuelles font bien apparaître l'ambiguïté idéologique, nous amènera à nous demander s'il faut chevaucher cette notion pour "sauver ce qui est sauvable" (option du français aux Etats-Unis), tout en reconnaissant par ailleurs qu'il existe bel et bien un espace mal exploité d'enseignement des langues "non étrangères" (voir le déficit de l'enseignement de l'arabe en France), ou s'il faut s'en distancer prudemment dans une politique linguistique veillant non pas à culturaliser, muséifier un patrimoine en danger mais à maintenir les droits linguistiques des citoyens d'une Europe multilingue, et ce dans l'optique non pas de renforcer une dichotomie entre langue communautaire identitaire et lingua franca de la pensée unique, mais de garantir la circulation de modes de pensée qualifiés dans leur pluralité.

Comme l'indique Aline Gohard (Gohard, 2010), il n'existe pas un modèle de plurilinguisme mais des plurilinguismes pétris de dimensions historiques, politiques, institutionnelles, socio-économiques, individuelles ; leur complexité, avec leurs tensions internes, leurs asymétries de statuts et de valeurs, ne se coule pas en Europe dans le cadre lénifiant d'une capitalisation de ses *Heritage Languages* de la part d'une société réunie sous une lingua franca dominante. Le recours en Europe à cette catégorie anglo-américaine, loin de promouvoir la diversité, chercherait à assigner la pluralité linguistique à un passé en cours d'extinction, pour en assoupir le potentiel de résistance bien actuel. Pour sortir de cette logique binaire le recours à une troisième langue curriculaire dans l'éducation plurilingue s'impose ; troisième langue comme lieu d'un choix d'adoption personnelle (Maalouf, 2008), lieu de valorisation des vécus de mobilité ou de découverte de l'altérité, mais à condition que son acquisition soit institutionnalisée dans un cadre de parité pour éviter que la différenciation ne se transforme en vernis culturel de complaisance ou en instrument de marginalisation sociale, ou bien encore que les langues autres, rares, exotiques, ne soient repérées sur le marché du travail que pour être banalisées et exploitées dans la gestion d'un plurilinguisme purement utilitaire des ressources humaines en contexte de mondialisation des échanges (Duchêne, 2011/12) .

## Références

ALAO, G-ARGAUD, E-DERIVRY-PLARDM. (2008), « *Grandes* » et « *petites* » langues, pour une didactique du plurilinguisme et du pluriculturalisme, Berne, Peter Lang.

- BABAE, N. (2012), « Heritage Language Learning in Canadian Public Schools: Language Rights Challenges », Paper presented at the 13th Annual Education Graduate Student Symposium, The University of Manitoba, Winnipeg, Manitoba. [www.umanitoba.ca/faculties/education/media/Babae12.pdf](http://www.umanitoba.ca/faculties/education/media/Babae12.pdf) .
- CALVET, L.-J. (1987), *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, Paris, Payot.
- CALVET, L.-J. (2002a), « Mondialisation, langues et politiques linguistiques. Le versant linguistique de la mondialisation », in *Le français dans le monde*, n°323, pp. 39-42.
- CALVET, L.-J. (2002b), *Le marché aux langues. Essai de politologie linguistique sur la mondialisation*, Paris, Plon.
- CERCLES (2002), *Portfolio Européen des Langues, European Language Portfolio*, Conseil de l'Europe, n° accréditation: 29.2002.
- CUMMINS, J. (2005), "A Proposal for action: Strategies for recognizing heritage language competence as a learning resource within the mainstream classroom", in *The Modern Language Journal*, 89 (4), 585-592, Department of Education Newfoundland and Labrador. (2011), [www.ed.gov.nl.ca/edu/](http://www.ed.gov.nl.ca/edu/)
- DELAMOTTE, É (1999), *Le commerce des langues*, Paris, Didier.
- DUCHENE, A. « Néolibéralisme, inégalités sociales et plurilinguisme : l'exploitation des ressources langagières et des locuteurs », in *Langage et société*, 2011/2 n° 136, p. 81-108.
- CANUT, C-DUCHENE, A. (2011), « Introduction. Instrumentalisations politiques et économiques des langues: le plurilinguisme en question », in *Langage et société*, n° 136, pp. 5-12.
- DURANTI, A.-GOODWIN C. (1992), *Rethinking context. Language as an Interactive Phenomenon*, Cambridge, Cambridge University Press.
- FACE (French American Cultural Exchange), "Making French an asset for new Americans", [www.facecouncil.org/fhlp/index.html](http://www.facecouncil.org/fhlp/index.html)
- FLAM (Français Langue Maternelle), [www.associations-flam.fr](http://www.associations-flam.fr)
- GALAPRO, GOHARD, A.. (2010), "Politiques de gestion de la pluralité linguistique : leurs effets sur les logiques des institutions et les logiques des individus", in RUEGG F., BOSCOBOINIK A., *De Palerme à Penang, un itinéraire dans l'anthropologie politique*, Berlin: LIT.
- GOHARD-RADENKOVIC A.. (2012), "Le plurilinguisme, un nouveau champ ou une nouvelle idéologie", in *Alterstice*, revue de recherche interculturelle, vol. 2, n°1.
- KELLEHER A.,(2010),What is a heritage language? In Heritage Briefs, Center for Applied Linguistics, Washington DC, [www.cal.org/heritage/pdfs/briefs/what-is-a-heritage-language-program.pdf](http://www.cal.org/heritage/pdfs/briefs/what-is-a-heritage-language-program.pdf).
- SEMPLE K.. (2014), "A Big Advocate of French in New York's Schools: France", in *The New York Times*, [www.nytimes.com/2014/01/31/nyregion/a-push-for-french-in-new-york-schools-from-france.html?\\_r=1](http://www.nytimes.com/2014/01/31/nyregion/a-push-for-french-in-new-york-schools-from-france.html?_r=1)
- KLINKENBERG J.-M. (2001), *La langue et le citoyen. Pour une autre politique de la langue française*, Paris : PUF.

---

Antypenko-A' Beckett, Ludmilla - Monash University, Clayton (Australia)

[lyudmyla.antypenko-a'beckett@monash.edu](mailto:lyudmyla.antypenko-a'beckett@monash.edu)

***Controversial expectations for the state language in Ukraine: Homogeneity and pillar of nationhood or inclusion of the persuasive practice of a non-titular minority?***

The aim of this paper is to reconstruct a language ideology, i.e. the beliefs attached to the language use (Blommaert, 1999), among different social agents in Ukraine. In 2014, the Crimea was annexed by Russia from Ukraine. Protection of the language rights of the Russophone population was put forward as one of the reasons for annexation. Language legislation has been causing social unrest in Ukraine since formation of the sovereign state of Ukraine in 1991 ( see Pavlenko, 2008; Bilaniuk, 2005). Two streams within the ideological debates of Ukrainian language can be identified. On the one hand, some public figures refuse to recognise the existing

practice of bilingualism in Ukraine and push toward monolingual legislation. These social agents demand exclusive use of Ukrainian in every public sphere. On the other hand, ideologists of the Russophone “minority” demand equality of Ukrainophone and Russophone practice. Different understandings of the function of the official language substantiates each viewpoint. Public statements from carriers of opposing views will be considered in this paper.

### Références

- BILANIUK, L. (2005) *Contested Tongues*. Ithaca and London: Cornell University Press
- BLOMMAERT, J. (1999). The debate is open. In J. Blommaert (ed. ), *Language Ideological Debates* (pp.1-39). Berlin: Mouton de Gruyter.
- PAVLENKO, A. (2008) Multilingualism in Post-Soviet Countries: Language Revival, Language Removal, and Sociolinguistic Theory. *International Journal of Bilingual Education and Bilingualism* 11 (3-4): 275-314

---

Astori Davide - Università di Parma (Italia)

[davide.astori@gmail.com](mailto:davide.astori@gmail.com)

### ***Definire una minoranza socio-linguistica: dalle lingue segnate a quelle pianificate***

In parallelo alle riflessioni fornite da Paddy Ladd, coordinatore del Master presso il ‘Centre for Deaf Studies’ dell’Università di Bristol e autore di *Understanding Deaf Culture, In Search of Deafhood* (Multilingual Matters LTD. 2006) per le lingue segnate, che delinerebbero la sordità come una condizione culturale (applicabile alle comunità dei sordi, che nutrirebbero la piena consapevolezza di appartenere a una cultura specifica, con propri valori di riferimento, luoghi di incontro, propria produzione letteraria, il tutto tenuto insieme, come collante socio-linguistico, dalla lingua stessa, allo stesso tempo generatrice di identità e “prodotto della tradizione di una comunità”, per riprendere le parole della *Call*), in un modello interpretativo che riconosce nella sordità una minoranza etno-linguistica e inquadra gli studi ad essa collegati nel più ampio contesto del multilinguismo e delle culture minoritarie, ma ancor più ricalcando il percorso scientifico-argomentativo di Harlan Lane, professore di psicologia e linguistica presso la Northeastern University di Boston, Massachusetts (coautore, con Robert Hoffmeister e Ben Bahan, di *A Journey into the Deaf-World*), che, evidenziando all’interno della comunità sorda la presenza di caratteristiche tipiche di un gruppo etnico (dal nome collettivo al senso di comunità, dalle norme di comportamento, usi, valori, conoscenza, alla struttura sociale, dalla lingua all’espressione artistico-culturale, alla storia, relazioni di parentela, identità, desiderio dei figli sordi), applica l’etichetta di ‘gruppo etnico’ al ‘mondo dei sordi’, si cercherà di riflettere se, e in quale grado, la comunità esperantista contemporanea presenti tratti etnici e possa essere considerata, con le specificità del caso, come una sorta di *kvazaj-popolo*, come spesso si autodefiniscono, in lingua, gli stessi esperantisti, un esperimento laboratoriale di costruzione identitaria che sta infine producendo, dopo 127 anni di sperimentazione, un sorta di comunità linguistica minoritaria *in nuce*, e che, come chiaro esempio borderline, conferma, nella sua eterodossia, dinamiche approfondite più tradizionalmente.

---

Ayer, Dorothée - Haute école spécialisée HAFL à Zollikofen (Suisse)

[dorothee.ayer@bfh.ch](mailto:dorothee.ayer@bfh.ch)

### ***L’intercomprension, une pratique respectueuse de l’environnement?***

Dans le contexte plurilingue de la Suisse, des *modus vivendi* se mettent en place, plus ou moins naturellement, pour qu’une communication efficace et durable puisse être assurée entre locuteurs issus des différentes communautés linguistiques.

Dans le cadre de notre recherche, nous observons et analysons les pratiques établies dans un contexte bien délimité : une Haute école spécialisée bilingue (allemand / français) dans le canton de Berne en Suisse.

Les membres de cette école (enseignants, étudiants, collaborateurs scientifiques et techniques) communiquent sur le mode de l'intercompréhension, que l'on peut résumer ici par la formule « chacun parle sa langue ». Il s'agit donc d'intercompréhension entre langues distantes dans la mesure où l'allemand et le français n'appartiennent pas à la même famille de langues.

Cette pratique, calquée sur celle des services de l'administration fédérale, est inscrite dans le règlement de l'école et octroie à chaque employé le droit de s'exprimer dans l'une ou l'autre langue officielle.

Notre étude se base sur un corpus composé d'enregistrements de réunions de travail bilingues. L'objectif est dans un premier temps de voir si cette pratique permet le respect de l'équilibre dans l'utilisation des langues ou si une langue domine. En effet, la langue minoritaire change en fonction des paramètres propres à chaque réunion enregistrée, comme le nombre de locuteurs de chacune des deux langues ou la langue de la personne qui mène la réunion. Ainsi la majorité linguistique de l'école peut se retrouver dans des situations d'insécurité linguistique.

Dans un deuxième temps, nous nous penchons sur les conditions à respecter pour qu'une telle pratique fonctionne et s'inscrive dans la durée, en étudiant les éléments linguistiques, juridiques ou sociaux qui favorisent l'intercompréhension comme mode de communication.

L'objet de cette communication portera donc sur le potentiel de l'intercompréhension pour le respect des langues, et particulièrement celui de la langue minoritaire, dans un environnement professionnel et officiellement bilingue.

### Références

- GRIN, F. (2008), « Pourquoi l'intercompréhension ? », Conti V. et Grin F. (éds.) in *S'entendre entre langues voisines : vers l'intercompréhension*, Genève, Ed. Georg Loi fédérale sur les langues nationales et la compréhension entre les communautés linguistiques (2007, 2010), [www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20062545/201001010000/441.1.pdf](http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20062545/201001010000/441.1.pdf), visité le 28.08.2014
- MATTHEY, M. (2008). Comment communiquer sans parler la langue de l'autre ?, in *S'entendre entre langues voisines : vers l'intercompréhension*, Conti Virginie & Grin François (Eds). Genève : Ed. Georg, 113-129.
- OFPER (Office fédéral du personnel) (2009), *Guide pour la promotion du plurilinguisme*, [www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/15598.pdf](http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/15598.pdf), visité le 28.08.14
- ZARATE G. (2003), « Identité et plurilinguisme, conditions préalables à la reconnaissance des compétences interculturelles », in Byram M. (éd.) *La compétence interculturelle*, Strasbourg, Editions du Conseil de l'Europe.

---

Bonbled, Nicolas - Université de Louvain (Belgique)

[nicolas.bonbled@uclouvain.be](mailto:nicolas.bonbled@uclouvain.be) [nicolas.bonbled@gerard.be](mailto:nicolas.bonbled@gerard.be)

### ***La langue du contrat de travail et la libre circulation des personnes : développements récents en droit belge et européen***

Par un arrêt *Las* rendu en Grande chambre le 16 avril 2013, la Cour de justice de l'Union européenne a jugé incompatible avec la liberté de circulation des travailleurs (art. 45 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) une disposition essentielle et hautement symbolique de la législation linguistique de la Communauté flamande, qui impose l'emploi exclusif du néerlandais dans tout contrat de travail conclu entre un travailleur et un employeur dont le siège d'exploitation est établi dans la région de langue néerlandaise en Belgique, à peine de nullité absolue.

La communication proposée décrit la manière dont la question de l'emploi des langues dans les relations entre travailleurs et employeurs a, en Belgique, influencé certaines règles constitutionnelles de répartition des compétences entre les collectivités fédérées et l'autorité fédérale. Ces compétences partagées ont donné naissance, au cours des années 1970-80, à des législations linguistiques assez contrastées selon les collectivités, appliquées régulièrement par les cours et tribunaux, mais non exemptes de toute critique au regard du droit international des droits de l'homme.

La communication rappelle également les principaux enseignements de droit européen qui résultaient déjà de la jurisprudence antérieure de la Cour de justice sur l'usage des langues nationales dans les relations de travail. Elle revient, ensuite, plus particulièrement sur les questions auxquelles la Cour a répondu dans l'arrêt *Las* précité, ainsi que sur les nouvelles interrogations que cette décision n'a pas manqué de susciter, tant au regard du



respect de la liberté d'expression, des droits linguistiques et de la libre circulation des personnes. Ces éléments sont analysés dans une perspective de droit comparé.

---

Bonomi, Milin Università degli Studi di Milano

[milinbonomi@hotmail.com](mailto:milinbonomi@hotmail.com)

Laura Sanfelici, Università degli Studi di Genova

[laura.sanfelici@unige.it](mailto:laura.sanfelici@unige.it)

***Minoranze linguistiche a scuola. Un progetto per il mantenimento evolutivo dello spagnolo con alunni di origine ispanoamericana***

Dagli ultimi decenni del XX secolo l'Italia è passata da paese con forte tradizione emigratoria a paese di immigrazione, avvicinandosi sempre di più al resto dei paesi europei con il conseguente impatto sociale e culturale. Un cambiamento arrivato in maniera inaspettata e una trasformazione per la quale le istituzioni pubbliche e la società nel suo complesso non erano preparate.

Gli immigrati di origine ispanoamericana rappresentano uno dei gruppi più numerosi in molte città del Nord Italia. Si tratta di una immigrazione iniziata con carattere temporaneo e femminile che, nel tempo, si è stabilizzata fino a comprendere una popolazione più giovane grazie alle riunificazioni familiari e alle seconde generazioni. Questi cambiamenti hanno determinato un aumento significativo degli alunni ispanofoni nelle istituzioni scolastiche italiane.

In una prima fase, le azioni educative e i fondi si sono orientati soprattutto verso l'alfabetizzazione dei giovani stranieri. In quel periodo, la parola chiave era "acculturazione", che aveva il suo fondamento nella "teoria del deficit" secondo la quale l'unico sforzo era a carico del nuovo arrivato. L'inserimento dei nuovi alunni, i laboratori di mediazione e il supporto linguistico si sono via via organizzati grazie alla buona volontà della scuola e del suo corpo docente.

L'apprendimento dell'italiano e l'abbandono della lingua d'origine sembravano essere, all'inizio, l'unica soluzione di fronte al fallimento scolastico degli studenti di origine ispanofona. Una posizione che alcuni tuttora difendono nonostante sia più che superata rispetto alle caratteristiche del transculturalismo e multilinguismo tipiche delle nuove società globali. Lo sviluppo e il mantenimento di tutte le lingue parlate dagli alunni come base per un corretto sviluppo socio cognitivo sono un fatto già ampiamente dimostrato in contesti di più lunga tradizione migratoria (Cummins 1979, García 2010, Potowski 2007). Partendo da queste premesse, il lavoro presenterà i risultati di una ricerca sul campo per il mantenimento evolutivo dello spagnolo in alunni della Scuola Secondaria di I grado attraverso strategie di trasferimento delle abilità dalla produzione orale alla produzione scritta. Per favorire esiti di bilinguismo ascendente la ricerca-azione ha puntato a migliorare le CALP (*Cognitive Academic Language Proficiency*) degli *Heritage Language Learners* di origine ispanofona con l'ausilio delle nuove tecnologie. Il progetto opera da un lato su alcune discipline per sviluppare abilità comunicativo-linguistiche sulla lingua dello studio, mentre dall'altro vuole promuovere un dialogo e un confronto di integrazione attraverso la valorizzazione del bilinguismo.

**Références**

CUMMINS, J., 2000, *Language, Power and Pedagogy: Bilingual Children in the Crossfire*. Multilingual Matters: Clavedon, UK.

GARCÍA, O., 2009, *Bilingual Education in the 21st Century: A Global Perspective*, Wiley-Blackwell: Hoboken, NJ.

Potowski, K. 2005, *Fundamentos de la enseñanza del español a hispanohablantes en EE.UU.*, Arco/ Libros: Madrid.

Boussiga, Aissa - Université d'Alger (Algérie)

[boussigaaisa@yahoo.fr](mailto:boussigaaisa@yahoo.fr)

### ***Aménagement linguistique et le plurilinguisme en Algérie, des pratiques institutionnelles aux réalités du terrain***

Notre proposition s'attache à décrire les résultats d'une enquête de terrain ayant porté sur l'emploi des langues dans la signalétique linguistique à Alger. La question centrale est de savoir si la ou les langue(s) affichée(s) rendent compte de l'environnement linguistique et de sa diversité constitutive. Il s'agit également de prendre connaissance des attitudes des usagers/ acteurs sociaux à propos des langues affichées et de celles qui ne le sont pas. Ont-ils une préférence pour l'une ou l'autre de ces langues et/ou dialectes.

Dans le terrain en question, les différents décrets instituent la langue arabe comme seul moyen d'affichage. Toutes les langues étrangères sont ainsi exclues de l'environnement graphique de la ville d'Alger par des textes de loi. Le but est d'arriver à instaurer une hégémonie linguistique. Face à cette hégémonie recherchée, les données quantitatives et qualitatives recueillies sur le terrain ont montré que rares sont les usagers qui emploient la seule langue arabe dans leur pratiques spatiales quotidiennes. En effet, ils exigent une profonde modification de l'aménagement linguistique théoriquement conçu dans les textes de loi. Dans les faits, cet aménagement doit reconnaître le droit à un affichage bilingue arabe/français et doit inclure la langue tamazight décrétée langue officielle en Algérie. Quelques usagers vont jusqu'à revendiquer leur droit à un affichage en langue française uniquement.

Notre travail s'inscrit dans une perspective d'intervention. C'est pourquoi, nous proposons quelques réflexions permettant de mettre en place un aménagement linguistique efficace car conçu sur la base de toutes les composantes linguistiques du terrain en question.

### **Références**

- BOUSSIGA, A. « le rôle des parlers (de) jeunes dans l'émergence de nouvelles stratégies discursives de marquage et d'appropriation des espaces urbains » dans BULOT T., FEUSSI V., (Dir), 2012, Normes, urbanité et émergences plurilingues (parlers (de) jeunes francophones), l'harmattan (Collection Espaces Discursifs), Paris, 135-146.
- BULOT, T. 2006. « La production discursive des normes : centralité sociolinguistique et multipolarisation des espaces de références », dans French Language studies Vol16/3, Cambridge Université Press, Cambridge, 305-333.
- BOUSSIGA, A. 2009. : « Rôle de l'affichage des langues dans le maintien de la diversité linguistique et culturelles en Alger », communication présentée dans les journées Culture et Diversité AUF à Beyrouth.

---

Braën, André - Université d'Ottawa (Canada)

[Andre.Braen@uottawa.ca](mailto:Andre.Braen@uottawa.ca)

### ***La Cour suprême du Canada et l'asymétrie linguistique***

Sauf dans le domaine des droits judiciaires, la Cour suprême du Canada appliquait une approche généreuse dans son analyse des dossiers traitant des droits linguistiques. En s'appuyant sur un fondement égalitaire et une approche contextuelle, l'interprétation judiciaire avait permis d'accoler un contenu substantiel aux droits linguistiques constitutionnels et législatifs. Une certaine lassitude a toutefois gagné le tribunal (affaires *Charlebois* et *Conseil scolaire francophone*) et la cour, s'écartant de l'approche contextuelle qui était la sienne, s'en remet à une interprétation plus littérale et téléologique, aux antipodes de ce à quoi elle nous avait habitués. Nous proposons une analyse critique de cette jurisprudence et la comparons avec le traitement que le même tribunal a réservé à la question linguistique au Québec, en particulier dans le domaine des droits scolaires constitutionnels. Ainsi, la cour avait dans un premier temps affirmé que l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* s'oppose au libre choix de la langue d'enseignement (arrêt *Gosselin*); puis et s'agissant d'appliquer cet article au Québec, elle insistait par la suite sur la prise en compte du cheminement linguistique d'un élève (arrêt *Solski*) pour finalement, permettre le libre choix en la matière quoique dans une forme plus éclectique (arrêt *Nguyen*). Il

convient à cet égard d'expliquer l'asymétrie qui semble dorénavant exister dans l'interprétation des droits linguistiques par la Cour suprême. S'agissant de la langue française au Canada et à l'extérieur du Québec, le statut d'égalité du français et de l'anglais est devenu plus ténu et ambigu. S'agissant de la langue anglaise au Québec, l'espace qui lui est accordé est beaucoup plus généreux. Comment expliquer cette variation dans l'approche du tribunal? Celui-ci participe à la construction de l'identité citoyenne du Canada (Kymlica et Patten) et à cet égard, une certaine conception de l'égalité du français et de l'anglais semble se dégager du modèle qu'elle propose, un modèle caractérisé par son asymétrie.

---

Caron, Thérèse - Traductrice (Canada)

20thcar18@bell.net

### ***Représentation des langues et des identités et inclusion sociale***

Le nouveau ministère dont a hérité la ministre Kathleen Weil en 2014, devient le « ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion du Québec ». Plus précisément, « inclusion » remplace « intégration », émergeant du système politico-libéral, et discuté dans les milieux nationalistes.

Autre point important: pour satisfaire ma curiosité, à savoir où sont dirigés les quelques 50 000 immigrants que le Québec reçoit chaque année, je brosse un tableau par région d'après un document publié par le ministère (2009). J'en conclus que les 259 communautés ethniques arrivées en 2009 ont été admises dans 17 régions administratives du Québec, dont plusieurs sont éloignées des grands centres où l'anglais est peu ou non existant. Cette stratégie d'aménagement linguistique permet d'assimiler plus rapidement la langue française. Par contre, plusieurs feront un retour vers Montréal, après un certain temps, afin de s'intégrer dans la société québécoise multiculturelle, et trouver un emploi.

Depuis 2012, le gouvernement fédéral exige une preuve de connaissance du français ou de l'anglais, autant à l'écrit qu'à l'oral, ceci avant même d'entrer au pays. C'est une obligation pour obtenir la citoyenneté canadienne. Ce qui s'avère économiquement avantageux pour le Québec.

Incidemment, l'OEPP veut se « défaire » du « monolinguisme anglais », une des deux langues fondatrices du Canada, avec le français! Encore faudrait-il tenir compte que la ville de Montréal répertorie maintenant quelques 200 langues, ce qui constitue 80% de la population immigrante. Plusieurs s'expriment en anglais faute de pouvoir le faire en français. Les adeptes du plurilinguisme, dont l'Unesco, Abdou Diouf, l'OEPP et François Grin, entre autres, suggèrent d'apprendre deux ou trois langues nouvelles en plus des deux langues utilisées régulièrement. Sans doute fidèles au Manifeste de Gerone! Donc, quelles langues prioriser parmi les dix principales langues parlées dans le monde? Nous en discuterons.

En conclusion, j'aborderai la Charte de la langue française du Québec en comparaison avec la Charte des langues italiennes basée sur le modèle européen.

---

Casini, Simone, Università per stranieri di Siena (Italia)

[casini@unistrasi.it](mailto:casini@unistrasi.it)

### ***Panorami linguistici urbani: tra espressione identitaria e accettazione - Il caso Siena***

Il contributo ha l'obiettivo di considerare la visibilità semiotica delle lingue immigrate in Italia e il loro grado riconoscibilità e accettazione da parte della comunità civile. Il modello teorico cui facciamo riferimento poggia sulla definizione di spazio linguistico e, per il caso italiano, sulla sua ormai strutturale quadripolarità: l'italiano lingua d'uso coesiste con i dialetti, le lingue di minoranza storica e le lingue delle nuove migrazioni. All'interno del Centro di Eccellenza dell'Università per Stranieri di Siena sono state elaborate le batterie concettuali che hanno permesso la distinzione semiotica e sociolinguistica tra lingue dei migranti e lingue immigrate. Per la mappatura del neoplurilinguismo sono stati elaborati modelli di rilevazione e di analisi dei dati linguistici del territorio nazionale: in particolare il Centro senese ha elaborato, sulle forme della Linguistic Landscape, il modello Esquilino che rileva 'sul campo' la visibilità e la vitalità delle lingue nello spazio sociale di comunicazione, per le strade, nelle piazze, ovvero nei panorami linguistici urbani. I dati di analisi sono gli usi linguistici effettivi rilevabili in un dato contesto attraverso la cattura fotografica di immagini della comunicazione sociale come insegne di negozi, cartelloni pubblicitari e scritte in genere. La ricerca utilizza il modello di rilevazione dati Esquilino per analizzare il panorama linguistico di Siena e provincia a distanza di 10 anni da Toscana Favelle, ultima grande indagine sistematica sul territorio senese. I dati raccolti sono trattati attraverso l'informatica per identificare quali sono le lingue immigrate presenti. I risultati, confrontati con i dati

statistici sulla presenza di immigrati, consentendo la costruzione di mappe geo-sociolinguistiche. Cerchiamo di capire quante e quali sono le lingue presenti in uno spazio urbano, quali sono percepite, come esse coesistano, circolino e facciano parte del panorama linguistico urbano. Vogliamo studiare la percezione linguistica e il rapporto di essa con la consapevolezza nei confronti della diversità linguistica. Il suo grado di riconoscibilità e di accettazione è verificato attraverso la costruzione di questionari sociolinguistici distribuiti ad un campione di informanti appartenenti alla società civile e attraverso la raccolta di interviste. Si mettono in relazione i dati rilevati con le azioni che le Istituzioni sviluppano a livello territoriale per promuovere l'integrazione delle comunità e la loro partecipazione alla vita civile. Sono considerate le forme di comunicazione pubblica nelle lingue immigrate di amministrazioni locali, uffici sanitari, centri per l'impiego, uffici del trasporto, questure ecc., i servizi di mediazione linguistico-culturale attivi, presenza di corsi di apprendimento delle lingue immigrate.

### Références

- BAGNA, C. – BARNI, M. 2005. Dai dati statistici ai dati geolinguistici. Per una mappatura del nuovo plurilinguismo, in "SILTA", XXXIV, 2: 329-355.
- BAGNA, C. – MACHETTI, S.–VEDOVELLI, M. 2003, Italiano e lingue immigrate: verso un plurilinguismo consapevole o verso varietà di contatto?, in A. Valentini, P. MOLINELLI, P. CUZZOLIN, G. BERNINI, Ecologia Linguistica, Atti del XXXVI Congresso Internazionale di Studi della Società di Linguistica Italiana, Bergamo, 26-28 settembre 2002, Roma, Bulzoni: 201-222.
- BARNI, M. – BAGNA, C. SIEBETCHEU R. 2004. Toscane Favelle. Lingue immigrate nella provincia di Siena, Perugia, Guerra.
- BARNI, M. VEDOVELLI M. 2009. L'Italia plurilingue fra contatto e superdiversità, in M. PALERMO, Percorsi e strategie di apprendimento dell'italiano lingua seconda: sondaggi su ADIL 2.5, Perugia, Guerra: 29-48.
- BLOMMAERT, J. 2010. The sociolinguistics of globalization, Cambridge, Cambridge University Press.
- CHITI, E.– GUALDO, R. (a cura di) 2008. Il regime linguistico dei sistemi comuni europei. L'Unione tra multilinguismo e monolinguisimo, Milano, Giuffrè.
- DE MAURO, T. 1980. Guida all'uso delle parole, Roma, Editori Riuniti.
- DURK, GORTER. Linguistic Landscapes in a Multilingual World, Annual Review of Applied Linguistics, 33, Cambridge University Press, Cambridge, 2013, pp. 190-212.
- Extra, G. YAMUR, K. 2008. Mapping immigrant minority languages in multicultural cities, in M. Barni, G. Extra (eds.), Mapping linguistic diversity in multicultural contexts, Berlin, Mouton de Gruyter: 139-161.
- GIANNINI, S. - SCAGLIONE, S. (a cura di) 2011. Lingue e diritti umani, Roma, Carocci.
- SHOHAMY, E. – GORTER, D. (eds.), Linguistic landscape. Expanding the Scenary, New York and London, Routledge.
- VERTOVEC, S. 2007. Super-diversity and its implications, Ethnic and Racial Studies, vol. 30, n. 6, November 2007: 1024-1054.

---

Chapdelaine, Jean-Paul - Ministère fédéral de la Justice du Canada

[Jean-Paul.Chapdelaine@justice.gc.ca](mailto:Jean-Paul.Chapdelaine@justice.gc.ca)

### ***Les droits linguistiques entre représentations, idéologies et politiques linguistiques. Quels rapports, quelle(s) intervention(s)?***

L'expression du droit comme produit de la tradition d'un peuple – l'exemple des lois récentes sur le mariage homosexuel au Québec, au Canada, en France et au Royaume-Uni.

Même si, a priori, il paraît indubitable que la rencontre de la langue et du droit soit le reflet d'un peuple, de ses mœurs, de son époque, la vitesse des échanges entre sociétés, propulsés par les nouvelles techniques, et l'homogénéisation entraînée par la globalisation pourraient laisser croire que le législateur d'un lieu, d'une histoire, d'une tradition s'exprime de plus en plus comme tous les autres.

Un exemple récent montre que si ces deux forces sont résolument à l'œuvre, le discours de chacun des législateurs concernés est décidément le reflet d'une tradition qui lui est propre. Le sujet est le mariage entre personnes du même sexe. En l'espace de quelques années, les législateurs québécois, canadien, français et anglais ont voulu prendre position et permettre, à leur façon, à deux personnes du même sexe de contracter mariage. Le fait que toutes ces lois arrivent les unes après les autres montre bien que les préoccupations sont les

mêmes d'un État à l'autre, en tous cas que la réponse du législateur à ces préoccupations est vite connue des pays voisins ou qui ont par ailleurs des affinités. Mais la langue choisie, c'est-à-dire les notions et la terminologie utilisées par chacun des législateurs trahit la sensibilité, reflète la tradition, suit une méthode toutes propres à chacun des législateurs québécois, canadien, français et anglais.

Nous allons examiner et comparer chacune des quatre lois : la Loi instituant l'union civile et établissant de nouvelles règles de filiation (8 juin 2002, Québec); la Loi sur le mariage civil (20 juillet 2005, Canada); la Loi n° 2013-404 du 17 mai 2013 ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe (France) et la loi Marriage (Same Sex Couples) Act 2013, (17 juillet 2013, Royaume-Uni).

---

Chylinski, Ewa - European Centre for Minority Issues Caucasus, Tbilisi (Georgia)

[chylinski@ecmcaucasus.org](mailto:chylinski@ecmcaucasus.org)

***Linguistic rights in the South Caucasus region – homogenization of linguistic landscapes in Armenia, Azerbaijan and Georgia***

Since the independence in early 90-ties all three countries of the South Caucasus have become more and more mono-ethnic and mono-lingual. The percentage of ethnic and linguistic minorities decreased substantially – in Armenia with 70%, in Azerbaijan with 50% and in Georgia with 55%. Currently, minorities constitute in Armenia 3% of the total population, 9% in Azerbaijan and 16% in Georgia. The trend of decrease of ethno-linguistic diversity continues.

This decrease is partly due to strong emigration of minority language speakers due to conflicts in the region but also due to socio-economic hardships experiences by the societies but particularly by minorities. Nationalization of political spaces by the dominant groups – ethnic Armenians, Azeri and Georgians, with strong affiliation to their respective languages and religions, led to dis-appreciation of diversity and marginalization of minority languages in the public and partially in private sphere, including former *lingua franca* of the Soviet space – Russian.

Despite joining Council of Europe as independent states in early 90-ties, and committing themselves to ratification of the Council of Europe convention on the protection of minorities, neither Azerbaijan nor Georgia have ratified the European Charter for Regional or Minority Languages. Armenia has ratified the convention but it has not been incorporated in the domestic legislation. The most critical situation is the situation of minority languages in the educational system, particularly languages of smaller minorities without kin states. The pressure on switching to state languages is growing which relegates minority languages to domestic sphere making protection and promotion of them a private endeavour. The paper will present the situation of minority languages in South Caucasus from the legal perspective scarcity and strong homogenization of the local linguistic space.

---

Ciuca, Aurora - University Stefan cel Mare (Romania)

[aurora\\_ciuca\\_2000@yahoo.com](mailto:aurora_ciuca_2000@yahoo.com)

***Human Rights Language: New Meanings of Human Dignity Concept***

The “common” language of human rights as it was drafted in the Universal Declaration is based on human dignity concept. Nowadays, the ambiguity of this term serve as rhetorical support for the argumentation of some controversial positions. At the same time, confronted with the “adventure” of bioethics and reproductive techniques, with the exacerbation of individual desire and the claims of new rights, human dignity has the power to shape contemporary human rights conceptions. In this connection the paper will have in view the use of dignity in order to justify the right to die, the new parental paradigms that affects family and marriage as legal institutions, the right to identity of a person and the discrimination based on conception etc.

---

Ciuca, Valérius M. - Richevaux, Marc - Roussel, Bruno

Université Alexandru Ioan Cuza d'Iasi (Roumanie)

### ***Evaluation des chercheurs et droit à la langue***

La carrière des chercheurs qui conditionne l'acquisition d'un grade de titulaire de l'enseignement est largement basée sur leur évaluation et celle des institutions dans lesquelles ils travaillent. Elle est faite surtout à travers leurs publications notamment dans des revues internationales qui privilégient, voire imposent l'anglais comme langue véhiculaire. Ainsi, le plus célèbres des universités mondiales, dit classement de Shanghai concèdent l'existence d'un biais en faveur des pays anglophones et de la langue anglaise. Ceci est loin d'être sans effets néfastes voire destructeur sur la recherche (I) surtout dans le domaine juridique (CIUCA 2015) aussi sur le droit à la langue (II).

Les chercheurs communiquent les résultats de leur travail par des articles dans des journaux scientifiques Latour et Woolgar, 1996. Cet aspect de la vie scientifique a servi à son évaluation qui de qualitative devient quantitative, (Pritchard, 1969 Le Coadic 2005) très critiquée Leydesdorff (2001), Weingart (2005) Van Raan, (2004), Zitt Bassecoulard (2008) Lepori Barré Filliatreau (2008). Académie Des Sciences, 2011.

L'évaluation par l'usage les méthodes quantitatives et son internationalisation à outrance risque de faire disparaître des pans entiers de recherche par les règles juridiques applicables pour la protection des minorités nationales spécialement linguistiques et a pour conséquence que les chercheurs subissent pour publier, une pression de plus en plus forte, aggravée par le fait que les supports disponibles sont limités, et que beaucoup privilégient voire imposent la langue anglaise comme condition de publication.

Cette prééminence de l'anglais comme langue véhiculaire de la recherche risque aussi d'avoir des conséquences négatives sur la carrière de chercheurs issus de minorités linguistique qui voudraient mettre en pratique le droit à leur langue qui leur est pourtant reconnu dans la plupart des pays et même par les institutions internationales. Ainsi par exemple un chercheur issu d'une minorité linguistique bénéficiera dans sa vie quotidienne et même professionnelles de mesures lui permettant de s'exprimer dans sa langue.

S'il veut progresser, il devra publier dans des revues internationales qui privilégient voire impose l'anglais pour publier les textes qui leur sont proposés. Faute d'écrire ses articles en anglais il ne bénéficiera pas de promotions en raison de son manque de reconnaissance internationale. Son choix sera alors utiliser le droit qui lui est reconnu et garanti de s'exprimer dans une langue minoritaire mais de ne pas bénéficier de promotion ou s'il veut progresser dans sa carrière de publier en anglais et par là de renoncer de lui-même à son droit de s'exprimer dans son langue minoritaire. Dans ce cas que devient le droit à la langue?

La Cour de justice de l'Union européenne, et La Cour européenne des droits de l'homme ont consacré au bénéfice des citoyens européens de nombreux droit fondamentaux dont le droit à la langue. Les pratiques d'évaluation des chercheurs pourraient être à l'origine de condamnations par ces juridictions

### **Références**

- ACADÉMIE DES SCIENCES., « du bon usage de la bibliométrie pour l'évaluation individuelle des chercheurs [archive] », 2011 American society for information science and technology, vol 59, n°11, pp. 1856-1860.
- ANCMSP (association nationale des candidats aux métiers de la science politique), « note sur le classement des revues aeres en science politique », 5 septembre 2008
- BARRÉ R., (2001), sense and nonsense of s&t productivity indicators, science and public policy 28, 4, p.259-266
- BERGSTROM C. T., (2007). « eigenfactor: measuring the value and prestige of scholarly journals ». College & research libraries news 68 (5).
- BORDONS M FERNANDEZ M.T., GOMEZ I., advantages and limitations in the use of impact factor measures for the assessment of research performance, scientometrics 53, 2, 195-206 -boulnois o., « l'évaluation automatisée en sciences humaines », 22 octobre 2008
- BOUTILLIER S LESTRADE B., le travail des femmes, axes d'émancipation économie et innovation l'esprit économique : l'harmattan 2004
- BRADFORD S.C., « sources of information on specific subjects ». Engineering: an illustrated weekly journal (london), 137, 1934 (26 january), pages 85-86.
- BRAUN T., A. SCHUBERT, W. GLANZE I., scientometric indicators: a thirty-two country comparative evaluation of publishing performance and citation impact, world scientific publishing company, 250 p. 1985
- BRETON R., les langues minoritaires sont-elles condamnées à disparaître ? Communication au symposium international, centre de recherche sur le plurilinguisme, univ. Catholique de bruxelles, 29 mai 1997. Krisis, n° 22, paris, mars, 181-190
- BRETON R., communautés linguistiques et communautés ethniques : analogies, discordances et interdépendances". Communication au congrès international ethnos e communitalinguistica, un confrontometodologicointerdisciplinare, 5-7 déc. 1996, udine in : r. Bombi& g. Graffi, éd. Ethnos e

- comunità linguistica : un confronto metodologico interdisciplinare, forum, udine, 39-61, biblio, 1 schéma
- BUDEANU a dușescu o., la souveraineté nationale et l'intégration européenne: l'évolution des valences du concept de la souveraineté, dans la souveraineté nationale et l'intégration européenne, ed. Polirom, iasi, 2004 p. 264
- CAPTANT H., les grands arrêts de la jurisprudence civile : dalloz 1934 régulièrement réédité depuis
- CARBONNIER j., flexible droit - pour une sociologie du droit sans rigueur. 10<sup>e</sup> édition, paris : l.g.d.j., 2001, hors collection, 496 p
- CASSIN B., « on classe les chercheurs comme google classe les sites » sur rue89, 9 février 2009
- CIUCĂ V richevaux mbauer v., civisme et conscience en europe revue européenne de droit social n° 3 juin 2008/ 24.
- CIUCA V richevaux m., la justice française : de la justice statistique à la négation de la justice : cahiers isam n° 6 /2013
- CIUCA V., les sources du droit dans l'activité du tribunal de première instance des communautés européennes : revue européenne du droit social n° 2 avr 2008/ 55
- CIUCA V., lectii de hermeneutica juridica, ed. Fundatiei academice axis, iasi, roumanie, 2005

---

Cognigni, Edith - Università di Macerata (Italia)

[edith.cognigni@unime.it](mailto:edith.cognigni@unime.it)

***Rappresentazioni linguistiche e trasmissione delle lingue in contesto migratorio: uno studio di caso presso la comunità maghrebina***

*«Le rappresentazioni delle identità in contesto multilingue: perché e come intervenire?»*

Il contributo discute i primi risultati di un'indagine qualitativa su plurilinguismo e migrazione di genere presso la comunità di origine maghrebina nella regione Marche, focalizzandosi sul rapporto tra trasmissione intergenerazionale delle lingue/culture e rappresentazioni linguistiche, intese come "le immagini e le concezioni che gli attori sociali si fanno di una lingua, delle sue norme, caratteristiche e statuto rispetto alle altre lingue" (Moore 2004). L'indagine empirica ha previsto una prima fase di raccolta di questionari presso un campione di famiglie di origine maghrebina residenti nella regione Marche e, successivamente, la conduzione di interviste in profondità a carattere narrativo con alcune componenti della famiglia per mettere in luce le rappresentazioni relative al proprio repertorio linguistico, tra cui in particolare l'italiano e le altre lingue europee note, nonché i processi di trasmissione delle lingue e di costruzione delle competenze linguistico-comunicative nella migrazione orientata alla stabilizzazione (Tognetti Bordogna 2012). A partire dall'analisi dei racconti di sé e delle lingue (cfr. Cognigni 2007; Gohard-Radenkovich, Rachédi 2009; Lévy 2008) delle informanti, il contributo discute da un lato la relazione che si instaura tra le rappresentazioni linguistiche possedute e i fenomeni di language maintenance/attrition delle lingue d'origine e/o acquisite prima della stabilizzazione in Italia, dall'altro la loro incidenza sui percorsi e le strategie di apprendimento dell'italiano in quanto L1 o L2, ponendo l'accento sulle diverse funzioni che le lingue svolgono nel processo di (ri)costruzione identitaria in contesto migratorio e multilingue. Si discuteranno infine le valenze (auto)formative dell'implementazione del racconto di sé e delle lingue nell'ambito della didattica linguistica, nel settore dell'educazione degli adulti in particolare.

**Références**

- CHINI M. (2009), "Scelte di lingua e atteggiamenti di immigrati a Pavia e Torino: l'incidenza della variabile del genere in famiglie di minori stranieri", in M. CHINI (a cura di), 2009, Plurilinguismo e immigrazione nella società italiana. Repertori, usi linguistici e fenomeni di contatto. SILTA, XXXVIII, 1, pp.107-133. Û
- COGNIGNI E. (2007), Vivere la migrazione tra e con le lingue: funzioni del racconto e dell'analisi biografica nell'apprendimento dell'italiano come lingua seconda. Porto S.Elpidio (FM):
- WIZARTS. COGNIGNI E. (2013), "Italiano, lingua d'altre: L2 e racconto di sé in prospettiva di genere", in N. Fanelli (a cura di),
- PREMIA: Processo di Empowerment per Immigrati Analfabeti. Porto S.Elpidio (FM): Wizarts, pp. 63-82.
- GOHARD-RADENKOVICH A., RACHÉDI L. (eds), Récits de vie, récits de langues et mobilité: nouveaux territoires intimes, nouveaux passages vers l'altérité? Paris:
- L'HARMATTAN. LÉVY D. (2008), "Soi et les langues", in: G. Zarate, D. Lévy, C. Kramersch (éd.). Précis du plurilinguisme et du pluriculturalisme, Paris: Editions des Archives Contemporaines, pp. 69-81.

- MOORE D. (2004), "Les représentations des langues et de leur apprentissage: itinéraires théoriques et trajets méthodologiques", in V. Castellotti, M.-A.
- MOCHET, Les représentations des langues et leur apprentissage. Références, modèles, données et méthodes. Paris: Didier, pp. 7-22. Pavlenko A. et al. (eds.) (2001), Multilingualism, second language learning, and gender. Berlin/ New York:
- MOUTON DE GRUYTER. TOGNETTI Bordogna M. (2012), Donne e percorsi migratori. Per una sociologia delle migrazioni. Milano: FrancoAngeli.

---

Renée, Corbeil et Valérie, Raymond - Études françaises

Université Laurentienne Sudbury (Ontario) Canada

[rcorbeil@laurentienne.ca](mailto:rcorbeil@laurentienne.ca)

[vcraymond@laurentienne.ca](mailto:vcraymond@laurentienne.ca)

Au Canada, la province de l'Ontario reconnaît une seule langue officielle, l'anglais. Toutefois, c'est en Ontario que nous trouvons la plus grande population de francophones à l'extérieur du Québec. Notamment, la province dénombre 611 500 Franco-Ontariens, soit 4,8 % de la population totale (Office des affaires francophones de l'Ontario).

Selon la Loi sur les services en français en Ontario (Loi 8), les francophones de l'Ontario ont droit à une éducation offerte entièrement en français. Si l'étudiant désire poursuivre ses études universitaires en français en Ontario, il peut choisir entre deux institutions post-secondaires : l'Université d'Ottawa ou l'Université Laurentienne. Ces deux universités sont bilingues : elles offrent à la fois des programmes dans les deux langues officielles. Puisque le français est minoritaire, les institutions doivent prendre certaines mesures pour protéger l'éducation et les services en français. L'Université Laurentienne pour ce faire a décidé d'avoir recours à la Loi 8 pour recevoir une désignation partielle, c'est-à-dire sa propre protection linguistique qui assurerait la survie des programmes offerts en français. Celle-ci servirait d'ailleurs à démontrer qu'il « [...] est possible pour un établissement bilingue de marier la liberté scolaire et la garantie juridique [pour] offrir activement une éducation universitaire à la communauté francoontarienne et à tous les francophiles » (François Boileau, Commissaire aux services en français de l'Ontario).

La présente communication a donc pour but de discuter des forces et des faiblesses de cette désignation octroyée pour la première fois par le gouvernement de l'Ontario au mois de mai 2014. Cette décision se veut-elle un pas vers la protection de la survie d'une langue en milieu minoritaire ?

### Références

- ALBERTA LEARNING. (2001). Affirmer l'éducation en français langue première, fondements et orientations: le cadre de l'éducation francophone en Alberta. EDMONTON, ALBERTA: Alberta Learning, Government of Alberta.
- ALLAIRE, G., DURAND, L., & LAFLAMME, S. (2005). Les entreprises ontariennes et le bilinguisme : la perception des employeurs. *Revue du Nouvel-Ontario*(30), 43–88.
- ALLARD, R. (2002). Actes du colloque pancanadien sur la recherche en éducation en milieu francophone minoritaire : Bilan et perspectives. Québec, Québec: Association canadienne d'éducation de langue française.
- ALLARD, R. (2005). L'accessibilité aux études postsecondaires en français pour les élèves francophones en milieu minoritaire : une recension de recherches empiriques. Moncton, Nouveau-Brunswick: Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques / Association des universités de la francophonie canadienne. Association des universités de la francophonie canadienne. (2007). La vitalité des universités de la francophonie canadienne. Ottawa, Ontario: Association des universités de la francophonie canadienne.
- BOUDREAU, G. (2007). La mise en œuvre des droits à l'instruction en français en Nouvelle-Écosse. *Revue internationale d'études canadiennes*(36), 73–94.
- GIROUX, M. (2010). Droit constitutionnel à une éducation universitaire en français en Ontario. *Revue du Nouvel-Ontario*(35-36), 241–267. Office des affaires francophones de l'Ontario, consulté le 16



septembre 2014 <http://www.ofa.gov.on.ca/fr/franco-stats.html> Radio-Canada, consulté le  
16septembre2014 [www.ici.radio-canada.ca/regions/ontario/2014/06/23/005-designation-universi](http://www.ici.radio-canada.ca/regions/ontario/2014/06/23/005-designation-universi)

---

Côté, François - Université de Sherbrooke (Canada)

[fcote.avocat@gmail.com](mailto:fcote.avocat@gmail.com)

***Droit civil, langue français et identité nationale:  
analyse d'une pensée juridique distincte dans le contexte du droit civil québécois***

La langue nationale d'expression d'une population se retrouve souvent tributaire d'une certaine façon de penser, d'un certain mode de conceptualisation de la réalité (Warren, 1998). L'expression du droit dans cette langue nationale peut en favoriser autant la compréhension que l'appropriation et générer un puissant sentiment d'unification nationale et de rattachement de la population à son contenu normatif (Normand, 1987).

Au Québec, le droit civil de tradition et d'expression française se révèle intrinsèquement lié à l'identité nationale de la population québécoise (Morin et Woehrling, 1994; Seymour, 1999). Sa mise sur pied d'égalité en versions françaises et anglaises au nom d'une politique de bilinguisme législatif heurte-t-il ses bases conceptuelles profondes de tradition civiliste propres à l'identité québécoise? Afin de répondre à ces questions, nous comptons analyser le Code civil du Québec, certaines lois particulières, des décisions pertinentes portant sur ces lois et des textes relevant des sciences humaines.

**Références**

- H. PATRICK, GLENN. La Cour suprême du Canada et la tradition du droit civil, (2001) 80 R. du B. can. 151
- ALINE, GRENON ET LOUISE, BÉLANGER-HARDY. Elements of Quebec Civil Law: a Comparaison with the Common Law of Canada, Toronto, Thomson Carswell, 2008
- OLIVIER, MARTIN. La Coutume de Paris – Traité d'union entre le droit romain et les législations modernes, Paris, Recueil Sirey, 1925
- P.-B. MIGNAULT. Droit civil et "Common Law (1932) 11 R. du D. 201
- Jacques-Yvan MORIN et José WOEHLING, Les constitutions du Canada et du Québec: du régime français à nos jours, Montréal, Éditions Thémis, 1994
- SYLVIO, NORMAND. Un thème dominant de la pensée juridique traditionnelle au Québec : la sauvegarde de l'intégrité du droit civil, (1987) 32 Rev. de droit de McGill, 559
- ADRIAN, POPOVICI. Le rôle de la Cour suprême en droit civil, (2000) 34 R.J.T. 607
- MICHEL, SEYMOUR. La nation en question, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1999
- JEAN-PHILIPPE, WARREN. Un supplément d'âme. Les intentions primordiales de Fernand Dumont (1947-1970), Les Presses de L'Université Laval, 1998

---

Debono, Marc - Université François-Rabelais de Tours (France)

[marc.debono@univ-tours.fr](mailto:marc.debono@univ-tours.fr)

***“Droit” et “langue” dans la perspective diffusionniste française/francophone : mise en perspective historique de deux constructions identitaires corrélées***

Notre proposition de communication s'inscrit dans l'Axe 3 Droit et langue, identité linguistique et identité juridique, et suit la « piste » Construction identitaire, construction juridique. Il s'agit de poursuivre une réflexion (en l'actualisant et en l'enrichissant) menée dans un ouvrage paru en 2013 et intitulé Langue et droit. Approche sociolinguistique, historique et épistémologique (Éditions Modulaires Européennes).

Le point de départ en sera un exemple récent et caractéristique d'un certain discours français tenu sur les liens entre droit et langue : le rapport de J. Attali au président François Hollande portant sur La francophonie et francophilie, moteurs de croissance durable (août 2014), rapport qui prévoit, corrélativement à la baisse d'influence de la langue française dans le monde (si elle devait avoir lieu), « un effondrement du droit continental au profit du droit anglo-saxon des affaires ». Les préconisations vont donc dans le sens d'une double promotion du droit français/continental et de la langue française à travers divers dispositifs.

La mise en perspective d'un tel discours permettra de revenir sur la profonde cohérence historique des codifications juridique et linguistique (et du double monisme qui en découle : le « droit » et la « langue ») motivées par le projet stato-national / identitaire français, mais aussi par des velléités diffusionnistes avec le développement de l'idéologie du « modèle » (linguistique, juridique). En effet, le discours sur le « modèle » français s'appuie, de manière récurrente, sur quelques éléments « phares » de la culture française, parmi lesquels on trouve le « savoir-vivre » et les arts bien sûr, mais aussi la langue (la clarté française) et le droit (« France, mère des arts, des armes et des lois » ; titre du sonnet IX des Regrets de Joachim du Bellay). Cette idéologie du « modèle » et du nécessaire « rayonnement » de la France à l'étranger à travers son droit et sa langue constitue toujours un élément important de la politique étrangère française, le rapport Attali de 2014 le reprenant en partie à son compte.

S'il s'agissait par le passé de construire une langue et un droit français, de créer ces éléments considérés comme essentiels à l'édification et la consolidation stato-nationale, le projet de cette communication est, par une mise en perspective historique, de réfléchir à l'évolution de ce projet (notamment au sein de la francophonie) caractérisé par ces constructions identitaires corrélées que sont la « langue » et le « droit ».

#### Références

- BROGLIE, G., (de), La langue du Code civil, Discours prononcé à l'Académie des sciences morales et politiques pour la célébration du deuxième centenaire du Code civil, 15 mars 2004, 2004, n.p.. URL : [http://www.asmp.fr/fiches\\_academiciens/textacad/broglie/code\\_civil.pdf](http://www.asmp.fr/fiches_academiciens/textacad/broglie/code_civil.pdf) (consulté le 7 avril 2010).
- BRUGUIÈRE, M.-B., « Images de Rome dans la littérature française du XVIIe siècle », *Études d'histoire du droit et des idées politiques*, 1999, pp. 17-47.
- DEBONO, M., (2013), *Langue et droit. Approche sociolinguistique, historique et épistémologique*, Fernelmont : Éditions Modulaires Européennes dans la coll. Proximités – Sciences du langage
- DEBONO, M., (2011), « Arguments communicatifs et cognitifs dans le débat sur l'opportunité de l'uniformisation linguistique du droit européen », In : HERRERAS, J.-C. (dir.), *L'Europe des Vingt-sept et ses langues*, Presses universitaires de Valenciennes, coll. Europe(s), pp. 217-233.
- DEBONO, M. (2010), « Droit, linguistique, sociolinguistique : exercice d'épistémologie comparée », In : BOYER, H. (dir.), *Pour une épistémologie de la sociolinguistique*, Paris : Editions Lambert-Lucas, pp. 133-142.
- GLENN, P., « Droit comparé et langage juridique », In : SNOW, G. et VANDERLINDEN, J. (dirs.), *Français juridique et science du droit*, Bruxelles : Bruylant, 1995, pp. 155-164.
- GRIMALDI, M., « L'exportation du Code civil », *Pouvoirs*, n°107, 2003, pp. 80-96.
- LAMÈTHE, D. ET MORÉTEAU, O., « L'interprétation des textes juridiques rédigés dans plus d'une langue », *Revue internationale de droit comparé*, n°2, 2006, pp. 327-362.
- SOLEIL, S., « Le modèle juridique français : recherches sur l'origine d'un discours », *Droits. Revue française de théorie, de philosophie et de culture juridiques*, n°38, 2003, pp. 83-95.

---

Derhemi, Eda - University of Illinois (USA)  
[edaderhemi@yahoo.com](mailto:edaderhemi@yahoo.com)

#### ***“Ours is not even a minority language, so it does not really exist!” – the cases of Arbëresh and Arvanitika through ideologies of praise and contempt***

My study compares two endangered minority language communities, focusing on the sociolinguistic differences between them caused by two very different states of institutional recognition. The Arbëresh speaking communities settled in Sicily around the 15th century, while the Arvanitika speaking communities settled in Greece around the 13th century. Arbëresh and Arvanitika, two varieties of Albanian, are considered respectively

“definitely” and “severely” endangered languages in Unesco’s Atlas of the World’s Languages in Danger (Moseley, 2010: 24), but the state of their maintenance and speakers’ attitudes today are in sharp contrast. While positive linguistic attitudes and language loyalty persist in the case of Arbëresh communities, shame for the language, and distancing from Albanian-ness, prevails among Arvanitika speakers and semi-speakers. On the other hand, while the structural state of the language appears better maintained among old speakers of Arvanitika than those of Arbëresh, language use is practically non-existent in most of the Arvanitika communities and the space for intervention extremely limited. For complex historical and political reasons Arbëresh communities have had for centuries a strong elite with high linguistic sensibilities, which has not been true in the case of Arvanitika. The Italian law 482 of 1999 recognizes and protects Arbëresh as one of the Italian historical regional minority languages. Furthermore, Italy is one of the signatories of the European Charter for Regional or Minority Languages (ECRML), but has not ratified the Charter (although efforts for the ratification are ongoing), while Greece has never signed it.

I first assess historically how linguistic ideologies surface as speakers in both communities talk about their language, themselves and others. I make a comparison of sociolinguistic and extra-linguistic phenomena in the two communities emphasizing the role of the dominant ideologies of both states and of different institutional recognition of these languages. Then I outline differences in systematic linguistic behaviors and language outcomes with regard to maintenance and revival of language in these communities. Levels of decay and linguistic maintenance with regard to patterns of language use and attitudes of the Arbëresh community of Italy (Derhemi, 2003 and 2006; Mandalà, 2014), and the Arvanitika community of Greece (Tsitsipis, 1998; Trudgill, 1977; Magliveras, 2009; Derhemi, 2014) are analyzed and compared. Finally, based on the state of the two languages discussed, conclusions are drawn on the meaning and sustainability of linguistic intervention in cases of imminent language death where stigmatization resulting in negative attitudes has been internalized for an extended time by the community. In support of active political awareness and legal intervention to promote endangered minority languages, I discuss good institutional practices like recent steps taken by the European Parliament (Francois Alfonsi, 2013), and positive ideological and research practices from the linguistic debates of the last 20 years that emphasize the need for an “empowerment framework” (Craig, 1997 and 2014; Dorian, 1998; Grenoble and Whaley 1998).

---

Di Feo, Antonio, Seconda Università di Napoli (Italia)

[antoniodifeo@hotmail.com](mailto:antoniodifeo@hotmail.com)

***Multiculturalismo e minoranze linguistiche:  
i diritti linguistici degli immigrati in Italia***

Il fenomeno della globalizzazione e l’incremento dei flussi migratori determinano un’erosione sempre più accentuata della sovranità dei singoli stati nazionali e, al tempo stesso, favoriscono una sempre maggiore eterogeneità del loro tessuto sociale, con la conseguente necessità per gli stati di individuare politiche e strumenti idonei per la gestione della diversità sul proprio territorio. In Europa, l’approccio alle problematiche multiculturali è stato vario, ma non ha prodotto risultati considerevoli. In generale, gli stati europei, se hanno saputo dare, ormai da tempo, risposte abbastanza efficaci alle esigenze delle minoranze etniche, linguistiche e religiose storicamente stanziate sul proprio territorio, soprattutto attraverso forme di autonomia regionale, sono in affanno nei confronti delle nuove minoranze, rappresentate in larga parte dagli immigrati extra-europei. In Italia, la Costituzione, all’art. 6, tutela espressamente le minoranze linguistiche e l’ordinamento garantisce specifiche forme di autonomia alle minoranze etnico-linguistiche storiche residenti in Trentino-Alto Adige, Valle d’Aosta e Friuli-Venezia Giulia. Per quanto riguarda gli immigrati, invece, i diritti linguistici loro riconosciuti sono essenzialmente quelli riconducibili al diritto alla difesa, sancito dall’art. 24 della Costituzione (si pensi, ad esempio, al diritto dell’imputato straniero ad essere assistito da un interprete ovvero al diritto degli stranieri alla traduzione degli atti concernenti l’ingresso in Italia, il soggiorno o l’espulsione). La necessità, anche a livello comunitario, è quella di mettere a punto strumenti in grado di affrontare efficacemente le rivendicazioni identitarie di tipo linguistico delle nuove minoranze, anche tenendo conto dell’afferinarsi dei cosiddetti «diritti culturali», i quali individuano nell’identità culturale un diritto universale della persona umana.

**Références**

AMIRANTE, D., PEPE, V. (a cura di), *Stato democratico e società multiculturale. Dalla tutela delle minoranze al riconoscimento delle diversità culturali*, Giappichelli, Torino, 2011.

- ELIAS, S.B., *Regional Minorities, Immigrants, and Migrants: The Reframing of Minority Language Rights in Europe*, in *Berkeley Journal of International Law*, 28, 2010, 261.
- GROSSO, E., *Multiculturalismo e diritti nella Costituzione italiana*, in Atti del XX Colloquio biennale dell'Associazione Italiana di Diritto Comparato, «Nuovi temi e tecniche dellacomparazione giuridica», Urbino, 18-20 giugno 2009, reperibile su [www.unito.it](http://www.unito.it).
- PANICI DI SUNI PRAT, E., voce *Minoranze*, in *Digesto IV edizione*, Utet, Torino, 2009.
- PIZZORUSSO, A., *I gruppi linguistici come soggetti culturali, come soggetti politici e come soggetti giuridici*, in Atti del II *Mercator International Symposium. Europe 2004: A new framework for all languages?*, reperibile su [www.ciemen.org](http://www.ciemen.org).
- PIZZORUSSO, A., *Minoranze e maggioranze*, Torino, Einaudi, 1993.
- POGGESCHI, G., *I diritti linguistici. Un'analisi comparata*, Carrocci, Roma, 2010.
- RUGGIU, I., *Il giudice antropologo. Costituzione e tecniche di composizione dei conflitti multiculturali*, Franco Angeli, Milano, 2012.

---

Dinvaut Annemarie - Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse (France)

[annemarie.dinvaut@univ-avignon.fr](mailto:annemarie.dinvaut@univ-avignon.fr)

[a.dinvaut@orange.fr](mailto:a.dinvaut@orange.fr)

Le respect et l'irrespect linguistique au travail : représentations, bonnes pratiques Les comportements vis-à-vis des pratiques langagières sont largement le fruit de représentations. Ceci vaut pour les politiques linguistiques qui favorisent ou discriminent un groupe comme pour les comportements individuels qui respectent ou stigmatisent la langue ou la variété linguistique d'une personne. Dans la relation à autrui, la posture vis-à-vis des langues ou des variations est à la fois l'expression d'un ressenti, de conceptions, et l'instrument utilisé plus ou moins délibérément pour agir sur la relation et sur son interlocuteur. Les idéologies, les imaginaires linguistiques, les expériences individuelles se combinent et nourrissent ces représentations. Les usages, variétés, variations, alternances codiques sont perçues comme autant de marques de respect ou d'irrespect, en particulier dans les environnements professionnels. Nous présentons le début d'un état des lieux de différentes attitudes et postures, et abordons à la fois – les représentations des marques de respect et irrespect linguistique. – leur ancrage culturel, historique, individuel. – les témoignages de bonnes pratiques, de résolutions de problème, d'explicitations. Notre corpus est constitué des réponses à un questionnaire ouvert et des transcriptions d'entretiens dans différents contextes professionnels. Nous sommes dans une démarche qualitative et notre champ théorique est celui de l'analyse de discours et de l'ergologie (analyse pluridisciplinaire de l'activité humaine) : Canguilhem, Faïta, Schwartz et al. Aussi privilégions-nous la parole des acteurs et les savoirs expérientiels, outils d'analyse autant que d'action. Cette proposition s'inscrit dans l'axe 2, dans la mesure où elle aborde les représentations des langues et des identités et considère les comportements comme des leviers importants pour l'inclusion sociale et le vivre-ensemble. Mais elle vise également à nourrir l'axe 6, en mettant en lumière les répertoires de bonnes pratiques.

---

Di Renzo, Alessio - Petitta, Giulia

Conte, Serena Rosaria

Institute of Cognitive Sciences and Technologies CNR - Università La Sapienza, Roma (Italia)

[giulia.petitta@tiscali.it](mailto:giulia.petitta@tiscali.it)

***Deaf Communities through the name signs lens: language, community, identity***

Deaf people, although perfectly integrated in the surrounding hearing community, have their own culture, with a special focus on linguistic issues, related to the use of sign languages, the linguistic systems conveyed through

the visual gestural modality (Padden & Humphries, 2005). For example, in all countries, particular signs are used as names (i.e. name signs) to designate people included in the signing community. When someone enters the community, or is a person whom usually (or often) signing people talk about, is given a name sign in order to refer to him/her in sign language.

This communication aims to focus on Italian Sign Language (LIS) name signs, taking into account the peculiar situation of the Italian signing community. LIS is used by both deaf and hearing people, with different levels of sign language competence (Antinoro Pizzuto et al., 2011; Russo Cardona & Volterra, 2007).

In order to investigate different ways of attribution, use and motivation of name signs, we collected a) data from LIS courses organized in the last ten years (mostly devoted to language teaching for hearing people, but also involving deaf students); b) data from deaf signing families. Group a) is relevant since until some years ago, name signs were given only to deaf and hearing people who were part of the deaf community. However, in the last two decades, due to the increasing of LIS courses, some teachers (though not all of them) started to give a name sign to their adult students during the very first lesson of sign language. Thus, a lot of beginners students could receive a name sign without being part of the community. On the other hand, looking at group b) is relevant to have an insight into processes of attribution of name signs to children, though deaf signing families represent a minority in the complex articulation of the community (deaf native signers are ca. 5% of the total, cfr. Antinoro Pizzuto et al., 2011).

We aim to compare these new data with the name signs corpus analysed in previous works on name signs in LIS (Russo, 1997; Peruzzi et al., 1997; 2000), in order to identify possible changes through years in the relationship between language and identity in the signing community, as well as to discuss issues related to the fact that sign languages are face-to-face languages, since deaf communities didn't develop writing systems to represent them.

### Références

- ANTINORO PIZZUTO, E., CHIARI, I., ROSSINI, P. (2011), Strumenti per la traduzione della Lingua dei Segni Italiana: critiche e proposte per una ricerca responsabile. In: G. Massariello, S. Dal Maso (eds.), Atti del XLIII Congresso Internazionale di Studi della Società di Linguistica Italiana, Verona, 24-26 settembre 2009. Roma: Bulzoni, pp. 159-171.
- PADDEN, C.A., HUMPHRIES, T.L. (2005), Inside Deaf Culture. Cambridge, MA, Harvard University Press.
- PERUZZI, A. M., ROSSINI, P., RUSSO, T., VOLTERRA, V. (1997). I nomi propri nella LIS, ovvero i segni ome. In: M.C. Caselli e S. Corazza, (eds.), LIS. Studi, esperienze e ricerche sulla lingua dei Segni in Italia. Atti del 1° Convegno Nazionale sulla Lingua dei Segni. Trieste 13-15 ottobre 1995. Pisa, Edizioni del Cerro, pp. 260-265.
- PERUZZI, A.M., ROSSINI, P., RUSSO, T., VOLTERRA, V. (2000). Segni nome ed identità personale nella LIS. In: C. Bagnara, G. Chiappini, M.P. Conte e M. Ott (eds.), Viaggio nella Città Invisibile. Atti del II Convegno Nazionale sulla LIS. Pisa, Edizioni del Cerro, pp. 488-494.
- RUSSO, T. (1997), Segni nome e identità culturale nella comunità sorda in Italia. In: Zuccalà, A. (ed.), Cultura del gesto, cultura della parola. Viaggio antropologico nel mondo dei sordi. Roma, Meltemi, pp. 68-82.
- RUSSO CARDONA, T., VOLTERRA, V. (2007). Le lingue dei segni. Storia e semiotica. Roma, Carocci.

---

Djordjević Léonard, Ksenija

[ksenija.leonard@univ-montp3.fr](mailto:ksenija.leonard@univ-montp3.fr)

### ***Les facettes multiples de l'intégration: le cas des migrants serbes en France***

Nous proposons d'interroger, dans cette contribution, les représentations sociolinguistiques des immigrés issus de la diaspora ex-yougoslave, installés au sud de la France, et plus particulièrement dans l'Hérault et les Bouches-du-Rhône. Nous nous concentrerons sur les locuteurs du serbe, installés dans ces deux départements, et qui vivent au quotidien le contact entre – au minimum – deux langues : la langue maternelle (langue de la maison ou de l'environnement familial) et le français, langue de l'environnement social.

Notre corpus sera composé d'éléments de discours recueillis auprès de trois générations d'ex-Yougoslaves : ceux installés dans la région depuis plusieurs décennies, ceux arrivés après l'éclatement du pays, et ceux qui sont nés en France, de parents serbes. Les réflexions que nous proposons ici s'insèrent dans le projet « Représentations des langues et des identités en Méditerranée en contexte plurilingue », développé à l'Université

de Montpellier, par Bruno Maurer, en 2013. Notre étude de cas permet d'explorer les frontières de ce projet (langues de migration plutôt que langues minoritaires d'implantation historique) et le rôle des représentations sociolinguistiques dans la structuration des identités de leurs locuteurs. On sort ici du cadre d'une diglossie classique pour intégrer de multiples dimensions qui structurent la biographie langagière et l'identité du locuteur, aussi bien historiques que sociales ou psychologiques.

Nous appliquerons également sur les résultats de notre étude de cas une version revisitée de la théorie de l'intégration (Lauristin & Heidmets, 2002 ; Léonard & Djordjevic, 2008), articulée sur deux axes (intégratif et séparatif) et un triangle conceptuel opposant les critères structurels aux critères fonctionnels et attitudinaux. Cette grille d'analyse aura pour objectif de rendre compte de manière nuancée des configurations discursives de populations bilingues dans un contexte migratoire.

---

Doucet, Michel - Observatoire international des droits linguistiques, Université de Moncton (Canada)

[doudroit@nbnet.nb.ca](mailto:doudroit@nbnet.nb.ca)

### ***Regard sur les droits linguistiques: l'importance du territoire vs le respect de la règle de droit***

Dans le contexte de l'axe mentionné ci-dessus, nous proposons de comparer les droits linguistiques reconnus au Nouveau-Brunswick, au niveau fédéral canadien et dans d'autres régions du monde, notamment, en Catalogne, au Pays Basque espagnol, au pays de Galle et en Irlande. Le but sera de réfléchir à la démarche utilisée dans ces différents ressorts pour protéger certains droits linguistiques afin de voir si elles permettent, à l'intérieur d'un système juridique, d'atteindre des résultats concrets ou si elles demeurent purement symboliques. En comparant ces droits, nous espérons être en mesure de voir si la réalité du terrain rejoint la réalité juridique. Cette communication permettra également de mesurer s'il est possible, en l'absence d'un territoire et d'un contrôle effectif des institutions gouvernementales, de bien protéger les droits linguistiques d'une minorité et si, dans le cas contraire, l'accommodement ne vient pas remplacer l'égalité réelle.

L'analyse portera également sur la problématique que pose la reconnaissance de droits de nature collective et les conflits que cette reconnaissance peut poser par rapport aux droits individuels. Il y sera également question du problème que pose une reconnaissance entière de droits théoriques et l'écart qui existe entre elle et sa mise en œuvre. Finalement, nous aborderons la place que doit ou ne doit pas jouer le droit et le système judiciaire dans la reconnaissance de ces droits.

---

Djachy, Ketevan - Université d'Etat - Ilia, Tbilissi (Georgia)

[kdjachy@yahoo.com](mailto:kdjachy@yahoo.com)

### ***La typologie comparée de la terminologie pénale en français et en géorgien***

Notre communication porte sur la typologie comparée de la terminologie pénale française et géorgienne. Le droit pénal dispose d'une terminologie spécialisée qui présente de l'intérêt non seulement pour les juristes, mais pour les linguistes également. En plus, nous observons, dans les dernières années, une intensification des activités dans le domaine de la linguistique juridique en Géorgie. Suite au rapprochement de la Géorgie avec les institutions européennes, la terminologie juridique est en constante évolution. De nouveaux termes et notions ont fait leur apparition dans le lexique juridique géorgien. Normalement, les termes pénaux ne connaissent pas la modification sémantique, ils ont le sens précis et fixe, pourtant, la polysémie et l'ambiguïté de certains termes posent parfois des problèmes de compréhension. Les systèmes juridiques français et géorgien, malgré une certaine ressemblance sont loin d'être identiques. D'ailleurs, c'est juste la ressemblance qui pourrait induire en erreur, car les calques et les emprunts utilisés ne couvrent pas très souvent le décalage qui existe entre nos deux cultures. Le français et le géorgien appartiennent aux différentes familles linguistiques, donc il est normale qu'ils diffèrent de leur structure, de leur grammaire ainsi que de leur vocabulaire. Dans notre communication, nous allons essayer de définir la composition de la terminologie pénale en français et en géorgien et de la comparer. Nous allons également essayer de mettre en valeur l'influence de la terminologie pénale française sur les termes géorgiens, d'aborder les différences entre les notions juridiques de deux langues et de dégager les différences et les similitudes de la terminologie pénale. Le corpus de notre article sera constitué des textes juridiques sur lesquels nous avons travaillé dans le cadre de notre contrat avec de différentes organisations nationales et internationales.

### Références

- CAVAGNOLI, S., (2011), *Traduire le droit*, in D. Londei, M. Callari Galli [éds], *Traduire les savoirs*, Berne, Peter Lang, pp. 249-269. *Code pénal de la Géorgie*(*საქართველოს სისხლის სამართლის კოდექსი*), (1995), Samshoblo, Tbilissi.
- DANELISHVILI, L., MESKHISHVILI, M. (2006). *Le dictionnaire juridique* (*იურიდიული ლექსიკონი*), Lega, Tbilissi.
- GROFFIER, E. ET REED, D. (1990). *La lexicographie juridique*. Québec.
- GUILLIEN, R. ET VINCENT, J. (2009). *Lexique des termes juridiques*, Paris, Dalloz.
- KALINOWSKI, J., (1965). *Introduction à la logique juridique*, Paris, L.G.D.J., 188 p.
- KELSEN, H. (1962). *Théorie pure du droit*. Paris, Dalloz
- PELAGE, J. (2001), *Éléments de traductologie juridique, applications aux langues romanes*, Paris, Autoédition
- TULKENS, F., ET VAN DEN KERCHOVE, M., (1999). *Introduction au droit pénal, Aspects juridiques et criminologiques*, 5<sup>ème</sup> édition, Bruxelles, Story -Seieta, 669 p.
- VISCONTI, J. (2011), *La traduction juridique : entre lexique et textualité*, in D. Londei, M. Callari Galli [éds], *Traduire les savoirs*, Berne, Peter Lang, pp. 325-338.

---

El Karouni, Salima - Université Paris 8 (France)

[elkarouni\\_salima@yahoo.fr](mailto:elkarouni_salima@yahoo.fr)

La formation linguistique des adultes migrants en France : un droit à la ou un devoir de langue ? Analyse d'une tension ambiguë

Proposition de communication de Salima El Karouni

La question du droit à la langue du pays d'accueil draine des réflexions complexes sur l'impact de la connaissance ou de la non-connaissance de la (ou les) langue(s) nationale(s) dans la construction d'un sentiment d'appartenance à la collectivité et les réponses à cette question oscillent bien souvent, selon les contextes, dans une tension entre un « droit à la langue » et un « devoir de langue ». Dans le cas de la France (et plus précisément sur le terrain de la formation linguistique des adultes migrants), l'imposition de la notion de FLI Français langue d'intégration, emblématique d'une conception qui subordonne l'intégration des personnes non francophones à la connaissance du français, et les débats qu'elle a suscités cristallisent cette tension symptomatique souvent de repères idéologiques ou normatifs dont la portée reste à définir. Si la formation à la langue française est revendiquée comme un droit dans le contexte d'une politique linguistique marquée très longtemps par un mode d'accès aléatoire et inégalitaire à l'apprentissage du français (Candide, 2001), le champ couvert par cette formation aux adultes migrants s'est doté de mesures légiférant l'obligation de connaître la langue française (Adami, 2009 ; Leclercq, 2011) : l'expression d'un droit à la langue s'est accompagnée de la formulation d'un devoir de langue. Notre communication souhaite situer le curseur sur le continuum entre ces deux pôles à partir de l'analyse en contexte des occurrences de ces deux notions dans la littérature scientifique portant sur cette question en France ; nous formulons ainsi l'hypothèse que le positionnement qui découlera de cette analyse pourra mettre en lumière le périmètre et les ambiguïtés (de l'ordre discursif notamment) de ce droit. Notre contribution s'inscrit ainsi dans l'axe 5 « Les droits linguistiques face aux hégémonies linguistiques » et souhaite contribuer à la réflexion sur ces abus de langage qui dénotent une instrumentalisation politique du débat et qui symbolisent un levier de renforcement de l'hégémonie linguistique.

### Références

- ADAMI H. (2009), *La formation linguistique des migrants*, CLE international.
- CANDIDE C. (2001), « Apprentissage de la langue : vers une lente émergence d'un droit », dans VEI-Diversité, n°125.

LECLERCQ VÉRONIQUE, (2011), « La formation linguistique des migrants : lignes de force en didactique », dans J.- M. Mangiante (dir). L'intégration linguistique des migrants : état des lieux et perspectives. Arras : Artois Presses Université

---

Evseev, Dimitrij - Giornalista e direttore di testate, Cheboksary, Rep. Ciuvascia (Fed. Russa)

[kprf21@list.ru](mailto:kprf21@list.ru)

Ripani, Massimo - Giornalista pubblicitario, Redattore della rivista Tejo Tutmonde, Teramo (Italia)

[massimo.ripani@gmail.com](mailto:massimo.ripani@gmail.com)

### ***Lingue e politiche della Federazione Russa***

Tra il progressivo indebolimento dell'Unione Sovietica ed il sorgere della Federazione Russa dalle sue ceneri sono state approvate a partire dai primi anni '90 leggi che hanno stabilito tra l'altro l'insegnamento delle lingue minoritarie della Federazione nelle scuole e la loro equiparazione alla lingua russa. Lo studio si propone di verificare la sostanziale efficacia delle normative in vigore, studiarne gli effetti e di evidenziare l'esistenza o meno di una vera volontà politica al sostegno delle minoranze linguistiche.

Gli autori approfondiranno, inoltre, le iterazioni e le contrapposizioni tra l'interesse "nazionale" (ovvero quello dei soggetti federali) con Mosca, evidenziando quindi le ragioni e le conseguenze del conflitto nella giurisprudenza tra la protezione dei diritti anche linguistici delle minoranze "nazionali" e quelli della "maggioranza" russa anche da un punto di vista politologico. La logica è frutto di un determinato percorso: se in un primo momento al crollo dell'Unione Sovietica le autorità locali avevano conquistato un discreto grado di autonomia, pur preservando allo stesso tempo l'integrità dello Stato, nell'arco di un ventennio Mosca ha ribadito la propria centralità nel governo della federazione.

Lo studio identificherà diverse fasi nell'evoluzione delle politiche linguistiche, evidenziando in particolare la figura e l'opera di Lenin, Breznev, Elsin e Putin, arrivando fino ai giorni nostri ed operando confronti non solo tra i soggetti facenti parte della Federazione ma anche con altre esperienze europee, in particolare quella italiana e quella catalana.

---

Faingold, Eduardo - University of Tulsa (USA)

[eduardo-faingold@utulsa.edu](mailto:eduardo-faingold@utulsa.edu)

### ***EU minorities betrayed in the Treaty of Lisbon***

With the rejection of the 2004 Draft Constitution by the Netherlands and France in 2005, it became clear that it was politically impossible for the Draft to be accepted by all member states without major revisions (Faingold 2007). At the same time, a pressing need existed to produce a new treaty as soon as possible to avoid giving the impression that the EU was in crisis and to assuage a deepening feeling of distrust among member states, or "Euro-scepticism" (Piris 2010, Romaine 2013). Clearly, a future treaty would have to renounce entirely the notion of a "Constitution for Europe" and aim instead to produce a classic amending treaty, as was done previously in Maastricht, Amsterdam, and Nice. Thus, a new treaty amending existing treaties was signed by all member states in Lisbon on 13 December 2007.

This paper analyzes the Treaty of Lisbon for language defining the linguistic obligations of the EU and the language rights of its citizens. The Treaty fails to address the rights of minority language speakers in the EU, including, most perilously, the rights of minorities who are seeking to secede from their own countries (Catalonia, Scotland) and minorities who use violence in their quest for political rights (Basque Country, Corsica). The paper calls for a more pluralistic approach to language legislation (Turi 1994) and for *de jure* language rights for speakers of minority languages in the EU, especially for speakers of official minority languages, such as Catalan, Basque, and Galician in Spain, Scottish Gaelic and Welsh in the UK, and others (Faingold 2007). The reason to single out minority languages that enjoy some degree of official recognition in their own countries is that conflict between these languages and the majority language may exacerbate existing claims of self-determination or secession in the EU. Also, new language legislation could recognize the rights of some languages with territorial status but official without status in their own countries, e.g. Breton, Corsican, Occitan, and Sardinian. Explicit language legislation can help to solve conflicts between speakers of majority



and minority languages by defining legally the status and use of such languages (Faingold 2004; but see Faingold 2012 for *de jure* language hindering the language rights of minorities).

### Références

- FAINGOLD, E. D. 2004. Language rights and language justice in the constitutions of the world. *Language Problems and Language Planning* 28: 11-24.
- FAINGOLD, E. D. 2007. Language rights in the 2004 draft of the constitution of the European Union. *Language Problems and Language Planning* 31: 25-36.
- FAINGOLD, E. D. 2012a. Official English in the constitutions and statutes of the fifty states in the United States. *Language Problems and Language Planning* 36: 136-148.
- PIRIS, J.-C. 2010. *The Lisbon Treaty. A Legal and Political Analysis*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Romaine, S. 2013. Politics and policies of promoting multilingualism in the European Union. *Language Policy* 12: 115 – 137.
- TURI, G. 1994. Typology of language legislation. In *Linguistic Human Rights: Overcoming Linguistic Discrimination*, T. Skutnabb-Kangas & R. Phillipson (eds.). Berlin: Mouton de Gruyter. 111 – 119.

---

Farid, Georges - Université du Québec en Outaouais (Canada)

[Georges.Farid@uqo.ca](mailto:Georges.Farid@uqo.ca)

### ***Féminisation des titres et fonctions : discrimination ou intégration progressive?***

En (février) 1990, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe publie la Recommandation N°R(90) 4 sur l'élimination du sexisme dans le langage et recommande aux gouvernements des États membres de promouvoir l'utilisation d'un langage reflétant le principe de l'égalité de la femme et de l'homme et, à cette fin, de prendre toute mesure qu'ils jugent utile en vue, notamment d'encourager l'utilisation, dans la mesure du possible, d'un langage non sexiste qui tienne compte de la présence, du statut et du rôle de la femme dans la société, de mettre la terminologie employée dans les textes juridiques, l'administration publique et l'éducation en harmonie avec le principe de l'égalité des sexes, et d'encourager l'utilisation d'un langage exempt de sexisme dans les médias. Qu'en est-il presque un quart de siècle plus tard ?

La féminisation des fonctions, des grades ou des titres de métiers dans les offres d'emploi, les publicités, les médias... est-elle réellement bien établie malgré les guides officiels d'aide à la féminisation de ces derniers? Dans un même dictionnaire comme *Le Petit Robert*, que révèle la comparaison des titres et fonctions entre 1993 et 2014 : lesquels ont été intégrés, lesquels ont été délaissés ? Les obstacles sont-ils purement linguistiques, psychologiques ou sociolinguistiques ? Après un bref historique de la féminisation des titres et fonctions, nous répondrons aux questions précédentes et présenterons, d'une part, la contribution des linguistes comme Khaznadar, Larivière, Yaguello, en faveur de cette féminisation, et d'autre part, les arguments des opposants, et la situation actuelle. Enfin, seront exposées les différentes stratégies pour éviter le « sexisme » ou l'évincement de la femme, et les carences que cet usage entraîne. La question qui reste : est-il possible, dans toute la francophonie, d'éduquer l'opinion publique à la valeur de la présence féminine sans la gommer en l'incluant dans le masculin dit générique ?

### Références

- BARRÉ, V. ET AL. (1999). *Dites-le avec des femmes – Le sexisme ordinaire dans les médias*. Paris : CDF.
- BECQUER, A. ET AL. (1999). *Femme, j'écris ton nom... : guide d'aide à la féminisation des noms de métiers, titres, grades et fonctions*. Paris : CNRS, INALF, L'adocumentation française.
- BIRON, M. ET AL. (1991). *Au féminin : guide de féminisation des titres de fonction et des textes*. Québec : Les Publications du Québec Belgique (1993). *Arrêté du gouvernement de la Communauté française établissant les règles de féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre*. Bruxelles : Communauté française. Conseil de l'Europe (1991). *L'élimination du sexisme dans le langage*. Recommandation n° R(90)4 adoptée par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe le 21 février 1990, Strasbourg.
- LABROSSE, C. (1996). *Pour une grammaire non sexiste*. Montréal : Éditions Remue-ménage.
- LARIVIÈRE, L.-L. (2000). *Pourquoi en finir avec la féminisation linguistique*. Montréal : Boréal.

- LENOBLE-PINSON, M. (2005). *Mettre au féminin : guide de féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre*. Bruxelles : Conseil supérieur de la langue française, ministère de la Communauté française de Belgique.
- SUISSE (1999). *Le nouveau dictionnaire féminin-masculin des professions, des titres et des fonctions*. Bureau de l'égalité des droits entre hommes et femmes de la République et canton de Genève. Genève : Éditions Métropolis.
- YAGUELLO, M. (1978, 1987, 1992). *Les mots et les femmes*. Paris : Payot.

---

Farley, Roger - Guillemette, Roger - Rivest, François - Ministère de la santé, Gouvernement du Canada (Canada)

[Roger.Farley@hc-sc.gc.ca](mailto:Roger.Farley@hc-sc.gc.ca)

[Roger.Guillemette@hc-sc.gc.ca](mailto:Roger.Guillemette@hc-sc.gc.ca)

[francois.rivest@hc-sc.gc.ca](mailto:francois.rivest@hc-sc.gc.ca)

**« L'intervention du gouvernement fédéral canadien en matière de droits linguistiques dans le secteur de la santé »**

Plusieurs études scientifiques menées dans différents pays démontrent que les barrières linguistiques ont un impact sur la santé et l'accès aux soins de santé. Le fait de ne pas avoir accès à des services dans sa langue peut causer des erreurs médicales, de mauvais diagnostics et augmenter les coûts liés à la multiplication des consultations médicales. Certains gouvernements ont pris des mesures législatives et réglementaires pour réduire ces obstacles.

Au sein de la fédération canadienne, bien que la prestation des soins de santé relève principalement des gouvernements provinciaux et territoriaux, le gouvernement fédéral prend des mesures depuis 1999 afin d'améliorer l'accès aux soins de santé des minorités linguistiques francophones hors-Québec et anglophones du Québec. L'intervention du gouvernement fédéral fait suite à une crise créée à la fin des années 1990 par l'annonce de la fermeture du seul hôpital francophone à l'ouest du Québec, laquelle n'a finalement pas eu lieu.

Depuis ce temps, le ministère fédéral de la Santé a mis sur pied le Bureau d'appui aux communautés de langue officielle et a créé un programme afin de financer des réseaux communautaires de soins de santé, des initiatives de formation et de maintien en poste de professionnels de la santé dans les milieux francophones et anglophones minoritaires, ainsi que des projets pour favoriser l'accès aux soins de santé chez les communautés de langue officielle en situation minoritaire.

L'intervention du ministère fédéral de la Santé vise à mettre en œuvre les droits linguistiques garantis par la *Loi sur les langues officielles* du Canada, qui stipule que « le gouvernement fédéral s'engage à prendre des mesures positives pour favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et à appuyer leur développement ». La *Loi canadienne sur la santé* garantit également que les Canadiens puissent avoir accès à des soins médicaux et hospitaliers « sans obstacles d'ordre financier ou autre ».

La communication portera sur l'expérience du gouvernement canadien en tant qu'acteur institutionnel en ce qui a trait à l'aménagement des droits linguistiques dans le secteur de la santé par la mise en œuvre du Programme de contribution pour les langues officielles en santé. Cette communication s'inscrit dans le cadre de l'axe « Enjeux et acteurs de la reconnaissance ».

---

Favart, Françoise - Università di Trento

[francoise.favart@lett.unitn.it](mailto:francoise.favart@lett.unitn.it)

**Représentation linguistique et sociale des dialectes chez les étudiants de Médiation linguistique à l'Université de Trente**

Notre communication s'intéresse à la représentation que des étudiants universitaires provenant du nord de l'Italie se font des formes dialectales encore bien présentes dans cette région et dans une moindre mesure des langues minoritaires.

En effet, si la constitution italienne réserve une place officielle aux langues minoritaires parlées sur le territoire national, notamment par le biais de son article 6, il existe également une réalité linguistique bien vivante qui dépasse ce cadre juridique : celle des dialectes. Au-delà des différences indéniables qui existent entre ces idiomes, nous nous intéressons aux dialectes et aux langues minoritaires en relation à la position qu'ils occupent par rapport à l'italien. Notre objectif premier étant de fait, à ce stade de nos recherches, de dégager les représentations que des jeunes citoyens instruits se font d'objets linguistiques qui constituent, si nous nous plaçons dans une optique diglossique, la variante basse. Nous pourrions en d'autres termes parler d'une

concurrence inégale dans laquelle se trouvent deux langues où nous admettons que l'italien constitue la variété haute et où les dialectes ou langues minoritaires auraient en commun d'être associés à la variété basse.

Ainsi, après avoir défini le contexte sociolinguistique et le profil des répondants, l'objectif principal de notre communication sera d'exposer les résultats des quatre enquêtes que nous avons menées auprès d'une cinquantaine d'étudiants de Médiation linguistique de 19 à 25 ans en nous appuyant sur la méthode d'analyse combinée mise au point par B. Maurer à l'université Paul-Valéry de Montpellier (2013). Nous présenterons nos observations sur chacune des quatre phases pour conclure par le croisement des données afin de vérifier si l'augmentation du nombre de répondants peut modifier les résultats obtenus au sein de plus petits groupes.

---

Tesfaye Fessha, Yonatan (PhD) - Faculty of Law, University of the Western Cape - South Africa

***Examining the implication of the language policy in Ethiopia for persons belonging to minorities***

His research interests include constitutional law and human rights. He has published widely on matters pertaining to but not limited to federalism, constitutional design, autonomy and politicised ethnicity. His publication include a book on "Ethnic diversity and federalism: Constitution making in South Africa and Ethiopia", published by Ashgate. He can be contacted at [yfessha@uwc.ac.za](mailto:yfessha@uwc.ac.za) or [yfessha@gmail.com](mailto:yfessha@gmail.com)

It has almost been twenty years since Ethiopia ventured on a new constitutional and political dispensation. At the centre of this constitutional dispensation is the recognition of linguistic diversity as one of the foundational pillars of the constitutional order. As a state that, for a century, promoted monolingualism, the move toward the accommodation of linguistic identities represents a major departure. The Constitution recognizes all languages spoken in Ethiopia as equal. It adopts the historically dominant language, Amharic, as the working (not official) language of the state and allows the constituent units of the federation to adopt their own language policy. In as much as the new constitutional dispensation has promoted diversity, it has also resulted in the development of a policy of unilingualism in a number of the constituent units, affecting the right of individuals that do not speak the regionally empowered language. This territorial model of language has brought serious implications for the right of the 'new minorities' in the areas of education, employment and political participation. The aim of this paper is to examine the implication of the language policy of Ethiopia on individuals that belong to a minority group.

---

Fontana, Sabina - Università di Catania (Italia)  
[sfontana@unict.it](mailto:sfontana@unict.it)

Mignosi, Elena - Università di Palermo (Italia)

***Who is afraid of sign language?  
The right to access sign language during infancy***

Although it has been demonstrated that sign language is a true language and that deaf people can be considered as a linguistic minority, the overwhelming majority of deaf children have little opportunity of being exposed to sign language. It is important to point out that 90% of the deaf children are born to hearing family and are surrounded by hearing professionals who approach deafness as an illness that can be treated through speech therapy and technology. Sign language exposure in many countries is viewed as unnecessary with the recent growth in technological advances. The frequency of cochlear implantation varies by countries but it is possible to say that in developed countries most deaf children are receiving implants very early (at about 1 year of age) (Knoors & Marschark, 2012). Instead of promoting bilingualism, there is a systematic ideological opposition between sign language and spoken language as if the choice of one language will automatically exclude the other, even if there is no published evidence that offering sign language and spoken language to deaf children can lead to competition in language inputs.

Our starting point is that bilingualism for deaf children hold considerable importance and that the access to sign language is crucial for a balanced and healthy development at the psychological and linguistic-cognitive level.

The use the visual-gestural channel makes possible not only to acquire a language in its natural way and in its complexity, but also to feel all the nuances of communication that are related to interpersonal relationships: this is essential in structuring the image of self and in the approach to the world (Stern, 1985; 2010; Winnicott, 1965; 1971).

Even hearing families are involved in such a perspective; in effect through a sign language, parents and children can come together very early in a communicative exchange satisfying and rich on the affective and emotional sense, that involves both in their entirety (Stern, 1985; Reddy, 2008)

Nevertheless, bilingual education for deaf children faces various challenges such as the availability of sign language. Hearing parents, for example, have to commit to learning a new language and cannot provide a rich, fluent and consistent language model immediately.

The issue of bilingual language policy for deaf children will be discussed with the aim of pointing out its sustainability and the necessity to revisit language planning and policy by starting from fighting the negative dogmatic attitude against bilingualism in deaf education.

### Références

KNOORS H., MARSCHARK M., (2012), "Educating Deaf Children: Language, Cognition, and Learning", in *Deafness & Education International*, Vol. 14, No 3, Sept. 2012, 136-160.

REDDY V. (2008), *Cosa passa per la testa di un bambino. Emozioni e scoperta della mente*, trad. it. Raffaello Cortina, Milano, 2010

STERN D.N. (1985), *Il mondo interpersonale del bambino*, trad.it. Bollati Boringhieri, Torino 1987

STERN D.N. (2010), *Le forme vitali*, Trad.it. Raffaello Cortina, Milano 2011.

WINNICOTT D.W. (1965) *Sviluppo affettivo e ambiente*, trad. it. Armando, Roma, 1974

WINNICOTT D.W. (1971) *Gioco e realtà*, trad. it. Armando, Roma, 1974

---

Pierre Foucher, Faculté de droit, Université d'Ottawa

[Pierre.Foucher@uottawa.ca](mailto:Pierre.Foucher@uottawa.ca)

C'est peut-être un truisme de dire que l'histoire joue un grand rôle dans le développement et la reconnaissance de droits linguistiques, mais encore convient-il d'en faire l'illustration. Si les rapports entre l'histoire et les langues sont étudiés, il convient aussi de scruter les rapports entre l'histoire et les droits linguistiques construits en tant que droits, car ils ont bel et bien une histoire, de leur négation initiale à leur émergence puis à leur autonomisation, hybrides entre les droits individuels et collectifs. Divers facteurs historiques viennent enrichir la réflexion sur les droits linguistiques. On peut citer de manière évidente les brassages de population dues aux guerres, aux colonisations et décolonisations, aux rébellions et à l'accession nouvelle à la souveraineté de maints états, mais aussi les mouvements migratoires modernes et la mondialisation. Mais il y a plus, La communication s'attardera à situer l'émergence de la notion même de droits linguistiques au Canada dans la mouvance droitel'homme des années 1960, avec les premiers grands textes juridiques internationaux des droits de l'Homme qui commencent à faire une place à la langue et la culture. La légitimité du droit, et en particulier du droit constitutionnel, est désormais activement recherchée pour fonder toute politique linguistique. Cela tient au développement historique de cette discipline, qui tend à prendre de plus en plus de place dans le débat public en général. La communication entend aussi montrer comment d'une part les droits linguistiques actuellement reconnus au Canada sont tributaires de l'histoire particulière du pays et comment, d'autre part, l'histoire elle-même devient source de droit par son intégration à la jurisprudence de common law. Enfin, il sera montré que l'on ne peut pas comprendre les politiques linguistiques d'un pays sans un recours à son histoire nationale et sociale. Dès lors, peut-on encore aspirer au développement d'un droit linguistique universellement reconnu, sinon de certains principes et de certaines notions qui pourraient faire l'objet d'une acceptation universelle ou très largement répandue?

---

Frade, Celina - Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro (Brasil)

[celinafrade@uol.com.br](mailto:celinafrade@uol.com.br)

### ***Identity construction of the beneficiaries of affirmative action policy in Brazil: the case of the quotistas in Rio de Janeiro***

Only in the past decade, have affirmative action public policy been introduced in Brazil mainly by the so-called *quota* system. Initially, the primary criterion was to reserve a certain amount of mandatory posts ("*quotas*") in public universities for racial groups. However, recent developments have expanded the categories of the

beneficiaries (“*quotistas*”) for other underrepresented groups and the scope of application of such policy. In 2008, the governor of Rio de Janeiro enacted Law 5.346/2008 regarding the mandating quota system for admission in its major high education institution, the State University of Rio de Janeiro (UERJ), including the following *quotistas* under the superordinate category of “poor students:” Blacks, Brazilian Natives, public-schooled applicants, people with handicaps and children of dead or disabled parents in specific public services. This article discusses the process of identity construction of the beneficiaries of the aforementioned law under a linguistic and socio-legal approach. We claim that it originates in common sense arisen within Brazilian society’s culture, moves on to its objectivation by language (law), the criterion used for the selection of the beneficiaries, and is finally settled by the role assigned to them. The analysis evidences that the *quotistas*’ identity construction by Law 5.346/2008 is not arbitrary, but it is rather culturally and historically driven and is objectivated by the human production of roles beyond subjective intentions. (220 words)

### Références

- BECKER, P.L. AND LUCKMANN, T. (1967) *The social construction of reality. A treatise in the sociology of knowledge*. New York: Anchor Books.
- BLACK, D. (1979) Common Sense in the Sociology of Law. *American Sociological Review* 44/1: 18-27.
- GEERTZ, C. (1975) Common sense as a cultural system. *The Antioch Review* 33/1:5-26.
- GOFFMAN, E. (1959) *The presentation of self in everyday life*. New York: Anchor Books.
- HABERMAS, J. (1997). *Direito e democracia. Entre facticidade e validade*. Vols. I e II. Rio de Janeiro: Tempo Brasileiro.
- LAKOFF, G. (1987) Women, fire, and dangerous things. What categories reveal about the mind. Chicago and London: The University of Chicago Press.
- LUHMANN, N. (1983) *Sociologia do direito*. Vols. I e II. Rio de Janeiro: Tempo Brasileiro.
- MACCORMICK, N. AND WEINBERGER, O. (1986) *An institutional theory of law, new approaches to legal positivism*. Dordrecht and Boston: Kluwer Academic Publishers.
- ROSCHE, E. (1973) *Natural categories*. *Cognitive Psychology* 4:328-50.
- SAGER, J.C. (1990) *A practical course in terminology processing*. Amsterdam/Philadelphia: John Benjamins.
- SCHOOTEN, VAN H. (2014) Towards a new analytical framework for legal communication. *International Journal for the Semiotics of Law* 27/3:425-461.
- TAYLOR, J. R. (1989) *Linguistic categorization: Prototypes in linguistic theory*. Oxford: Clarendon Paperbacks.

---

Gazzola, Michele - Humboldt-Universität zu Berlin (Germany)

[michele@michelegazzola.com](mailto:michele@michelegazzola.com)

### ***Multilingualism and linguistic justice in the European Union***

The analysis of the distributive consequences of language policies is also known as “linguistic justice”; it deals, among other things, with the evaluation of the effects of language policies on the relative position of citizens and stakeholders in terms of access to communication with public authorities. This paper addresses the following questions: what could be the distributive effects on European residents of a change of the current language policy (or language regime) of the European Union (EU), which is based on the formal equality between 24 official languages? Which social groups would be disadvantaged from a drastic reduction in the number of the official languages of the EU?

Using statistical analysis and data recently provided by Eurostat, the EU agency for statistics, I correlate data on the knowledge of first and second languages of EU residents with data on their socioeconomic status (e.g. income, level of education successfully achieved, professional status and age). I calculate the percentage of residents who do not understand a given language by country and by socioeconomic status. I use this percentage as an indicator to identify who would win and who lose if a restrictive language policy were adopted by the institutions of the EU (e.g. an English-only language regime or an “oligarchic” language regime that includes only three official languages).

I show that a change in the current language policy of the EU would have significant distributional consequences among countries and social groups. A drastic reduction in the number of official and working languages of the EU would be significantly detrimental to residents with a low level of education and income, and to the elderly. The main result of this paper is that providing multilingual communication through 24 official languages is more valuable for the weakest sections of society. Hence, institutional multilingual communication can contribute to the social cohesion in the EU. Conversely, an English-only language policy or an oligarchic language regime would create significant inequalities among EU residents.

The approach adopted in this paper is interdisciplinary: it relies on sociolinguistics, language policy and planning, and the evaluation of language policies. This paper presents the results of a two-year research project funded by the European Commission.

### Références

- GAZZOLA, MICHELE AND FRANÇOIS GRIN. 2013. "Is ELF more effective and fair than translation? An evaluation of the EU's multilingual regime", *International Journal of Applied Linguistics*, 23 (1), pp. 93-107.
- GAZZOLA, MICHELE. 2014. "Partecipazione, esclusione linguistica e traduzione: Una valutazione del regime linguistico dell'Unione europea" *Studi Italiani di Linguistica Teorica e Applicata* (2014, forthcoming).
- ROMAINE, SUZANNE. 2013. "Politics and policies of promoting multilingualism in the European Union", *Language Policy*, 12, pp. 115-137.
- VAN PARIJS, PHILIPPE (2011) *Linguistic justice for Europe and for the World*. Oxford University Press.

---

Gentile, Paola - Dipartimento di Scienze Giuridiche, del Linguaggio, dell'Interpretazione e della Traduzione (IUSLIT) - Università degli Studi di Trieste (Italia)

[PAOLA.GENTILE@phd.units.it](mailto:PAOLA.GENTILE@phd.units.it)

La lingua è uno degli strumenti principali attraverso cui si esprime l'identità individuale, e questo appare ancora più evidente nelle diverse sfere della vita pubblica che contraddistinguono le società multiculturali contemporanee. In un'Europa caratterizzata da una crescente mobilità transazionale e da continui flussi migratori, il numero di persone che, per diverse ragioni, si trovano a vivere in un paese diverso da quello di origine è in costante aumento. Secondo un rapporto redatto nel 2011 (Clement and Brooker 2011), si stima che solo nella città Londra si parlano, oltre all'inglese, circa 340 lingue diverse. Anche in Italia le cifre sono straordinarie: secondo il dossier pubblicato dalla Caritas/Migrantes, nel 2012 il numero di immigrati ammontava a 5.011.000, il che fa presupporre un numero illimitato di combinazioni linguistiche. La realtà che si cela dietro queste cifre rivela una questione comunicativa e sociale di non scarso rilievo: come sottolinea il rapporto dello *Special Interest Group on Translation and Interpreting for Public Services* (SIGTIPS 2011: 10) nella maggior parte dei casi, le persone alloggiate non padroneggiano la lingua del paese che li ospita, e dunque la traduzione e l'interpretazione sono le uniche risorse che hanno a disposizione per poter comunicare negli ospedali, nelle stazioni di polizia, nei tribunali, ecc. In questi contesti, la traduzione e l'interpretazione diventano un diritto umano a tutti gli effetti, in quanto possono avere un grande impatto sulla vita quotidiana degli individui e, in molti casi, possono fare la differenza tra la libertà e la prigionia, tra la vita e la morte. Sfortunatamente però, il diritto all'assistenza linguistica non viene sempre garantito in molti paesi europei (Garwood 2012; Falbo & Viezzi 2014). Se si considera l'ambito giuridico italiano, il mancato riconoscimento delle professioni di interprete e traduttore porta alla violazione del diritto all'assistenza linguistica nei procedimenti penali. La lingua in questo caso diventa un vero e proprio strumento di discriminazione, nonché una violazione dell'articolo 21 della Carta Europea dei Diritti Fondamentali. Qualche passo in avanti può essere compiuto alla luce del recente recepimento della direttiva 2010/64/UE sul diritto all'interpretazione e alla traduzione nei procedimenti penali, definita come "la prima norma europea volta a garantire un processo equo" (Gialuz 2011: 9). Il presente articolo ha dunque l'obiettivo di tracciare un quadro del panorama dell'interpretazione in ambito giuridico in Italia, con una particolare attenzione all'implementazione della direttiva 2010/64 e al ruolo sociale che l'interprete svolge per l'effettiva tutela dei diritti linguistici degli alloggiate nel nostro paese.

Ghils, Paul - Haute Ecole de Bruxelles (Emeritus)/ISTI/Université de Bruxelles (Belgique)  
[cosmopolis.rev@gmail.com](mailto:cosmopolis.rev@gmail.com)

### ***L'hyperbole des langues, entre reconnaissance et negation***

La notion de “droits linguistiques” invite à revenir sur la notion fondamentale de “droit” telle qu’elle existe ou est susceptible d’exister dans les divers contextes juridiques et culturels. A partir de là, il s’agit d’interroger son caractère d’universalité et de transculturalité dans le cadre général des droits de l’homme rapportés aux individus et aux collectivités. Enfin, la reconnaissance ou la négation de cette catégorie particulière de droits sera interprétée dans le contexte pragmatique des interactions entre les acteurs concernés, où les institutions interétatiques interagissent avec le complexe des relations transnationales et intercommunautaires.

### **Références**

PATRICK GLENN, *Legal Traditions of the World*, OUP, 2004.

PAUL GHILS, *Le langage est-il logique? De la raison universelle aux diversités culturelles*, L’Harmattan/Academia, Paris/Louvain-la-Neuve, 2012.

PAUL GHILS, « The essential tension: rational and reasonable in science and philosophy », in Basarab Nicolescu & Atila Ertas (Eds.), *Transdisciplinary, Education, Philosophy & Applications*, The Atlas Publishing, Fayetteville (NC), 2014.

---

Gobbo, Federico - Università di Amsterdam (Olanda) [F.Gobbo@uva.nl](mailto:F.Gobbo@uva.nl)

Miola, Emanuele - Università di Milano-Bicocca (Italia)

[emanuele.miola@unimib.it](mailto:emanuele.miola@unimib.it)

### ***Modificare la rappresentazione linguistica: piemontese ed esperanto a confronto***

Le lingue regionali e minoritarie presentano problematiche di mantenimento e rivitalizzazione peculiari negli odierni contesti multilingui.

Il contributo discute le possibili strategie per migliorare l’immagine linguistica del piemontese sulla base delle esperienze maturate negli ultimi decenni dai gruppi votati alla diffusione dell’esperanto.

Studi recenti comparano lingue minori o rivitalizzate e lingue pianificate da diverse prospettive (Kimura 2012; Romaine 2011 Schreyer 2011). In particolare, le due lingue oggetto di studio qui presentano alcune interessanti somiglianze dal punto di vista sociolinguistico: (a) assenza quasi totale di parlanti nativi stricto sensu (Berruto 2003, Gobbo 2009); (b) grandezza della comunità parlante, nell’ordine del milione di utenti se vi si includono anche i semi-speakers (cfr. Miola 2013: 119, Lindstedt 2010); (c) assenza quasi totale di leggi che le proteggano e ne sovvenzionino la salvaguardia; (d) forte declino nel numero di parlanti dopo la fine del secondo conflitto mondiale, declino che l’esperanto sembra avere oggi superato. Il recente revival dell’esperanto (Gobbo 2009) vede un ampio uso delle nuove tecnologie dell’informazione da parte della comunità di parlanti per coordinamento e modernizzazione, unito a una profonda revisione ideologica che ne ha modificato l’immagine, sia interna che esterna. Si propongono alcuni modi attraverso cui questo modello può essere impiegato per il piemontese e le lingue regionali ad esso più simili.

### **Références**

BERRUTO, GAETANO (2003). Sul parlante nativo (di italiano). In Hans I. Radatz/Rainer Schloesser, eds. *Donum grammaticorum*

Festschrift für Harro Stammerjohann. Tübingen: Niemeyer, 1-14.

GOBBO, FEDERICO (2009). *Fondamenti di interlinguistica ed esperantologia*. Milano: Raffaello Cortina.

KIMURA, GORO (2012). Esperanto and minority languages. *Language Problems and Language Planning* 36:2, 167-181.

- LINDSTEDT, JOUKO (2010). Esperanto as a family language. In F Dervin, ed. *Lingua francas . La véhicularité linguistique pour vivre, travailler et étudier*. Paris: L'Harmattan, 69-80.
- MIOLA, EMANUELE (2013). A Sociolinguistic Account of WikiPiedmontese and WikiLombard. *Sociolinguistica* 27:1, 116-131
- ROMAINE, SUZANNE (2011). Revitalized Languages as Invented Languages. In Michael Adams, ed. *From Elvish to Klingon. Exploring Invented Languages*, Oxford: OUP, 185-227.
- SCHREYER, CHRISTINE (2011). Media, information technology, and language planning: what can endangered language communities learn from created language communities? *Current Issues in Language Planning* 12:3, 403-425.
- 

Gonzalez, Marc - Université Paul Valéry, Montpellier 3 (France)

[marcandre.gonzalez@wanadoo.fr](mailto:marcandre.gonzalez@wanadoo.fr)

Viator, James Etienne - Loyola University College of Law, New Orleans (USA)

[jviator@loyno.edu](mailto:jviator@loyno.edu)

### ***Lois linguistiques des minorités et dynamique de régulation sociolinguistique en Louisiane francophone***

Nous étudierons la force sociale et politique de la langue française, minoritaire en Louisiane, son "poids" sociolinguistique et symbolique, son statut au regard des nouvelles lois linguistiques promulguées à partir de 2010 par l'État de Louisiane. Les représentations de la langue, de la culture et des différentes communautés francophones exprimées par les textes juridiques seront mises en lumière. Après un examen de la situation ethno-sociolinguistique complexe et fragile du français, nous évoquerons les actions majeures qui ont influencé l'aménagement linguistique actuel de la société louisianaise francophone, les stratégies des différents acteurs institutionnels notamment le CODOFIL, « Council for the Development of French in Louisiana » et des associations militantes. Ces interventions glottopolitiques sont supposées revitaliser la culture et la langue vernaculaire des communautés minoritaires cajuns et créoles, freiner les processus de substitution linguistique et d'assimilation en revalorisant les attitudes sociolinguistiques longtemps péjoratives à l'égard du français et de ses locuteurs natifs. Le CODOFIL établi par la loi de 1968a pour mission d'« entreprendre tout ce qui est nécessaire pour développer, utiliser et préserver la langue française telle qu'elle existe en Louisiane, dans l'intérêt culturel, économique et touristique de l'État ». Cependant le Conseil qui travaille avec les élites locales et le gouvernement français a opté dès sa création pour le développement de la norme française au détriment des usages vernaculaires. Ce choix a exposé les communautés francophones à l'aliénation au « *corporate-global* » en ralentissant la production du français louisianais. En outre, le législateur promulgue ses lois sur le français local en anglais, ce qui entraîne une situation d'aliénation juridique et le CODOFIL qui devait faciliter la production écrite dans la langue vernaculaire a simplement coopté quelques mots francophones régionaux afin de commercialiser le français standard au service d'intérêts mondiaux. Le dernier texte juridique de 2012 suggère toutefois que le législateur est à nouveau tenté de soutenir le fait français, « préserver, promouvoir et développer la Louisiane française ainsi que sa culture créole, son patrimoine et sa langue » en modifiant notamment les modes d'interaction langagière à finalité touristique. Cette attention nouvelle portée au français autochtone est prometteuse mais il est trop tôt pour évaluer ce que seront les gains pratiques et économiques éventuellement réalisés par ces spécifications juridiques favorables au multilinguisme car nous savons que les dynamiques sociolinguistiques sont en premier lieu des dynamiques symboliques et socioculturelles.

### **Références**

- AKIN, SALIH. 1999. *Noms et renoms : la dénomination des personnes, des populations, des langues et des territoires*. Publication de l'Université de Rouen.
- CALVET LOUIS-JEAN, 1999, *La guerre des langues et les politiques linguistiques*, Paris, Hachette, Collection Pluriel Sociologie.
- GONZALEZ MARC, 2013, « Langues, cultures et minorités dans l'Europe du XXIème siècle. Un détour réflexif par l'analyse du projet d'"identité plurilingue" promu par la division des politiques linguistiques du conseil de l'Europe », in Carmen Alén garabato (éd.), *Gestion des minorités linguistiques dans l'Europe du XXIème siècle*, Actes du colloque international organisé par le laboratoire DIPRALANG, Université Paul Valéry, Montpellier III, septembre 2013, Limoges, Editions Lambert-Lucas, pp.141-151



- GONZALEZ MARC, 2014, « Les attitudes linguistiques de locuteurs français d'origine arabophone à l'égard de la langue arabe de religion et de la langue française. Quelles incidences sur les processus de communalisation ethno-sociolinguistiques ? » (En collaboration avec Chahrazed Dahou), Colloque International « Les minorités invisibles : diversité et complexité (ethno)sociolinguistiques » organisé par l'EA-739 DIPRALANG avec la participation et le soutien de l'UIF, de l'Université de Paris 3 (UMR 7018), Montpellier les 28 et 29 novembre 2013, Editeur Michel Houdiard.
- GONZALEZ MARC, 2014, « Pouvoirs et enjeux symboliques de la nomination ethnonymique en Louisiane francophone », Romain Colonna (éd), Congrès international du réseau francophone de sociolinguistique (RFS 2013), *Les locuteurs et les langues : pouvoirs, non-pouvoirs et contre-pouvoirs*, 3-5 juillet 2013, Corte, Corse. A paraître décembre 2014, Ed. Lambert-Lucas.
- VALDMAN ALBERT, AUGER JULIE ET PISTON-HATLEN (Dir.), 2005, *Le français en Amérique du Nord. Etat présent*, Les Presses de l'Université Laval.
- SIMONIN JACKY ET WHARTON SYLVIE, 2013, *Sociolinguistique du contact. Dictionnaire des termes et concepts*, Lyon ENS Editions.

---

Hedid, Souheila - Université Constantine 1

***Enquête épilinguistique dans une tribu nomade  
Accéder à un monde à part?***

Les corpus sociolinguistiques et anthropologiques se démarquent nettement par leur souci de représenter le plus fidèlement que possible les communautés observées. Une des spécificités et certainement pas la seule de ces corpus est le fait qu'ils doivent sortir du groupe observés. Depuis que la linguistique a rompu avec le structuralisme, elle a mis en relief l'importance des corpus authentique, elle plaide pour une approche plus scientifique donc plus rationnelle des faits de langue.

Le présent travail met l'accent sur les démarches et les protocoles méthodologiques adoptés afin de pénétrer une tribu nomade de l'est algérien. L'objectif de cette enquête sociolinguistique était de relever les représentations sociolinguistiques et les discours épilinguistiques que ces locuteurs développent sur les différents parlers urbains qu'ils rencontrent lors de leurs déplacements d'une ville à une autre.

L'enquête, dans ce cas, rencontre principalement deux grands obstacles : le groupe est en mouvement, et toutes investigations doit être limitée dans le temps, le second se rapporte à la densité des relations sociales dans le groupe et la difficulté pour un étranger de le pénétrer. Le nomadisme est un mode de vie particulier et spécifique, il pousse les individus à se déplacer ensemble, en groupe et à renforcer ainsi, de plus en plus, leurs liens sociaux et communautaires.

Face à ces données, une kyrielle de questions se pose :

Comment interroger, observer, s'approcher d'une communauté hautement codifiée, fermée ? Autrement dit : Quelle méthodologie préconisée pour pénétrer une communauté nomade ? Quelles représentations des identités sont elles construites dans cet univers ?

Un corpus sociolinguistique conçu auprès d'un groupe une tribu nomade est susceptible de nous éclairer sur cette question.

**Références**

- BENRAMDANE F, 2002, « Histoire (s) et enjeu (x) d'une (re)dénomination : la place Rouge de Tiaret ». In *Insaniyats* N° 17- 18. Pp 63-70
- BOYER. H. 1991. *Langues en conflits*. Éditions L'Harmattan
- BULOT T. (Dir.), 2009, *Formes & normes sociolinguistiques. Ségrégations et discriminations urbaines*. L'Harmattan. Collection Espaces discursifs. Paris.
- CALVET L.J, 1994, *les voix de la ville. Introduction à la sociolinguistique urbaine*. Éditions Essais Payot.
- CANET. N. 2010. *Le Voyage amoureux, Beautés orientales, Ouled Nail, courtisanes, 1870-1960*, Galerie Au bonheur du jour.
- CAUBET. D & CANUT. C. 2002. *Comment les langues se mélangent. Codeswitching en francophonie*. Éditions L'Harmattan.
- CHERRAD Y, 2008, « La diglossie arabe à travers le discours colonial: sa description et son analyse par W. Marçais ». *Les cahiers du SLADD* N°3. Des langues et des discours en question. pp 8-27

- DERMENGHEM. E .1960. *Le Pays d'Abel: le Sabara des Ouled-Naïl, des Larbaâ et des Amour*, Gallimard. 217 p.
- JUILLARD C, 1995, Sociolinguistique urbaine, La vie des langues à Ziguinchor (Sénégal). Éditions du CNRS. Paris
- HEDID S, 2013. "Lorsque les représentations sociolinguistiques redessinent la ville. La mise en mots de la mobilité socio-spatiale. Le cas de Constantine". In Glottopol N° 21– Lieux de ségrégation sociale et urbaine tensions linguistiques et didactiques? Numéro dirigé par Marie-Madeleine Bertucci. Sur le site: [www.univrouen.fr/dyalang/glottopol](http://www.univrouen.fr/dyalang/glottopol)
- GAFFAREL. P. 2004, Algérie: histoire, conquête et colonisation. Serre Editeur
- GRANDGUILLAUME G, 1997, « L'oralité comme dévalorisation linguistique ». In *Peuple méditerranéens. Langue et stigmatisation sociale du Maghreb*. N° 79. pp 9-14
- GRANDGUILLAUME G, 2003, « Arabofrancophonie et politiques linguistiques ». In *Glottopol*. N°1. PP 70-75

---

Herbert, Manfred -University of Applied Sciences Schmalkalden, Germany

[m.herbert@fh-sm.de](mailto:m.herbert@fh-sm.de)

### ***Linguistic Employment Law – An Outline from the Perspective of European Union Law***

The fact that enterprises are often owned by foreign investors and that their staff is often multinational justifies adding to the topics of employment law a chapter on linguistic employment law. "Linguistic employment law" means the totality of legal rules which govern language problems in employment relationships. Language problems can arise when foreign employees are hired (or not hired due to deficient language skills) or when domestic employees have to use a foreign language on the job. In this respect, employers are generally interested in requiring the desired language skills from their employees and in insisting on the use of a certain language which is usually either the language of the host state or English. On the other hand, employees generally prefer to speak their mother tongues and do not want to be discriminated for the lack of skills in a foreign language.

The paper identifies, systematizes and interprets the relevant rules of European Union law and of the national laws of selected member states protecting and balancing the opposed interests of the employers and the employees in matters of language. On this basis, the paper sketches a theoretical framework of linguistic employment law, develops a preliminary legal doctrine of it and applies it, amongst other things, to the following questions: whether an employer is obliged to translate the employment contract, other contractual statements and work instructions into the native language of migrant workers; whether an employer is allowed to conclude employment contracts in English; whether an employer can only hire native speakers; which degree of language proficiency can be demanded from an employee; which methods of testing language skills of an applicant have to be used; in which language an applicant's professional skills have to be tested; under which conditions an employee has the right or even the obligation to attend an advanced language training course; and whether an employer is allowed to prescribe the use of a corporate language.

In conclusion, the paper argues that appropriate solutions to these problems require a balancing of the principles of the freedom of contract and the free enterprise on the one hand, and the rules granting employees the use of their mother tongues and protecting them from discrimination for reasons of language on the other hand.

### **Références**

- DOWLING, D. C. (2009). English is not a Multinational Company's Exclusive Language. *Labor & Employment Law* 37, 5 – 10.
- HERBERT, M./OBERRATH, J.-D. (2011). Möglichkeiten und Grenzen der Einführung einer Betriebssprache. *Monatsschrift für Deutsches Recht* 65, 830 – 833.
- HERBERT, M./OBERRATH, J.-D. (2013). Sprache und Arbeitsrecht. In Kokemoor, A. et al. (eds.), *Recht im Dialog*. Baden-Baden: Nomos, 477 – 491.
- RIEBLE, V. (2007). Sprache und Sprachrisiko im Arbeitsrecht. In Rieble, V. (ed.), *Festschrift für Manfred Löwisch*. München: Sellier European Law Publishers, 229 – 247.

Koos, Malan - Professor of Public Law - University of Pretoria Republic of South Africa

***From individual language rights to a language-based constitutional law***

Scholarship on legal claims surrounding language has been to a considerable extent conditioned by the liberal paradigm of individual human rights which has been dominant in legal scholarship and practice since the end of World War II. In consequence, one of the primary aims of this scholarship was to strive towards the recognition of certain claims surrounding language as fully-fledged individual human rights on a par with the catalogue of individual human rights recognised in international human rights instruments such as the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), regional human rights instruments and the Bills of Rights in the constitutions of individual states. Precisely for this reason, the emphasis on language-related legal claims consistently has been placed on language rights as entitlements accruing to individuals on the same basis as other individual (human) rights.

Recognising the obvious merits of this endeavour for the recognition of language rights as individual human rights, it will be argued in this paper that legal claims surrounding language are primarily group or community-based and hence, that language rights as individual rights fall way short of meeting the core legitimate legal claims pertaining to language. An appropriate legal response to claims regarding language should therefore be taking the form of a comprehensive language *law* (over and above individual language *rights*) that accounts for the legitimate claims of language communities. Such language law should have a broad constitutional character that provides for a minimum degree of self-determination of the language community in question. This should be premised on the recognition of language-based institutions for such language communities over which such community exercises self-determinative constitutional powers of a legislative and executive kind. The paper will explain the nature and extent of these self-determinative institutions and powers.

---

Kuzborska, Elzbieta - UN High Commission for Human Rights, Geneva, Switzerland

[kuzborska@gmail.com](mailto:kuzborska@gmail.com)

***Ideology, Politics and the (Non) Recognition of Language Rights in the Baltic States***

By Dr El bieta Kuzborska, Senior Minorities Fellow, Office of UN High Commission for Human Rights, Geneva, Switzerland

The three Baltic States were required to accept a number of human rights and other treaties for the protection of minorities as part of the conditions for joining European institutions. There was the expectation that this engagement in democratic and human rights mechanisms and processes would lead to a gradual absorption of these commitments into the countries' political and legal spheres. While this has been perhaps more successful in some areas, such as the rights of women and children, the results have been largely disappointing in relation to language and minority rights in Lithuania, Latvia and Estonia. Indeed, the ideological explanations for opposing the recognition for language rights (threat to national unity; the identification of the state as only possibly having and tolerating one language; the view that minorities are a kind of "Fifth Column", etc.) have in a sense become even more entrenched in language matters, to the point of even leading to the denial of human rights protection against minorities in a number of basic areas, including education and even to the right to have personal names in a minority language.

---

Lakshmanan, Venkatachalam, University of Dodoma (Tanzania)

[vlakshmanan44@gmail.com](mailto:vlakshmanan44@gmail.com)

***Swahilizing Tanzania***

Tanzania is a republic in East Africa comprising of about 120 ethnic communities speaking almost the same number of languages. However, Kiswahili is the lingua franca. Upon independence, Mwalimu Julius Nyerere declared that the ethnic languages would be replaced by Kiswahili, calling it "a natural and regrettable development, since any good move has its side effects" (Nyerere 1992). Nyerere (1995) also declared that

“ethnic community languages are now for tribal rituals alone.” Thus, today, Kiswahili is the national and official language and the language of communication in Tanzania; English is used as an international language; and the ethnic community languages are used for intra-tribal, intra-communal interactions. The shift has been unusually and surprisingly smooth.

How could this be actualized in Tanzania when multi-lingual European nations and countries like India and Canada are struggling day in and day out to resolve similar linguistic conflicts? Perhaps, the answer lies in two progressions. First, since Kiswahili is a language not native to any of the 120 ethnic communities, the people don't feel a sense of emotional loss. Second, since the languages have clear-cut socio-political functions, the people are not prone to deficiency syndrome. I propose to develop my paper on this notion.

### Références

- ADEGBIJA, E. 1994. *Language Attitudes in Sub-Saharan Africa: A Sociolinguistic Overview*.
- CLARENDON, UK: MULTILINGUAL MATTERS. BRENZINGER, M. (Ed.). 1992. *Language Death: Factual and Theoretical Exploration with Special Reference to East Africa*. Berlin: Mouton de Gruyter.
- NGONYANI, D. 1995. Language shift and national identity in Tanzania. *Journal of the African Activist Association* 23(2): 69-92

---

Lamoureux Sylvie A., Université d'Ottawa (Canada)

[slamoureux@uottawa.ca](mailto:slamoureux@uottawa.ca)

Byrd Clark, Julie - Western University, London (Ontario)

[jbyrdcla@uwo.ca](mailto:jbyrdcla@uwo.ca)

### ***Plurilinguisme, représentations linguistiques et bilinguisme officiel : tensions et inclusion sociale***

En 1969, le Canada a adopté la Loi sur les langues officielles, reconnaissant le français et l'anglais comme langues officielles du pays, à statut égal, et le droit de tous les citoyens de communiquer avec leur gouvernement dans la langue officielle de son choix. L'Ontario, province officiellement unilingue anglophone, la plus peuplée du pays est à la fois la province qui a le plus grand nombre de francophones hors Québec, dits en contexte minoritaire, et qui accueille annuellement le plus grand pourcentage de nouveaux arrivants au pays.

Dans cette communication, en faisant appel à des données recueillies lors de diverses recherches qualitatives auprès de jeunes de l'Ontario (Byrd Clark & Dervin, 2014; Byrd Clark & Lamoureux, 2014; Lamoureux & Cotnam, 2012), nous présenterons comment ils gèrent leurs représentations linguistiques, soit un plurilinguisme personnel dans un contexte bilinguisme officiel. Ces représentations sont d'autant plus importantes à comprendre à la lumière de la partie VII de la Loi sur les langues officielles (articles 41 à 45) et des pratiques d'aménagement linguistique du gouvernement fédéral pour calculer si la communauté a droit ou non à des services ou des mesures positives dans la langue officielle minoritaire. Nous démontrerons la tension qui existe d'une part entre le discours en milieu scolaire sur les possibles d'une participation à la communauté francophone, soit d'y prendre sa place, les réalités d'intégration d'autre part, puis enfin, la (non)reconnaissance officielle de cette participation par l'offre (ou non) de services en français par le gouvernement fédéral. Enfin, nous démontrerons l'impact de ces représentations sur le design de recherches et la collecte de données du terrain. Ces tensions soulèvent de nombreuses questions à savoir qui, comment et quand intervenir, mais plus important encore, comment aligner les activités d'aménagement linguistique pour tenir compte des représentations linguistiques complexes d'individus plurilingues, qui habitent des territoires à la croisée de politiques linguistiques de bilinguisme officiel national et de monolingue étatique.

### Références

- Loi sur les langues officielles (L.R.C. (1985), ch. 31, (4<sup>e</sup> suppl)) [www.laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/o-3.01/](http://www.laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/o-3.01/), consulté le 28 juillet 2014
- BYRD CLARK, J. & DERVIN, F. (Eds) (2014), *Reflexivity and Multimodality in Language Education: Rethinking Multilingualism and Interculturality in Accelerating, Complex and Transnational Spaces* New York, NY: Routledge.
- BYRD CLARK, J. AND LAMOUREUX, S., (2014) "Rethinking multilingualism. Complex identities, policies and practices of Canadian youth moving through plurilingual times", dans Otwinowska-Kasztelanica, A. and

De Angelis, G. (Eds), Teaching and Learning in multilingual contexts. Bristol, UK: Multilingual Matters, 2014, 32-49.

LAMOUREUX, S., (2014) "Critical Reflexive Ethnography in Multilingual Spaces: Challenges and Opportunities", dans Byrd Clark, J. & Dervin, F.(Eds), Reflexivity and Multimodality in Language Education: Rethinking Multilingualism and Interculturality in Accelerating, Complex and Transnational Spaces New York, NY, Routledge, 2014, 119-137.

LAMOUREUX, S. ET COTNAM, M., (dir.) (2012). Prendre sa place. Parcours et trajectoires identitaires. Ottawa (Canada): Éditions David.

---

Lévesque, Gerard - Avocat et notaire, Toronto (Canada)

[levesque.gerard@sympatico.ca](mailto:levesque.gerard@sympatico.ca)

### ***Une langue officielle d'un tribunal peut-elle être traitée comme une langue étrangère? Le cas de la province canadienne de l'Alberta***

La législation albertaine et la législation fédérale du Canada font en sorte que le français et l'anglais sont les deux langues des tribunaux de l'Alberta mais la réglementation, les procédures et pratiques mises de l'avant par le ministère de la Justice de cette province restreint considérablement l'emploi de la langue française.

Les directives albertaines pour la transcription des audiences judiciaires sont un bon exemple de cette discrimination systémique : elles ne prévoient pas l'utilisation du français. Lorsqu'une langue autre que l'anglais est employée, la personne chargée de la transcription de l'audience ne rapporte pas les propos prononcés dans cette autre langue. Chaque fois que cette autre langue est employée, une annotation indique qu'une langue étrangère a été utilisée : « Foreign Language Spoken ».

Lorsque cette autre langue utilisée est le français, cela revient donc à considérer une langue du tribunal comme une langue étrangère! C'est ce qui est survenu, par exemple, dans la cause criminelle R. c. Castonguay : la décision orale rendue en français n'apparaît pas dans la transcription ! Cette situation est, entre autres, contraire aux droits linguistiques reconnus aux accusés. Dans le cas d'un procès dans la langue officielle du Canada qui est celle de l'accusé ou, si les circonstances le justifient, dans les deux langues officielles du Canada, l'alinéa 530.1 g) du *Code criminel* prévoit que le dossier de l'enquête préliminaire et celui du procès doivent comporter la totalité des débats dans la langue officielle originale et la transcription de l'interprétation, ainsi que toute la preuve documentaire dans la langue officielle de sa présentation à l'audience.

Un autre exemple d'un traitement différent entre les justiciables francophones et anglophones est le Règlement 158/2013 sur les langues devant les tribunaux de l'Alberta. Celui-ci incorporerait les pratiques qui ont été développées au cours des années pour permettre aux Albertains d'expression française d'exercer leur droit d'employer le français selon le paragraphe 4(1) de la *Loi linguistique*. C'est du moins ce que prétend Justice Alberta dans une lettre envoyée le 10 septembre 2013 aux trois juges en chef de la province. Mais si cette affirmation est véridique, pourquoi le règlement est-il limité aux causes d'infractions provinciales? Est-ce que cela confirme qu'aucune pratique n'aurait été développée pour favoriser l'exercice du droit d'employer le français dans toutes les autres instances, notamment dans les causes familiales et dans les causes civiles?

Il aurait été plus conforme à la réalité de signaler aux trois juges en chef que, depuis mars 2011, une décision de la juge Anne Brown, dans l'affaire R. c. Pooran, 2011 ABPC 77, avait clarifié le statut des deux langues devant les tribunaux de la province et avait, contrairement à la plaidoirie de la Couronne, confirmé que le droit d'employer le français signifiait quelque chose de très important, c'est-à-dire le droit d'être compris en français; non pas le droit d'être traduit en anglais comme c'est le cas pour l'emploi des langues non prévues dans le texte de la *Loi linguistique*. Il aurait été plus honnête d'informer les trois juges en chef que l'objectif du Règlement était plutôt de vouloir dégrader le français à l'état injuste où il se trouvait avant la décision de la juge Brown. En effet, l'article 2 du Règlement enlève le droit d'avoir un juge apte à entendre sans interprète le justiciable d'expression française: si un justiciable donne un avis qu'il désire employer le français, la Couronne va fournir un interprète... comme elle le fait pour une langue étrangère!

L'article 3 du Règlement laisse entendre qu'un justiciable peut demander une instance en français, mais cette requête est assujettie au consentement de la Couronne. De plus, l'alinéa 3(2) b) du Règlement vise à dissuader le justiciable de demander un procès en français en obligeant celui-ci à payer des frais de traduction que n'a pas à payer le justiciable qui choisit un procès en anglais. Celui qui ose demander une instance en français perd injustement le droit d'utiliser l'autre langue des tribunaux: il doit faire traduire à ses frais tout élément de preuve qu'il a en anglais.

L'article 4 du Règlement albertain laisse entendre qu'un justiciable peut demander une instance bilingue, mais, là aussi, cette requête est assujettie au consentement de la Couronne. Le 5e et dernier article du Règlement albertain présente une autre illustration de la fausseté de l'allégation que ce règlement codifie des pratiques existantes. En stipulant que les propos prononcés en français et en anglais dans les causes d'infractions provinciales doivent être rapportés dans les transcriptions, cet article va directement à l'encontre des présentes directives du Gouvernement de l'Alberta pour la préparation des transcriptions judiciaires. Le ministère de la Justice de l'Alberta a toutefois été franc en révélant aux trois juges en chef de l'Alberta: «The Ministry does not anticipate an increased demand for French or bilingual proceedings as a result of this regulation». Cependant, cet aveu confirme que le Règlement ne donne pas effet au droit qui est prescrit dans la loi albertaine et va à l'encontre de la jurisprudence bien établie de la Cour suprême du Canada: l'interprétation des droits linguistiques doit être conforme au maintien et à l'épanouissement des collectivités de langue officielle au Canada.

En autre exemple d'obstacles dressés devant les juristes et justiciables qui veulent utiliser le français devant les tribunaux de l'Alberta est l'unilinguisme anglais des formulaires. En effet, tous les formulaires prescrits par le ministère de la Justice de l'Alberta pour être utilisés devant les tribunaux sont seulement en anglais. C'est le cas même les domaines relevant de la compétence du gouvernement fédéral, comme le divorce !

---

Li, Li - China University of Political Science and Law (China)

[fadalili@vip.sina.com](mailto:fadalili@vip.sina.com)

### ***Defendant's Language Right and Corresponding Safeguards During the Trial in China***

Safeguarding the language right of the defendant constitutes the most important part for the protection of the judicial language right. The judicial language right mainly refers that the participants directly involved into the trial shall have the right to express themselves effectively according to law. During the investigation and prosecution stage, the accused is comparatively passive, and hence has little chance to express himself. At the trial stage, the defendant and the procurator shall be armed equally, which means they have the same language right theoretically. Safeguarding the language right of the defendant is also the basic requirement of the Due Process. The defendant normally has no comprehensive understanding about the law and the proceedings, nor does he know how to express himself articulately during the trial. More attentions shall be paid to safeguard the defendant's language right in order to improve the efficiency of the criminal proceeding, which also falls within the field of human rights protection.

Language right, first of all, is a right authorized to certain kinds of people during criminal proceedings. For example, the bailiff at the courtroom does not have the language right to express but only summons the witness and defendant. Also the by-stander and the correspondent could only audit the trial or video/audio the proceeding after application. It is the person who is directly relevant to the case shall be entitled to express himself under the specific circumstances of court trial, for the purpose of defending his rights. Under the model of Accusation and Defense, the judicial language right contains the language right of the judge, the procurator, the defendant and his defender.

During the criminal trial, defendant suffers the persecution and thereby, he is the most vulnerable person, whose liberty, life and property are in great danger. All these would let him in a tense nerve. The defendant may neither know the law nor familiar with the legal jargons used in the trial, thus could undercut his language right. Compared with other participants, judge without any doubt, stands in an advantageous position; the procurator who represents the nation by enforcing the prosecutorial power, is less advantageous to the former, but obviously in a more favorable situation than the other participants, namely, the defendant, defender and the witness; the lawyer is in a disadvantageous position compared with the judge and the procurator, but also takes advantage of the lay person such as the defendant and witness for his acquisition of legal knowledge and resources. It is necessary to safeguard the defendant's language right for the sake of judicial justice.

Liu, Yanping - China University of Political Science and Law, Beijing (China)

[fadayanping@sina.com](mailto:fadayanping@sina.com)

### *Language of Law - A Sign of Legal Culture*

Language of law and legal culture correlate each other, and language of law is one of the important signs of legal culture. Since the rule of law has different levels, language of law must have corresponding features to fit in, therefore, language of law, including the language used in enacting law, employed at court, drafting judicial documents, publicizing law and other aspects in legal practice, should be improved in the right direction, which indicates to some extent the legal framework of culture. To establish China into a country ruled by law, the main task is to create a sound legal culture, so that it can provide a good context for language of law. This paper tries to account the relevant issues in China, and first of all it presents a brief history and current situations of legal culture; then it traces back the development of language of law in China, and illustrates its features, especially finding some examples from the Criminal Law of People's Republic of China to show the updates and improvements of language of law within current legal culture and making a comparison to show that in spite of some improvements and efforts, there is still some room left before it becomes satisfied in the relevant aspects. Finally, it points out, in the era of globalization, more can be lent from other countries of advanced legal system so as to create a more benign legal culture, thus creating a favorable atmosphere for language of law.

### **Références**

- JOHN OLSSON, 2004. Forensic Linguistics: An Introduction to Language, Crime and the Law, Continuum.
- JOHN OLSSON, 2008. Forensic Linguistics: Second Edition: An Introduction To Language, Crime and the Law, Bloomsbury Academic.
- JOHN GIBBONS, 2003. Forensic Linguistics: An Introduction to Language in the Justice System, Wiley-Blackwell
- MALCOLM COULTHARD, 2007, An Introduction to Forensic Linguistics, Routledge
- DAVID MELLINKOFF, 2004. The Language of the Law, Wipf & Stock Publishers
- ANDREI MARMOR, The Language of Law, Oxford University Press
- 杜金榜. 论法律语言学研究及其发展[J]. 广东外语外贸大学学报, 2003, (1).
- 杜金榜. 法律语言学[M]. 上海: 上海外语教育出版社. 2004a.
- 廖美珍. 国外法律语言研究综述[J]. 当代语言学. 2004a, (1), 66-76.
- 刘红婴. 法律语言学[M]. 北京: 北京大学出版社, 2003.
- 刘蔚铭. 法律语言学研究[M]. 北京: 中国经济出版社, 2003a.
- 刘蔚铭. 关于Forensic Linguistics的中文名称问题[J]. 外语教学, 2003b, (5).
- 马煜. 国内法律语言学研究状况分析综述[J]. 山东外语教学. 2005, (6), 34-37.
- 潘庆云. 跨世纪的中国法律语言[M]. 上海: 华东理工大学出版社, 1997.
- 潘庆云. 西方法律语言学初探[J]. 修辞学习, 2004, (1).
- 王洁. 法律语言研究[M]. 广州: 广东教育出版社, 1999.
- 王洁. 依法治国语境下法律语言研究的科学发展观[J]. 语言文字应用, 2005, (3).
- 吴伟平. 语言与法律——司法领域的语言学研究[M]. 上海: 上海外语教育
- 邢欣. 国内法律语言学研究述评[J]. 语言文字应用, 2004, (4).
- 余致纯. 法律语言学[M]. 西安: 陕西人民教育出版社, 1990

Lo Bianco, Joseph - University of Melbourne (Australia)

[j.lobianco@unimelb.edu.au](mailto:j.lobianco@unimelb.edu.au)

### ***Peacebuilding and language rights in the three conflict-affected settings in SE Asia***

This paper will address the presence and discourse of language rights in the contexts of language policy and language politics discussions. These discussions are structured ‘facilitated dialogues’ conducted in three conflict affected national settings in SE Asia: Malaysia, Myanmar and Thailand. The dialogues are a form of intervention to address and help resolve conflict around language rights in the context of multilingual claims on education, public administration and government representation by minority populations in the three countries. The dialogues also form part of field work towards a theorisation of language policy making focusing on collective resolution of language problems. Informed by deliberative democratic theory the dialogues are providing a unique source of information about how ideologies of language interact with claims for language rights, public recognition of difference and collective writing of language policy.

---

Lomia, Nana - Università statale Ilia (Georgia)

[n.lomia@libero.it](mailto:n.lomia@libero.it)

### ***Contrasti e analogie nella comunicazione interculturale italo-georgiana***

Nultimi anni è cresciuta l'importanza del dialogo tra le culture. Questo è dovuto anche allo sviluppo di relazioni internazionali. Nell'antropologia culturale il rapporto tra le diverse culture si chiama comunicazione interculturale

Esaminando la comunicazione interculturale, spesso viene citato il termine “comunicazione cross-culturale”. Accade che questi due termini vengano usati come sinonimi, però tra essi c'è una differenza: per ricerca cross-culturale si intende infatti lo studio di due culture sotto qualche aspetto determinato.

L'obbiettivo del presente studio è la comunicazione interculturale italo-georgiana. Analizzando la teoria di R.Luise sulla divisione delle culture, abbiamo scoperto che gli italiani e i georgiani appartengono allo stesso tipo di cultura, quello poliattivo. La scoperta è stata possibile anche grazie alla partecipazione di italiani, che ci hanno aiutato ad identificare le caratteristiche del loro popolo.

Per informazioni più dettagliate sull'analisi di comportamenti ed abitudini non solo linguistiche di georgiani e italiani, si può consultare la tabella riportata nell'articolo originale. Qui si può anche trovare un approfondimento sulla teoria di E.Hall sulle culture di alto e basso contesto.

L'analisi da me condotta, si apre con alcuni cenni storici sui rapporti politico-economici e culturali tra Georgia e Italia.

Si sviluppa poi con l'approfondimento della comunicazione interculturale italo-georgiana a livello quotidiano e in situazioni ufficiali. Sono riportate le informazioni riguardanti le tradizioni, usanze e i costumi di questi popoli e sono presentati gli elementi simili e diversi.

Nella comunicazione interculturale un ruolo importantissimo lo compiono i mezzi paralinguistici. Questi sono insostituibili quando gli interlocutori non hanno una lingua in comune, poiché compiono la funzione fondamentale di favorire la comprensione reciproca. .

Nell'ambito della presente ricerca è stata inoltre inserita una scheda di confronto tra proverbi georgiani e italiani. Pensiamo infatti che nel programma di insegnamento delle lingue straniere sia utile inserire alcuni dei proverbi e dei modi di dire più diffusi, al fine di arricchire la conoscenza della cultura del popolo che si sta studiando.

In conclusione, per svolgere una ricerca efficace sulle lingue, bisognerebbe applicare un metodo globale, cioè studiare sia la linguistica che gli aspetti culturali. In questo modo diventa possibile sia la comunicazione competente sia la traduzione corretta di un testo scritto. Non c'è dubbio che anche la traduzione sia un processo interculturale, in quanto permette la spiegazione del codice comunicativo di un popolo all'altro.

### **Références**

ANGELI F. *Principi di comunicazione interculturale*, Milano, 2002

BALBONI P.E. *Parole comuni, culture diverse. Guida alla comunicazione interculturale*. Marsilio Venezia, 1999

GARCEA E. *La comunicazione interculturale. Teoria e pratica*, Armando Editore, Roma, 1996



- GIACCARDI C. *La comunicazione interculturale*, Il Mulino. Bologna, 2005
- HALL E.T. *Beyond Culture*, New York, 1976
- HALL E.T. *The Silent Language*, 1959
- HALL E.T. , in Bennett M.J. a cura di, *Principi di comunicazione interculturale. Il potere delle differenze nascoste* Franco Angeli Milano, 2002
- Izard c. *Human Emotions* .M. 1980
- KVACHADZE L. *Qartuli ena, ( The georgian language)*, Ganatleba, 1989
- MONTI L, STURANI E. *Grammatica e vita*, Loescher, 1999
- Sapir E. *Selected Writings in Language, Culture and Personality*. Berkeley. University of California Press, 1949.
- Ter-Minasova, Jazik i mezhkulturnaya kommunikatsia ( Language and the intercultural communication) 2000
- TOFFOLO L. NUTI N. MERKLINGHAUS R. *Allegro*, Corso multimediale d'italiano, Edilingua, 2003.
- TSERTSVADZE N. *Phatikuri komunikatsia da misi tipologhia italiur enashi ( Phatic communication and its tipology in the italian language)*, Tbilisi ,2007. [www.ambtbilisi.esteri.it](http://www.ambtbilisi.esteri.it) [www.solima.media.unisi.it/i\\_gesti\\_delle\\_mani.htm](http://www.solima.media.unisi.it/i_gesti_delle_mani.htm)

---

Lourens, C.J.A. -.Lourens Prokureurs  
[lourensprokureurs@worldonline.co.za](mailto:lourensprokureurs@worldonline.co.za)

***Ideology versus Multilingualism in South Africa: Should national legislation be published in all official languages?***

Does the failure to publish all national legislation in all official languages constitute unfair (unlawful) discrimination?

The question whether “officiality” implies the obligation that all national legislation should be published in all official languages will be discussed with references to international and foreign law inter alia in the light of section 39(1)(b) of the Constitution of the RSA regarding foreign law, section 39(1)(c) of the said Constitution regarding international law read together with section 233 of the said Constitution in regard to the application of international law by the courts in the application and interpretation of the law in South Africa. In this paper, the relevant language clauses with specific reference to the founding language clause, section 6 of the Constitution 1996, as interpreted by the Constitutional Court in “*Ex Parte Chairperson of the Constitutional Assembly: in re Certification of the Constitution of the Republic of South Africa 1996 (4) SA 744 (CC)*” will be contextualised. The antidiscrimination legislation, which prohibits unfair language discrimination, will then be discussed and applied regarding the question whether the publication of national legislation in English plus one other language, without any objective criteria, constitutes unfair language discrimination or not. This will be compared with the established international principles of best practice in this regard. The case *Lourens v President of the Republic of South Africa & Others* 2013 (1) SA 499 (GNP) of 16 March 2010 and the case *Lourens v Speaker of the National Assembly and others* Case number: EC 08/2012 in the Western Cape High Court, Cape Town’s Equality Court handed down on the 17th of September 2014 will then be analysed and tested against the aforesaid principles. In the conclusion the challenge of a constitution pretending to be the supreme law of the country against a national government, without any political will to enhance the indigenous languages, but which has *de facto* accepted English as super official language will be evaluated. The consequences for Afrikaans as a highly developed language and the African languages will be remarked upon.

Mahieddine, Azzedine - Université de Tlemcen (Algérie)

[azmahieddine@yahoo.fr](mailto:azmahieddine@yahoo.fr)

### ***Le français en Algérie : entre politique linguistique et représentations***

L'indépendance de l'Algérie a été aussitôt suivie d'une politique d'arabisation conçue comme une entreprise de réappropriation identitaire, en opposition au français, stigmatisé par le pouvoir comme langue du colonisateur et de l'aliénation culturelle. Cette politique d'unilinguisme, menée dans une situation sociolinguistique complexe, a favorisé l'arabe standard sur tous les plans (politique, social, économique...). Cependant, plus de 50 ans après, la langue française, officiellement considérée comme une langue étrangère, continue à occuper une place importante, voire privilégiée dans de nombreuses sphères sociales (enseignement supérieur, économie et médias notamment). Dans notre communication, qui s'inscrit dans l'axe 2 de votre appel à communications, nous présenterons les résultats d'une enquête sur les représentations sociales du français en Algérie. Cette enquête s'inscrit dans le cadre du projet international de recherche sur les « Représentations des langues et des identités en Méditerranée en contexte multilingue ». Notre étude, menée sur une population d'étudiants de la ville de Tlemcen, se base au niveau méthodologique, sur la méthode d'analyse combinée (Maurer, 2013). S'inscrivant dans le paradigme structural de la représentation sociale, cette méthode permet de cerner les images du français qui circulent, mais aussi d'identifier celles qui sont prédominantes et qui font l'objet d'un large consensus (celles constituant le « noyau central » de la représentation) ainsi que celles qui sont moins consensuelles et donc plus susceptibles d'être remises en question (« zone périphérique » de la représentation). L'analyse des représentations du français, mise en regard avec la politique linguistique nationale, montre que la perception du français comme langue du colonisateur tend à disparaître au profit de représentations du français comme langue d'ouverture, de réussite et d'ascension sociale.

#### **Références**

- MAURER, B. (2013): *Représentations sociales des langues. La méthode d'analyse combinée, nouvel outil d'enquête*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines.
- TALEB-IBRAHIMI, K. (1995): *Les Algériens et leurs langues*, Alger, Éditions Dar El Hikma.
- QUÉFFELEC, A. et al., (2002). *Le français en Algérie. Lexique et dynamique des langues*, Bruxelles, Deboeck et Larcier.
- BENRABAH, M. (1999): *Langue et pouvoir en Algérie. Histoire d'un traumatisme linguistique*, Paris, Séguier.

---

Manaa, Gaouaou - Université El-Hadj Lakhdar, Batna (Algérie)

[mana5\\_m@yahoo.fr](mailto:mana5_m@yahoo.fr)

### **Tamazight en Algérie: recul imposé ou abandon volontaire? Etiologie de la langue et possibilité d'une renaissance linguistique**

Ce texte se propose de rappeler quelques dimensions des phénomènes de contact de langues, de les nommer et de dire l'identité, dans un contexte où le non-dit et les discours ambivalents sont bien ancrés dans les usages.

Je m'attacherai, dans ce cadre, à définir les termes de contact de langues et de conflits linguistiques, à décrire la lutte inégale d'une langue minoritaire

(Tamazight) et sa disparition programmée par les tenants du pouvoir en place.

J'évoquerai également les tensions nées de la confrontation des politiques linguistiques homogénéisantes et les pratiques langagières qui s'interpénètrent.

Our work is a review of languages contact, their identifications within the unspeakable contexts, and ambivalent discourses.

This work undertakes the elaboration of a theoretical framework, in which a definition of languages contact and linguistic conflicts are set, also to describe the unequal struggle of a minority language and its disappearance planned by the government in power.

The other component of the work is an overview of the interpenetration between homogenizing linguistic policies, and linguistic usage.

#### **Références**

- CHAKER, S. 1993 «*Langues et cultures berbères en Algérie, depuis 1988: rupture ou continuité*» In Cahiers de Linguistique Sociale n° 22, Mont-Saint- Aignan, Université de Rouen.
- DOURARI, A. 1997 «*Pluralisme linguistique et unité nationale: perspectives pour l'officialisation des variétés berbères en Algérie*». Publications de l'Université de Rouen.
- GRANDGUILLAUME, G. 1997 «*Le multilinguisme dans le cadre national au Maghreb*». Publications de l'Université de Rouen.
- LAROUSSE, F. 1997 «*Plurilinguisme et identités au Maghreb: en quels termes les dire?*» Publications de l'Université de Rouen.
- MANAA, G. «*Réflexions sur les motivations des changements ou combinaisons de langues (arabe-chaoui-français) dans le discours des professeurs de français du second degré de la région de Batna*»
- In El -Tawassol, publication de l'Université de Annaba, n°07, Juin 2000
- MANAA, G. «*Une variété de berbère en voie de disparition : le chaoui de l'Aurès*»Projet de recherche 2007/2009.
- MORSLY, D. «*Tamazight Langue Nationale?*» In Publications de l'université de Rouen, 1997, P.38
- MORSLY D. ET CHAKER S. 1995 «*La langue dans tous ses états*»Cahiers de l'Orient n° 39/40, Paris.

---

Martínez Martínez, Susana - Universidade de Brasília (Brasil)

[laresu@hotmail.com](mailto:laresu@hotmail.com)

### ***Gender, power and multilingualism: diglossia as a factor of women social exclusion***

Diglossia in speech communities does not only rely on compartmentalized patterns for the different use of two or more languages within the community. As every community presents power relations amongst its members, especially related to gender, the individual use of a vernacular language or a standard language would depend on the power relations already established. When a language is used for formal speech situations and another language is used for informal situations, as it happens in diglossic speech communities, usually the former is limited to the public sphere (outside home) and the latter is limited to the private sphere (home). Feminists have largely debated on the separation of the public and the private spheres, where women usually are confined to the private spheres, at home. Thus, it appears that, in multilingual and diglossic communities, women are restricted to the vernacular language as they are confined to the private sphere, and probably do not acquire communicative competence of the more prestigious language. Meanwhile, men control both languages as they interact at both spheres. When migrants established communities in host countries and cultures, they usually carry with them their costumes and social patterns, as the separation of private and public spheres for men and women. If they come from a multilingual and diglossic community, we must assume that women would only control the vernacular language of their country of origin, which most of the times is not a language used at the host country. This paper shows the importance of developing research on the situation of migrant women from diglossic countries who do not always have communicative competence in the official languages of the host countries, and are often left aside the multiculturalism processes and policies.

### **Références**

- FISHMAN, J. A. (1967). Bilingualism with or without diglossia; diglossia with and without bilingualism. *Journal of Social Studies*, 23 (2) , 29-38.
- FRASER, NANCY (1990). Rethinking the private sphere: a contribution to the critique of actually existing democracy. *Social Text*, no. 25/26, PP. 55-80

Mastromarino, Anna - Università di Torino (Italia)

[annmastr@unito.it](mailto:annmastr@unito.it)

### **Promozione e tutela dei diritti linguistici. Il difficile cammino del legislatore nello stato plurale**

Negli ultimi decenni si registra un crescente impegno della scienza giuridica nella tutela della sfera culturale, sia essa intesa a livello individuale che collettivo.

Ad interventi di tipo meramente dichiarativo sono andate affiancandosi politiche di promozione volte a fomentare il godimento concreto dei cosiddetti diritti culturali nella consapevolezza che la loro tutela sostanziale passa attraverso la libera fruizione da parte di coloro che riconoscono in quei diritti uno strumento di rappresentazione della propria identità.

Queste considerazioni assumono particolare consistenza in corrispondenza della sfera linguistica, dal momento che la lingua, al di là delle più contingenti esigenze comunicative, diviene veicolo di trasmissione dell'intera sfera identitaria di un individuo e del gruppo di appartenenza.

Da qui l'esigenza che il diritto torni a riflettere sulla natura dei diritti linguistici, rivalutandone il carattere fondamentale che sinora non ha trovato il dovuto riconoscimento né in ambito nazionale né sovranazionale.

Se è vero infatti che sostanzialmente tutte le costituzioni degli ordinamenti contemporanei a democrazia consolidata prevedono un espresso richiamo al diritto alla lingua, non di meno deve essere ricordato che tale richiamo si concreta di fatto in una tutela che è funzionale al godimento di altri diritti, quali il diritto di difesa, di manifestazione del pensiero, di uguaglianza... trovando difficilmente consistenza giuridica nel fattore linguistico in quanto tale.

Il riconoscimento della natura fondamentale del diritto alla lingua, pertanto, chiama la scienza giuridica ad interrogarsi sulle soluzioni cui ricorrere per affrontare i rischi cui l'accesso della regolazione giuridica in un'atavica e spontanea espressione dell'identità umana quale è la lingua può condurre. Ad esempio qualora da strumento di libera espressione dell'identità del singolo, la lingua venga ridotta a mero oggetto di regolazione giuridica, in cui a prevalere non sia *l'idem sentire* del gruppo, ma contingenti esigenze politiche. Infatti, se forme di tutela programmatica a poco valgono nel garantire la trasmissione della conoscenza della lingua, d'altra parte la sua codificazione se non avviene in un contesto di consolidato pluralismo giuridico potrebbe condurre ad un indebito isolamento della comunità linguistica, ingenerando gravi tensioni rispetto alle relazioni con le altre realtà linguistiche che insistono su un medesimo territorio.

Il caso catalano, attraverso l'analisi della legislazione e della giurisprudenza costituzionale e ordinaria degli ultimi anni, sarà assunto quale caso paradigmatico nell'ottica di voler approfondire proprio questi ultimi profili di indagine che devono interessare il giurista nell'adottare un giusto bilanciamento fra promozione dei diritti linguistici, tutela dei singoli e rispetto del pluralismo.

### **Références**

LÓPEZ CASTILLO, *Lenguas y Constitución española*, Valencia 2013.

P. FABEIRO HIDALGO, *El derecho de usar y el deber de conocer las lenguas en la Constitución española de 1978*, Madrid, 2013.

A.G. GAGNON, *L'età delle incertezze. Saggio sul federalismo e la diversità nazionale*, Padova, 2013, Trad. it. *Epoca de incertidumbres: ensayo sobre el federalismo y la diversidad nacional*, Valencia, 2013.

A. MILLAN MASSANA (ed.), *Language law and legal challenges in medium-sized language communities: a comparative perspective*, Barcelona, 2012.

N. BOMBLED- S. WEERTS, *La liberté linguistique*, in M. Verdussen- N. Bombled (dir.), *Le droits constitutionnels en Belgique*, Bruxelles, 2011.

J.M. PÉREZ FERNÁNDEZ, *La tutela de las lenguas regionales o minoritarias estatutarias y su encaje en el modelo constitucional español: un tertium genus en el reconocimiento de los derechos lingüísticos?*, in *Revista Española de Derecho Constitucional*, 89/2010.

G. POGGESCHI, *I diritti linguistici: un'analisi comparata*, Roma, 2010.

X. ARZOZ, *Accommodating linguistic differences: five normative models of language rights*, in *European Constitutional Law Review*, 6/2010.

M. ROSENFELD, *The Identity of the Constitutional Subject. Selfhood, Citizenship, Culture and Community*, London and New York, 2010.

- E. PALICI DI SUNI, *La lingua tra globalizzazione identità nazionale e identità minoritarie*, in *Percorsi costituzionali*, 2/3, 2008.
- V. PIERGIGLI, *I diritti linguistici nella giurisprudenza della Corte suprema: oscillazioni interpretative e linee di tendenza*, in G. Rolla (a cura di), *L'apporto della Corte suprema alla determinazione dei caratteri dell'ordinamento costituzionale canadese*, Milano 2008.
- W. KIMLICKA, A. PATTEN (eds.), *Language Rights and Political Theory*, Oxford 2003
- G. VABRIE, J.G. TURI (eds.), *La théorie et la pratique des politiques linguistiques dans le monde*, Iasi, 2003.

---

Matsyuk, Halyna - Ivan Franko National University in Lviv (Ukraine)

[h\\_matsyuk@yahoo.com](mailto:h_matsyuk@yahoo.com)

### **Language, Law, Ideology: Manifestation of their Interaction in Ukraine 2010–2014**

The paper is dedicated to reflecting on the political motives behind the passing of the 2012 Law 'On the Principles of State Language Policy' and its consequences. The objectives of the paper are to research: 1) society's views on the language issue before and after the passing of the Law; 2) role of the 'Russian World' ideology as a foundation for the 'soft force' technology of the Russian Federation's humanitarian policy in Ukraine in general and in relation to the 2012 Law in particular; 3) the issue of defending Russian-speaking population in Ukraine as a tool for propaganda and manipulations.

The theoretical framework draws on the theory of risks societies over the period of transformation (Stepanenko, Tancher 2008) and ethnolinguistic processes (Skliar 2008), Language Management Theory (Nekvapil 2009), theory of 'soft force' (Nye 2004; 2011, Galarotti 2004). The empirical basis consists of: a) sociological surveys on the attitudes to languages, distribution of language functions, persecution of Russian in Ukraine between 2010 and 2014; b) texts of international and Ukrainian language legislation, language draft laws on 2010-2012; c) international expert conclusions of the 2010-2012 Ukrainian language draft laws; d) transcripts of addresses by Russian Federation politicians and documents on the principles of humanitarian and foreign policy of the Russian Federation, role of the Russian language in the post-Soviet countries; transcripts of addresses by Ukrainian politicians, election programs of the Party of Regions and the Communist Party of Ukraine. The collected materials are studied with the help of comparative, content and discourse analyses.

I have researched the society's attitude towards languages; criticism of the 2010-2012 language legislation by international experts and institutions;

Ukraine's gravitation towards the Russian humanitarian policy as are sult of the 'Russian World' campaign (on the examples of legislative activity of the pro-Russian members of parliament and anti-constitutional passing of the 2012 Law); decreasing of Ukrainian-speaking practices during 2010-2013; propaganda about 'persecution' of Russian-speaking population in Ukraine and manipulation of their rights (in order to annex Crimea and to destabilize the situation in Donbass).

The results that I have discovered allow me to make two important conclusions. First, the interaction between language – law – ideology during 2010-2013 pursued the end of the Russian language being a future language of international communication in the Customs and Eurasian Unions (of which Ukraine was expected to become member) and in no way did it defend linguistic rights of all representatives of the society. Second, after February 2014 and Ukraine's course to the EU association, the same interaction could be used to explain the military operation which officially started as a 'defence' of the Russian-speaking population's rights in Luhansk and Donetsk regions, but in practice turned out as implementation of the plan voiced by the Russian politicians back in 2009.

---

Mbulaheni Musehane, Nelson

Language Research Development and Consultancy Services, Sibasa (South Africa)

[mbulaheni.musehane@live.co.za](mailto:mbulaheni.musehane@live.co.za)

***Investigation into the Analysis of Minorities or Invisible Groups Directly or Indirectly Connected with the Distortions of Social and Cultural Representation of Languages in South Africa***

South Africa is a multicultural and society. A multicultural and society is not identified in terms of a specific language; rather it is identified in terms of the role it plays in the society. Some members of the society are teachers in schools, congregants in churches, and business people in their daily operations. In addition, those are politicians.

Since the constitution of South Africa requires everyone to be conversant in at least one of the official languages, it is about twenty years since the South African Government adopted a democratic dispensation. This paper seeks to investigate into the minorities or invisible groups that exist in our societies and how the abuses of language rights distort social and cultural representation of languages in South Africa. This will be accomplished by looking at how these rights are operational in people's daily lives. Using the qualitative method the researcher will interrogate and describe the various kinds of entities in the social world which may be invoked as causes of individual actions, collective actions, social structures, state activities, forms of organisation, systems of norms and values, cultural modes of representation, social relations and the features of an environment (Mouton, 2009:192)

---

Micali, Irene - Università di Firenze (Dottore di ricerca) (Italia)

[irenemicali@gmail.com](mailto:irenemicali@gmail.com)

La minoranza occitana di Guardia Piemontese tra conservazione e mutamento. Riflessioni sui dati di un'indagine sociolinguistica sul campo.

Oggetto del presente contributo è la minoranza di Guardia Piemontese, isola occitana in Calabria. Il lavoro di ricerca di cui mi sono occupata mira a fornire uno spaccato sincronico della realtà linguistica presa in esame. La prospettiva sociolinguistica adottata è basata sull'assunto secondo cui i fattori sociali condizionano fortemente le scelte, gli usi e i comportamenti linguistici dei parlanti (Halliday 1973, Labov 1972). Caratterizzate dalle complesse dinamiche tipiche della linguistica di contatto, le lingue alloglotte sono strettamente legate alle rispettive culture e le aree in questione sono inevitabilmente segnate dalla realtà circostante (Dal Negro/Guerini 2007). Ma qual è oggi lo "stato di salute" della lingua guardiola? Attraverso la metodologia della ricerca linguistica sul campo (Turchetta 2000) ho voluto esaminare il repertorio della comunità al fine di saggiare il grado di vitalità della lingua alloglotta. In particolare ho lavorato su due fondamentali livelli dell'analisi sociolinguistica: uno macro-sociolinguistico, riguardante la disamina dell'impiego e della distribuzione dei sistemi linguistici nella comunità parlante; l'altro micro-sociolinguistico, relativo alle realizzazioni concrete dei parlanti (Berruto 2006). Le conclusioni alle due parti dell'indagine hanno mostrato una realtà linguistica e sociale composita. La correlazione dei fenomeni linguistici con le variabili sociali e demografiche considerate nel corso dell'inchiesta, unita all'analisi dei dati, ha tracciato una forte linea di demarcazione che vede contrapposti usi, competenze e atteggiamenti linguistici dei parlanti adulti con quelli dei parlanti appartenenti alle nuove generazioni. I dati relativi alle competenze hanno dimostrato, ad esempio, che il numero di giovani soggetti italofofoni sta crescendo notevolmente, quasi al pari dell'aumento dell'invecchiamento della popolazione. Quanto alla perdita degli ambiti d'uso, anche la famiglia, culla conservativa della parlata alloglotta, sta perdendo il suo potere per via della progressiva interruzione della trasmissione linguistica intergenerazionale. Se poi riflettiamo sulla disamina degli atteggiamenti linguistici rilevati, il carattere di "inutilità" attribuito alla lingua da parte di quasi tutti i parlanti, insieme alla consapevolezza che l'idioma alloglotta è destinato a scomparire, suggerisce conclusioni scoraggianti. Oggi il declino e il superamento del guardiola sembra avvenire direttamente in direzione della lingua italiana dominante, carica di prestigio. Se tale aspetto poteva dimostrarsi di facile deduzione esso merita di essere tenuto maggiormente in considerazione in quanto insito nell'ambito di una comunità di minoranza le cui dimensioni geo-politiche e socio-demografiche, quali ad esempio l'area di diffusione, il livello di riconoscimento giuridico, il numero di parlanti, si rivelano già tendenzialmente sfavorevoli. Occorre, pertanto, individuare azioni di valorizzazione e di salvaguardia in favore della lingua guardiola capaci di respingere il pericoloso processo di sfaldamento che ne renderebbe incombente l'estinzione.

### Références

- BERRUTO G., 2006 [1995], Fondamenti di sociolinguistica, Roma-Bari.
- LATERZA DAL NEGRO S./GUERINI F., 2007, Contatto. Dinamiche ed esiti del plurilinguismo, Roma, Aracne.
- HALLIDAY M. A. K., 1973, Il linguaggio in una prospettiva sociale, in Giglioli P.P., Linguaggio e società, Bologna, Il Mulino, pp. 237-264.
- LABOV W., 1972, Sociolinguistic Patterns, University of Pennsylvania Press, Philadelphia. Turchetta b, 2000, La ricerca di campo in linguistica, Roma, Carocci.

---

Milani, Giammaria - Università di Siena (Italia)

[gmilani88@gmail.com](mailto:gmilani88@gmail.com)

### Integrazione e cittadinanza negli Stati plurilingui: Belgio e Svizzera a confronto

Gli ingenti flussi migratori che stanno interessando, negli ultimi decenni, tutto il continente europeo, impongono un radicale ripensamento degli istituti, dei processi e dei meccanismi che regolano questo tipo di fenomeno.

Da un lato si tende sempre più a fare dell'integrazione un mezzo, talvolta un requisito, e non il fine da raggiungere attraverso l'adozione di politiche inclusive; dall'altro lato, a questo si collega e si aggiunge il fatto che l'intera responsabilità dell'integrazione è fatta ricadere sui nuovi membri della società, che devono dimostrare la loro capacità di integrarsi per poter ambire all'ottenimento di uno *status* sicuro, come quello della cittadinanza, all'interno della società che li ospita.

In questo contesto un ruolo centrale è giocato dal fattore linguistico. In particolare, nell'ambito dei requisiti di integrazione che sempre più frequentemente sono richiesti ai candidati cittadini, cresce di importanza la conoscenza della lingua ufficiale, che spesso deve essere dimostrata mediante il superamento di test linguistici.

Nel presente contributo si intende analizzare proprio l'incidenza di questo tipo di strumenti in due Stati, il Belgio e la Svizzera, che per le loro caratteristiche sono in grado di far emergere l'importanza del fattore linguistico nell'ambito delle politiche di integrazione: entrambi i Paesi, caratterizzati dalla presenza di società multilingue e da una struttura federale dello Stato, sono infatti in grado di fornire indicazioni importanti circa le modalità con le quali la lingua può essere considerata, e di conseguenza utilizzata, allo stesso tempo come strumento e requisito per l'integrazione dei migranti, in particolar modo condizionando le modalità per l'ingresso e il soggiorno in uno Stato e l'acquisto della cittadinanza.

L'analisi sarà condotta, in primo luogo, partendo dallo studio delle discipline in materia di cittadinanza nei due Paesi, per mettere in luce i requisiti di integrazione previsti dalle diverse normative in vigore; sarà poi dedicato spazio all'esame delle politiche di integrazione linguistica implementate nei due Paesi, elemento necessario per chiarire la reale natura del rapporto tra integrazione e cittadinanza, in particolare nelle loro relazioni di causa ed effetto, e il ruolo della lingua in questo rapporto.

### Références

- A. ACHERMANN, C. ACHERMANN, G. D'AMATO, M. KAMM, B. VON RÜTTE, *Country report: Switzerland*, disponibile su [www.eudo-citizenship.eu](http://www.eudo-citizenship.eu)
- C. APERS, *L'intégration comme condition à la nationalité belge: le retour d'un concept nébuleux!*, disponibile su [www.cbai.be](http://www.cbai.be)
- L. BASTA FLEINER, T. FLEINER (a cura di), *Federalism and Multiethnic States: The Case of Switzerland*, Basel, Helbing and Lichtenhahn, 2000
- R. BAUBÖCK, C. JOPPE (cur.), *How Liberal are Citizenship Tests?*, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, 2010
- A. BOCKER, T. STRIK, *Language and Knowledge Tests for Permanent Residence Rights: Help or Hindrance for Integration?*, in *European Journal of Migration and Law*, 2011
- S. CARRERA, *In Search of the Perfect Citizen. The Intersection between Integration, Immigration and Nationality in the EU*, Leiden-Boston, 2009

- C.-L. CLOSSET, *Traité de la nationalité en droit belge, deuxième édition mise à jour par Bernadette Renauld*, Bruxelles, Larcier, 2004
- A. ETZIONI, *Citizenship Tests: A Comparative, Communitarian Perspective*, in *The Political Quarterly*, 2007
- A. FAVRE, *Le nouveau droit de la nationalité*, in *Rivista di diritto svizzero*, 1952
- E. GUILD, P. MINDERHOUD (cur.), *The First Decade on Eu Migration and Asylum Law*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2011
- C. GUTZWILLER, *Droit de la nationalité et fédéralisme en Suisse*, Genève, Schulthess, 2008
- M. HOTELLIER, *Le nouveau droit de la nationalité suisse*, in *Revue internationale de droit comparé*, 1991
- C. JOPPKE, *Selecting by Origin: Ethnic Migration in the Liberal State*, Harvard, 2005
- M. LIENARD-LIGNY, *Nationalité belge et statut personnel depuis la loi du 28 juin 1984*, in *Annales de la Faculté de droit de Liège*, 1985
- M. LIENARD-LIGNY, *A propos du Code de la nationalité belge*, in *Revue belge de droit international*, 1985
- M. LIENARD LIGNY, *La loi du 1er mars 2000 modifiant certaines dispositions relatives à la nationalité belge* in *Actualités du droit*, 2000
- P. MAHON, Art. 38, J.F. Aubert, P. Mahon (a cura di), *Petit commentaire de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999*, Zurigo, Schulthess, 2003
- A. ODÉ, *Contemporary Integration Policies in Europe: Civic Integration Programmes and the Legal, Social and Cultural Position of non-Citizens*, in *European Journal of Social Security*, 2008
- V. PIERGIGLI, *Integrazione linguistica e immigrazione. Approcci e tendenze nel diritto comparato europeo*, in *Federalismi*, 2013
- B. RENAULD, *La loi du 1er mars 2000 modifiant certaines dispositions relatives à la nationalité belge*, in *Revue Belge de Droit Constitutionnel*, 2000.
- R. VAN OERS, E. ERSBØLL, D. KOSTAKOPOULOS, (cur.), *A Re-definition of Belonging? Language and Integration Tests in Europe*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2010
- M. VERWILGHEN, *Le Code de la nationalité belge*, Bruxelles, Bruylant, 1985
- P. WANNER, G. D'AMATO, *Naturalisation en Suisse. Le rôle des changements législatifs sur la demande de naturalisation*, Zurigo, Avenir suisse, 2003,
- P. WAUTELET, *Nationalité belge 2013 (r)-évolution?*, disponible su [www.orbi.ulg.ac.be](http://www.orbi.ulg.ac.be)
- N. WICHMANN, M. HERMANN, G. D'AMATO, D. EFIONAYI-MÄDER, R. FIBBI, J. MENET, D. RUEDIN, *Les marges de manœuvre au sein du fédéralisme. La politique de migration dans les cantons*, Berna, Commission fédérale pour les questions de migration, 2011
- E. WITTE, *La question linguistique en Belgique dans une perspective historique*, in *Pouvoir*, 2011

---

Monteyne, André - Ancien député bruxellois (Belgique)

[andre-monteyne@telenet.be](mailto:andre-monteyne@telenet.be)

### ***L'anglais, langue officielle de Bruxelles, capitale de l'Europe?***

En Juin 2014, le ministre bruxellois *Pascal Smet* fit un appel fort remarqué pour que l'anglais soit introduit comme langue officielle de Bruxelles à côté du français et du néerlandais, « *si Bruxelles a vraiment l'ambition d'être une ville internationale* ». Lorsqu'il était encore ministre de l'éducation au sein du gouvernement flamand, il avait déjà réagi d'une façon positive à la proposition du recteur de l'université de Gand, *Anne De Paepe*, d'augmenter fortement le nombre des cours donnés en anglais dans l'enseignement supérieur en Flandre « *si nous voulons encore entrer en ligne de compte dans le monde* ». D'autres universités et des personnalités politiques de haut niveau supportaient la proposition en utilisant des arguments similaires.

La proposition « Smet » nous semble fort dangereuse. Bruxelles compte deux langues officielles, le néerlandais, langue de la minorité, et le français, langue de la majorité. C'est le fruit d'un compromis prévoyant la parité linguistique des ministres au niveau national où les néerlandophones (flamands) sont la majorité et les



francophones (wallons) la minorité. L'introduction d'une troisième langue officielle à Bruxelles pourrait mettre en péril ce fragile compromis politique presque séculaire.

Puissance et domination.

Pour ce qui concerne Bruxelles, l'introduction de l'anglais risque de créer une nouvelle discrimination en faveur d'une élite anglophone. Selon des estimations récentes, le nombre des langues parlées à Bruxelles s'élève à 104, dont les principales, le français (63%), l'arabe (berbère) (21,1%), et le néerlandais (19,6%). L'anglais n'est utilisé que par 5,5%, mais il s'agit bien d'une élite composée de fonctionnaires de l'Union Européenne, de l'Otan et d'autres organismes et sociétés multinationales, de lobbies, etc. Il pourrait se passer ce qui est arrivé dans d'autres pays qu'une élite impose sa langue à une population autochtone. A signaler aussi la crainte du premier directeur du Centre pour l'Égalité des Chances, Johan Leman, que « l'introduction d'une langue officielle supplémentaire rendrait l'intégration (des minorités immigrées) encore plus difficile ».

Risque pour l'équilibre en Europe.

L'introduction de l'anglais comme langue officielle à Bruxelles, « capitale de l'Europe » ferait inéluctablement tâche d'huile dans toute l'UE. Les partisans de l'anglais « *lingua franca* » de l'Europe estiment que cette option serait en mesure de résoudre les problèmes administratifs et financiers afférant au grand nombre (23) de langues officielles. Mais il nuirait au multiculturalisme qui fait la particularité de l'Europe et à sa vocation multilingue (prof. Claude Hagège, Collège de France). Et *quid* si la Grande Bretagne venait à quitter l'EU? L'anglais ne serait dans ce cas plus parlé que par 1,4% (Irlande) des habitants de l'UE.

Un problème technique.

Il existe de multiples suggestions pour résoudre ces problèmes. Parmi les plus citées: utiliser les deux, ou quatre, ou sept langues officielles des principaux pays; l'esperanto, ou même le latin, mais elles se heurtent à chaque reprise au risque de discrimination. Peut-être qu'il vaut mieux laisser les choses comme elles sont en attendant que les progrès de la technique apporteront la solution. Comme le fait remarquer malicieusement l'ancien premier ministre Mark Eyskens: *dans vingt ans les problèmes de traduction seront résolus en insérant un ordinateur microscopique dans la monture de vos lunettes ou dans votre perçage.*

---

Moukrim, Samira - Université Sidi Mohammed Ben Abdellah, FLSH-Fès (Morocco)

[samiramoukrim@yahoo.fr](mailto:samiramoukrim@yahoo.fr)

Les pratiques sociales autour des réseaux numériques peuvent nous apprendre beaucoup de choses en matière d'identité. Dans le cas de l'amazighe, ces réseaux contribuent à une sorte d'éveil identitaire : les internautes prennent de plus en plus conscience d'eux mêmes et des éléments qui fondent leur *identité collective*.

En s'inscrivant sur un réseau social, on recherche souvent un accomplissement de besoins non assouvis dans la vie réelle, en particulier les besoins d' "*appartenance*" et de "*reconnaissance*". La traditionnelle pyramide de Maslow pourrait constituer l'un des outils d'analyse permettant de mieux comprendre le comportement des usagers sur les réseaux sociaux.

Les internautes amazighs expriment leur *sentiment d'appartenance* en déclarant que l'*amazighe* est leur langue. Ils trouvent ainsi la possibilité d'*exister* et de se façonner une notoriété. Ce sentiment d'appartenance est déterminé par la valeur mythique qu'ils attribuent à leur langue et à leur culture.

Sur les réseaux numériques, notamment Facebook, les marqueurs de l'identité amazighe que j'ai identifiés se situent tant au niveau du profil (photo, pseudonymes...), qu'au niveau des publications (textes, liens...) des utilisateurs. Dans cette présentation, je procéderai à une *catégorisation* des marqueurs de l'identité amazighe au niveau du profil, plus particulièrement les pseudos et les photos.

Les pseudonymes identifiés sont le produit d'une nécessité de s'intégrer à une communauté : « *le pseudonyme représente un "fragment", un "aspect" de l'individu (...) souvent en rapport avec le groupe social auquel il s'intègre* » (Cislaru, G. 2009, p. 45). De même le choix de la photo du profil, il révèle la manière dont l'internaute veut se présenter aux yeux des autres, c'est un acte signifiant.

Les utilisateurs amazighs revendiquent, à travers les *photos* du profil et les *pseudonymes* choisis pour les représenter sur Facebook, leur appartenance à la communauté amazighe. Derrière leurs choix, il y a une intention de communiquer sur soi et un désir de s'identifier et d'exister.

Munoz, Ludivynn - Université Paris I Panthéon Sorbonne (France)

[m.ludivynn@yahoo.fr](mailto:m.ludivynn@yahoo.fr)

### **Droit linguistique et usages de l'anglais dans les sphères politique, médiatique et éducative.**

Cette communication analyse la place des anglophones et de l'anglais au Cameroun (co-langue officielle avec le français). Dans ce pays d'Afrique centrale, où plus de 220 langues cohabitent avec des langues hybrides telles que le camfranglais, les deux langues officielles jouent le rôle de langues véhiculaires.

Notre problématique concerne le bilinguisme officiel « inégalitaire » au Cameroun. Le questionnement principal vise, à partir du constat du faible usage de l'anglais (en dehors des régions anglophones), alors même langue internationale dominante, à comprendre en quoi est-il révélateur de la domination des francophones au pouvoir et de l'existence d'une « minorité anglophone » dans ce pays.

D'un point de vue épistémologique, notre champ de questionnement relève de la géopolitique des langues, qui caractérise les rapports de force entre les langues et les cultures. Car « si les langues sont des marqueurs culturels, elles sont également des marqueurs géopolitiques ; quand les territoires sur lesquels elles sont parlées deviennent des enjeux de pouvoirs » (Giblin, 2010), alors qu'en est-il dans le cas du Cameroun entre les anglophones et les francophones ?

Nos éléments de réponse à cette problématique, qui se basent sur des observations réalisées au Cameroun en 2009 et le recours à une soixantaine d'entretiens, repèrent la répartition des langues dans les usages, ainsi que les représentations du bilinguisme chez les acteurs de plusieurs sphères (politique, médiatique et éducative).

Notre propos se déploiera selon trois mouvements. Premièrement, nous présenterons la mise en place historico-culturelle et les raisons d'existence du bilinguisme officiel camerounais, sachant toutefois que depuis l'indépendance en 1961, le Cameroun, pays bilingue, n'a élu que des présidents francophones, afin de nous centrer, lors d'un deuxième mouvement, sur l'enquête qui donne à voir la faiblesse de l'usage de l'anglais et interroge l'existence d'une « minorité anglophone » dans ce pays. Dans un troisième temps, nous nous interrogerons sur les droits linguistiques des anglophones et leurs volontés parfois sécessionnistes face à une superstructure francophone qui domine la vie politique camerounaise malgré un plurilinguisme favorisé.

### **Références**

CONSTITUTION DU CAMEROUN DU 2 Juin 1972 Révisée Par La Loi Constitutionnelle Du 18 Janvier 1996.

BILOA EDMOND (2006), *Le Français En Contact Avec L'anglais Au Cameroun*, Muenchen, Lincom, 194 Pages.

BILOA EDMOND (2003), « Le Bilinguisme Officiel Au Cameroun Est-Il Un Facteur D'intégration Nationale Ou De Fragmentation ? », *Revue Intel'actuel De Lettres Et Sciences Humaines*, Dchang University Press, N°2/2003.

BRETON ROLAND (2006), *Horizons Et Frontières De L'esprit, Comprendre Le Multiculturalisme*, Marseille, Le Mot Et Le Reste, 340 Pages.

ECHU GEORGES (2006), *Bilinguisme Officiel Au Cameroun : Du Mythe À La Réalité*, In Biloa Edmond (2006), *Le Français En Contact Avec L'anglais Au Cameroun*, Muenchen, Lincom, 194 Pages.

ESSONO JEAN-MARIE (2001), « Le Cameroun Et Ses Langues » In *Cameroun 2001, Politique, Langue, Economie Et Santé*, Parismontréalbudapest : Etudes Africaines L'harmattan, 178 Pages.

FITOURI CHADLY (1983), *Biculturalisme, Bilinguisme Et Éducation*, Paris, Delachaux Et Niestlé, 298 Pages.

*Géopolitique De La Langue Française*, Hérodote, Revue De Géographie Et De Géopolitique, 3<sup>ème</sup> Trimestre 2007, Numéro 126, 188 Pages.

*Géopolitique Des Langues*, Géopolitique, Revue Internationale De Géopolitique, Novembre, Décembre 2007, Janvier 2008, Numéro 100, Puf, Pages.

NDEMBOU SAMUEL (2001), « La Question De La Souveraineté Nationale Dans La Partie Septentrionale Du Cameroun » In *Enjeux*, Revue De Géopolitique En Afrique Centrale, N°6, Janvier/Mars 2001.

Ning YE- Zhejiang University and China University of Political Science and Law (China)

[chengle163@hotmail.com](mailto:chengle163@hotmail.com)

### ***Approaches to “ordinary residence” a sociosemiotic construction***

This paper analyses a landmark case on ordinary residence in Hong Kong - the Evangeline Banao Vallejos case, the ruling was handed down on 30 September 2011 for the applicant - a Philippine domestic helper who has lived in Hong Kong for more than twenty years. The Court claimed to use the common law approach – a “natural and ordinary” approach to the interpretation of “ordinary residence” and declared the unconstitutionality of the restrictions imposed by the Department of Immigration of Hong Kong on the imported foreign domestic helpers in their seeking permanent residency in Hong Kong. One of the key arguments in the Court’s ratio decidendi is that a “natural and ordinary approach” is inherently related to the common law system. This study examines some reported cases on ordinary residence in the purpose of examining the approaches used therein and surveys the approaches to legal interpretation adopted in the common law jurisdictions via literature review. The findings show that the approaches to legal interpretation are not necessarily constrained by the legal systems rather a mechanism for the courts to solve the case-to-case disputes, and that the adoption of a specific approach in a particular case is a socio-semiotic rather than a purely jurisprudential operation. The nature in legal interpretation therefore often involves how to strike balance between different social actors.

---

Ó Flatharta, Peadar - Dublin City University (Ireland)

[peadar.oflatharta@dcu.ie](mailto:peadar.oflatharta@dcu.ie)

### ***The delivery of language rights through Language Schemes-a critical review***

The Irish language is recognised in Bunreacht na hÉireann [The Constitution of Ireland] as the national and first official language and provisions to support the language are to found in c.120 specific enactments in Irish legislation. In 2007 the Irish language was designated an official working language of the European Union.

In 2003 the Irish Government enacted the Official Languages Act to ensure better availability and a higher standard of public services through Irish. This was to be principally achieved by placing a statutory obligation on Departments of State and public bodies to make specific provision for the delivery of such services in a coherent and agreed way. This obligation is known as a “language scheme”. The concept of a “language scheme”, a quasi-legal contract between the Ministry and the public body, was first brought into law in Wales with the Welsh Language Act 1967 and 1993. The language scheme details the extent the public body will deliver services in the target language to the citizens. Language schemes are also central to the operation of the Gaelic Language (Scotland) Act of 2005. This paper will critically review the language schemes as a vehicle for service delivery based on the evidence over 10 years of the operation of the Official Languages Act 2003, Ireland. The paper will also refer to a lesser degree to other analogous cases, most notably Scotland and Wales. As the Office of the Language Commissioner is charged with ensuring that the schemes are implemented the paper will review the data provided by the Language Commissioner in 10 annual reports and other publications to the resignation of Ireland’s first Language Commissioner, Mr Seán Ó Cuirreáin in 2013. The final section of the paper will present a view based on the data, and considering the move away from the schemes in Wales, as to the strengths and weaknesses of language schemes as instruments for the delivery of language rights to citizens.

### **Références**

- Ó FLATHARTA, P., SANDBERG, S., & WILLIAMS, C.H. (2014). Act to Action. Implementing Language Legislation in Finland, Ireland and Wales. Dublin: Dublin City University. [www.doras.dcu.ie/19655/1/FromActtoAction2014.pdf](http://www.doras.dcu.ie/19655/1/FromActtoAction2014.pdf)
- WALSH, J. (2012) Language policy and language governance: a case-study of Irish language legislation. *Language Policy* 4: 323-341.
- WALSH, J., & MCLEOD, W. (2008) An overcoat around an invisible man? Language legislation and language revitalisation in Ireland and Scotland. *Language Policy* 7: 21-46.
- WILLIAMS, C. (2013). *Minority language promotion, protection and regulation: the mask of piety*. Language and Globalization. Basingstoke: Palgrave Macmillan

WILLIAMS, C.H., & Ó FLATHARTA, P. (2013). The office of Language Commissioner, Ireland. The Impact of the Commission on Language Policy and Official Strategy. In Law, Language and the Multilingual State. Proceedings of the 12th International Conference of the International Academy of Linguistic Law. Editors: Claudine Brohy, Theodoros du Plessis, Joseph-G. Turi and José Woehrling. SUN MeDIA, 291-312.

---

Ouhassine, Chahrazed Meryem - Université de Tlemcen (Algérie)

[ouha.chahrazed89@gmail.com](mailto:ouha.chahrazed89@gmail.com)

### **L'affichage plurilingue urbain en Algérie entre institutions et représentations : quelles perspectives d'aménagement linguistique?**

«L'Algérie est un pays plurilingue»: cette affirmation dont de nombreux linguistes usent et abusent n'est plus à réfuter ni à remettre en question. En revanche, ce qui serait à explorer ce sont les différentes facettes à travers lesquelles se manifeste ce plurilinguisme de fait ainsi que les remous qu'il génère. Dans le cadre de notre communication, nous avons choisi de mettre en relief les différentes langues affichées dans les espaces urbains algériens tout en les mettant en relation avec la réalité des statuts institutionnels accordés à chacune d'entre elles. En d'autres termes, nous parlerons du rapport *in vivo* / *in vitro* (CALVET, 2002). En sachant que la coexistence de plusieurs langues, en l'occurrence l'arabe algérien l'arabe standard et le français, n'a jamais été anodine, nous interrogerons les consommateurs visuels de l'affichage urbain sur leur propre perception du brassage linguistique qui leur est donné à voir. Enfin, après analyse de ces deux points primordiaux, nous aborderons, à partir des résultats de notre enquête de terrain, les perspectives d'aménagement possibles pour gérer les langues présentes en Algérie, ce sera donc une façon de revenir sur la politique d'arabisation mise en œuvre dans les années 80 puisque rappelons-le, la sociolinguistique urbaine se veut être avant tout une sociolinguistique d'intervention (BULOT, 2009).

Notre méthodologie sera centrée sur une analyse sociolinguistique d'un corpus d'affichage regroupant essentiellement des enseignes publicitaires et des enseignes commerciales. En contre partie, nous analyserons les propos des consommateurs visuels à travers des entretiens semi-directifs à visée compréhensive et exploratoire pour dégager leurs représentations vis-à-vis des langues qui les entourent. Cette double exploration nous permettra d'envisager un aménagement linguistique des villes algériennes qui puisse être plus adapté à la complexité de leur réalité sociolinguistique.

### **Références**

- BULOT, T. (Dir.): « Introduction : sociolinguistique de l'urbanité et intervention » in, *Cahiers de linguistique, Revue sociolinguistique et de sociologie de la langue française* : Sociolinguistique urbaine des zones créolophones, 2008 [2009], pp 3-8.
- CALVET, L. J. (1999): *Pour une écologie des langues du monde*, Paris, Plon.
- CALVET, L.J. (2002): *Le marché aux langues : les effets linguistiques de la mondialisation*, Paris, Plon.
- GRANDGUILLAUME, G. (1991):«Arabisation et langues maternelles dans le contextenational au Maghreb » in, *soc. lang*, n°87, Walter de Gruyter. pp 45-54.
- MILLER, C. & GERMANOS, M-A. : « Introduction. Sociolinguistique urbaine en domaine arabophone : quels enjeux ? » in, *Langage et Société*, 2011/04 n°138, p5-19. DOI 10.3917/IS.138.0005.
- TALEB-IBRAHIMI, K. (2004) : « L'Algérie : coexistence et concurrence des langues » in, *L'Année Du Maghreb*, 2004, CNRS Editions, pp 208-218.

---

Sulaiman Palizhati - Lycée Baudimont

Le problème des langues et des systèmes d'écriture des minorités demeure encore de nos jours, une des questions de politique sociale et culturelle les plus importantes dans beaucoup de pays multiethniques.

La Chine est un pays qui regroupe 56 nationalités dans lequel la population de langue chinoise, les Han, forme une forte majorité : plus de 93% de la population. Les 55 autres nationalités sont considérées comme des

minorités nationales. Parmi ces dernières, presque neuf millions d'Ouïgours vivent dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang qui recouvre un sixième du territoire chinois.

Depuis 1956 jusqu'en 1982, pour des raisons politiques, la population ouïgoure a subi trois changements successifs de son système alphabétique. Ces réformes, étroitement liées à la politique officielle, définissent cinq périodes historiques séparées par des moments de transition.

De 1956 à 1958, c'est la période du système alphabétique cyrillique ouïgour. Les Ouïgours doivent bondonner son écriture ouïgoure sur la base de l'écriture arabe en respectant les règles de la langue ouïgoure.

Depuis la fin de 1958 jusqu'en janvier 1960, les ouïgours sont perdus entre trois écritures: écriture arabe, écriture cyrillique et écriture latine.

De 1960 à 1982, le système alphabétique latin ouïgour est utilisé.

De 1982 à 1985, deux écritures cohabitent.

De 1985 à nos jours, on a retenu le système alphabétique moderne ouïgour.

Et ce n'est peut-être pas terminé. En effet, on peut aussi ajouter que depuis une dizaine d'années, des intellectuels ouïgours réfléchissent à un nouveau retour à l'écriture latine. De fait, la génération au pouvoir actuellement a été scolarisée dans l'alphabet latin, et elle est certainement attachée sentimentalement à cette écriture latine qu'elle considère comme son alphabet naturel.

Dans tous changements Imposés au peuple ouïgour, quels furent leurs droits?

De quelles manières se mettaient en place ces changements?

Quelles étaient les lois sur les langues officielles?

Quelles étaient les langues dans les administrations? au travail?

Quelles étaient les obligations légales de se soumettre à ces changements?

Toutes ces questions sont l'objet de notre séminaire.

---

Pedley, Malika - Université Montaigne De Bordeaux (France)

[Malika.Pedley@Live.Fr](mailto:Malika.Pedley@Live.Fr)

### ***Designner les langues autres que l'anglais au royaume-uni: usages et représentations des notions***

La situation sociolinguistique du Royaume-Uni est aujourd'hui marquée par une dichotomie: un monolinguisme assumé face à un multilinguisme avéré. La place de l'anglais en tant que langue internationale explique le fait que l'apprentissage d'une ou plusieurs langues autres que la langue de l'Etat ne soit jugé que d'importance relative dans la société britannique. Le plurilinguisme n'est pas de rigueur. En parallèle de ce monolinguisme souvent critiqué, le caractère multilingue du Royaume-Uni reste indéniabable: nombreux sont les citoyens plurilingues qui ont hérité de langue(s) autochtone(s) ou allochtone(s). Pour désigner ces langues autres que l'anglais (« languages other than English ») tout en tenant compte des critères identifiés qui les distinguent ou qui les rapprochent, de nombreux termes sont venus enrichir le champ sémantique de « minority language ». L'étude des lexiques émanant de nos corpus de textes juridiques et linguistiques nous permettra de présenter une vision globale de la diversité linguistique du Royaume-Uni, telle qu'elle est perçue et conçue par les instances politiques et scientifiques: les termes foisonnant dans ce champ se superposent, dénotant différentes perspectives éducatives (« community languages »), intégratives (« other languages of England»), distinctives (« autochthonous languages »/« allochthonous languages »), et imprégnées de la terminologie européenne (« lesser used languages », « additional languages », « regional or minority languages »). Afin de compléter cette étude, nous nous intéresserons aux représentations que ces notions peuvent véhiculer au sein de la société britannique. Nos premiers entretiens oraux semi-guidés ont montré que les citoyens plurilingues utilisent peu le métalangage du champ des langues minoritaires et désignent leur langue par des glossonymes. Or, une fois exposés aux différentes notions des lexiques, ils témoignent volontiers leurs préférences qu'ils argumentent selon des connotations qui font écho à la situation de la langue revendiquée. Ainsi s'esquissent des rapports perçus entre langues en présence et entre langue(s) et territoire(s) – tant de points de vue à confronter avec l'approche holistique du multilinguisme perceptible au travers de la catégorisation juridique et linguistique des langues du RoyaumeUni.

Premier Congrès Mondial des Droits Linguistiques XIVe Conférence internationale de l'Académie Internationale de Droit Linguistique IXes Journées des Droits Linguistiques Teramo, Italie, du mardi 19 au samedi 23 mai 2015.

### **Références**

ALLADINA, S. & EDWARDS, V. (1991), multilingualism in the british isles : africa, asia and the middle east (vol.2), london: longman.

- BAKER & EVERSLEY (2000), multilingual capital : the languages of london's schoolchildren and their relevance to economic, social and educational policies. London: battlebridge publications.
- BLAIR, P., 2014, "la notion de langues régionales et/ou minoritaires au conseil de l'europe", identifier et catégoriser les langues minoritaires en europe, bordeaux: maison des sciences de l'homme d'aquitaine.
- C.O.E., 2007, second report of the committee of experts in respect of united kingdom, european charter for regional or minority languages.
- EXTRA, G. & D. GORTER (eds.), 2001, the other languages of europe. Demographic, sociolinguistic and educational perspectives, clevedon : multilingual matters.
- GRIN, F. (1995), "combining immigrant and autochthonous language rights : a territorial approach to multilingualism", in skutnabb-kangas (eds) linguistic human rights, berlin : de gruyter, 31-48. L.m.p. (linguistic minorities project), 1985, the other languages of england, london :
- ROUTLEDGE & KEGAN. MCPAKE, J. (2002), "mapping the languages of edinburgh", scotland seed project 6, scottish cilt, university of stirling, u.k. [final report]
- O.N.S. (office for national statistics), 2013, « 2011 census : quick statistics for england and wales, march 2011», ons statistical bulletin, available online : [http://www.ons.gov.uk/ons/dcp171778\\_290685.pdf](http://www.ons.gov.uk/ons/dcp171778_290685.pdf)
- parliament house of commons (1985) education for all: final report of the committee of inquiry into the education of children from ethnic minority groups. {chair: lord swann} london: hmso.
- STRATILAKI SOFIA, 2011, discours et représentations du plurilinguisme, francfort : peter lang.
- WILLIAMS, C. (ed.), 2000, language revitalization: policy and planning in wales, cardiff, university of wales press.

---

Pepe, Vincenzo - Seconda Università degli Studi di Napoli (Italia)

[vinpepe2@yahoo.it](mailto:vinpepe2@yahoo.it)

### ***Biodiversità culturale, diritti linguistici ed identità***

Le scienze naturali si sono occupate sempre con maggiore attenzione del problema della tutela della biodiversità, ovvero del fenomeno dell'«estinzione», nel senso di perdita improvvisa e considerevole di variabilità. Nelle politiche di protezione ambientale, la tutela della diversità biologica implica non solo la protezione della flora e della fauna in via di estinzione, ma anche la protezione della biodiversità umana, la quale, al fine di garantire un ecosistema in equilibrio, deve essere anch'essa oggetto di specifica tutela, in quanto l'uomo, quale essere vivente, è parte integrante dell'ambiente naturale. Per biodiversità umana deve intendersi la diversità in termini di sesso, razza, etnia, cultura, lingua, religione, tradizioni e stili di vita degli esseri umani, tutti elementi che vanno tutelati al pari degli altri fattori ambientali, dato che, spesso, anche essi sono a rischio di estinzione. Il rapporto uomo-natura, perciò, rappresenta un aspetto imprescindibile nella concreta gestione degli strumenti di protezione ambientale, soprattutto alla luce del fatto che l'ambiente è influenzato anche dagli elementi immateriali della cultura e dello stile di vita delle comunità locali. La diversità delle culture locali merita tutela anche perché rappresenta l'identità di uno specifico ambiente sociale e culturale, le cui trasformazioni concorrono, insieme alle variazioni naturali in senso stretto, a modificare lo stesso paesaggio di un territorio. La lingua è uno dei fattori più importanti della diversità culturale, poiché rappresenta una delle manifestazioni più vigorose della cultura e dell'identità di una comunità. Nell'era della globalizzazione, a causa delle spinte uniformanti ed omologanti dei processi economici, le lingue a rischio di estinzione sono diventate sempre più numerose, con il pericolo di un generale impoverimento del patrimonio culturale mondiale. La tutela delle lingue nazionali e locali, quindi, rappresenta un dovere non solo delle singole comunità a cui tali idiomi appartengono, qualora esse vogliano preservare la propria matrice identitaria, ma anche dell'intera comunità internazionale.

The conservation of biological diversity involves not only the protection of endangered animal and plant species, but also the protection of human biodiversity. The environment, indeed, is also influenced by intangible elements such as culture and lifestyle of local peoples. These elements constitute the identity of a community. The language is one of the most important factors of cultural biodiversity and should be subject to special protection because, owing to globalization and its pressures towards uniformity, the endangered languages have become more and more numerous, with the danger of a general impoverishment of the world cultural heritage.

### Références

- AMIRANTE, D., DE FALCO, V., (a cura di), *Tutela e valorizzazione dei beni culturali: aspetti sovranazionali e comparati*, Torino, 2005.
- HANNERZ, U., *La diversità culturale*, Bologna, 2008.
- LEVI-STRAUSS, C., *Razza e storia e altri studi di antropologia*, Torino, 1979.
- PEPE, V., *Il paesaggio culturale e naturale e il patrimonio mondiale dell'umanità*, in A. Catelani, S. Cattaneo (a cura di), *I beni e le attività culturali*, Trattato di Diritto Amministrativo, diretto da G. Santaniello, vol. XXXIII, Padova, 2002.
- PEPE, V., *Fare ambiente. Teorie e modelli giuridici di sviluppo sostenibile*, Milano, 2008.
- SAGGIOMO, C., *Lingue e linguaggi come contaminazioni fra culture: la lingua francese come laboratorio epocale*, Salerno, 2005.
- TAYLOR, C., HABERMAS, J., *Multiculturalismo. Lotte per il riconoscimento*, Milano, 2010.

---

Plessis, Theodorus - University of the Free State, Bloemfontein (South Africa)

[dplessit@ufs.ac.za](mailto:dplessit@ufs.ac.za)

#### ***Comparing language laws from a sociolinguistic point of view. The South African Languages Bill, 2003 versus the Use of Official Languages Act, 2012***

During the debate that led to the adoption of the Use of Official Languages Act, 2012, criticism was levelled against the contents of its predecessor, the South African Languages Bill (SALB II), which was gazetted for public comment in October 2011. Critics regarded the SALB II as a severely watered-down version of its predecessor, the South African Languages Bill, 2003 (SALB I), gazetted for public comment in 2003 but withdrawn from the legal process in 2007. Critics claim that the latter draft was the “better bill” of the two. Essentially, this comparison presupposes a normative stance on what constitutes a “better” language law. But is the 2003 version really a better draft than its 2011 successor? And if so, on what grounds can one claim the former to be preferable to the latter?

The core question addressed by this paper, therefore, is that of how language laws can be compared, without necessarily adopting a normative approach in order to achieve this. A measuring instrument based on the typology of sociolinguistic principles of language legislation is proposed to make such a comparison possible. This instrument departs from the distinction made in the literature between institutionalising language legislation (legislation directed at ensuring the presence of designated languages in core domains of language use) and normalising language legislation (legislation directed at optimising the extension of use of designated languages in these and other domains of language use). By analysing the content of different language laws in terms of the typology of sociolinguistic principles of language legislation, where a distinction is made between structural and contextual principles of such legislation, the principal differences between these two broad categories of language legislation become clear. The degree to which these different principles are present can be measured in terms of a sliding scale, thereby providing a basis for a reasoned rather than a normative comparison.

This instrument is firstly tested by means of a comparison of four prototypical language acts. It is then applied to a comparison of the SALB I and SALB II. The paper will discuss the findings of this comparison in some detail.

The findings of this study have implications for further discussions of appropriate language legislation in South Africa. The study demonstrates the usefulness of a measuring scheme for making a relatively rational structural comparison of different language laws on the basis of the presence of core sociolinguistic principles of language legislation.

---

Santi Perera; Pilar Monreal; Josep M<sup>a</sup> Nadal; Francesc Feliu; Gemma Albiol - Universitat de Girona

#### ***Rappresentazioni sociali delle lingue: l'immagine sociale della lingua catalana***

Le lingue sono uno degli oggetti fondamentali della rappresentazione sociale, si potrebbe dire che sono il miglior esempio di elaborazione di conoscenze sociali attraverso l'interazione e il rapporto tra i gruppi. Le lingue

sono e incorporano modi di vedere il mondo, fanno parte delle pratiche gruppali e culturali, costruiscono simboli e descrivono comportamenti, sono veicolo per la costruzione di identità sociali e l'espressione di sentimenti; sono, nel senso dell'espressione di Wittgenstein, autentiche forme di vita. Lo studio della loro immagine sociale, di quello che rappresentano per i gruppi, ci permette accedere a una delle parti nucleari della rappresentazione sociale della lingua. Partendo dall'associazione libera di parole e l'analisi di corrispondenze multiple, descriviamo il contenuto dell'immagine sociale della lingua catalana in relazione all'identità sociale, in relazione ai sentimenti coinvolti, in relazione ai simboli nazionali e in relazione allo spazio personale dei parlanti. Questo studio è stato condotto su un campione di 364 studenti universitari provenienti da tre regioni catalane diverse.

---

Piergigli, Valeria - Università di Siena (Italia)

[valeria.piergigli@unisi.it](mailto:valeria.piergigli@unisi.it)

### ***Una minoranza linguistica non (ancora) riconosciuta: i rom e sinti in Italia***

Numerosi sono i documenti, non sempre dotati di forza giuridica vincolante, che le organizzazioni internazionali e sovranazionali (dall'ONU al Consiglio d'Europa all'OSCE fino alla Unione europea) hanno adottato, a partire dagli anni '60 del secolo scorso, per incoraggiare gli stati europei a realizzare politiche di tutela per le popolazioni di etnia rom e sinta. A quelle iniziative si deve aggiungere, specialmente negli anni recenti, il contributo della Corte europea dei diritti dell'uomo.

Diversamente dall'approccio seguito in alcuni paesi (es. Ungheria, Slovenia, Svezia), in Italia, rom e sinti (circa 160.000 persone) costituiscono ancora oggi una minoranza linguistica invisibile, in quanto non riconosciuta dal legislatore. In particolare, il Consiglio d'Europa ha manifestato, in diverse occasioni, la sua preoccupazione di fronte alla mancata esplicitazione, da parte del governo italiano, di rom e sinti quali gruppi minoritari meritevoli di tutela ai sensi della Convenzione-quadro per la protezione delle minoranze nazionali (ratificata dall'Italia nel 1997). A ciò si aggiunge lo sconcerto, espresso dal medesimo organismo, per la non ancora intervenuta ratifica della Carta europea delle lingue regionali o minoritarie e per l'esclusione delle minoranze rom e sinte dalla applicazione della legge generale di tutela delle minoranze linguistiche storiche.

La legge 482/999, infatti, ha completamente pretermesso nella stesura definitiva le popolazioni rom e sinte, in considerazione della mancanza di radicamento territoriale e della tendenza al nomadismo.

Dopo l'intervento legislativo del 1999, svariati progetti legislativi sono stati presentati vuoi per modificare la legge 482 mediante l'inserimento di rom e sinti tra i gruppi meritevoli di protezione, vuoi per l'introduzione di una disciplina *ad hoc* avente ad oggetto la condizione giuridica delle minoranze zingare ovvero rom, sinti e camminanti, tutti progetti per il momento rimasti senza esito.

Nell'ottica di un ripensamento complessivo della condizione giuridica di rom e sinti, si muove da ultimo il d.d.l. n. 770/2013 di iniziativa parlamentare. Si tratta, diversamente dalle proposte di legge del passato, di un provvedimento *ad hoc* che, al di là di alcune modifiche alla legge 482/1999, appare ritagliato sulle specifiche esigenze delle comunità rom e sinte da tutelare, le quali richiedono sia il riconoscimento come "minoranza linguistica" che la realizzazione di una serie di azioni positive, dirette a rimuovere obiettive situazioni di svantaggio mediante una tecnica di protezione di tipo prevalentemente personale, anziché territoriale come è quella utilizzata per le altre minoranze linguistiche presenti nel territorio nazionale.

### **Références**

- BONETTI P., SIMONI A., VITALE T. (a cura di), *La condizione giuridica di rom e sinti in Italia*, Milano, 2011;
- BRAVI L., SIGONA N., *Rom e Sinty in Italia. Permanenze e migrazioni*, in P. Corti, M. Sanfilippo (a cura di), *Storia d'Italia, Annali 24. Migrazioni*, Torino, 2009;
- CERMEL M., *Rom e Sinty, cittadini senza patria?*, in M. Cermel (a cura di), *Le minoranze etnico-linguistiche in Europa*, Padova, 2009;
- CHERCHI R., LOY G. (a cura di), *Rom e Sinty in Italia*, Roma, 2009;
- IMPAGLIAZZO M. (a cura di), *Il caso zingari*, Milano, 2008;
- MANCINI L., *Il debole riconoscimento giuridico di una minoranza: il caso degli zingari*, in *Diritto, immigrazione, cittadinanza*, n. 3/2001; MINISTERO DELL' INTERNO, *La pubblicazione sulle comunità sprovviste di territorio* ([www.interno.it/mininterno/export/sites/default/it/temi/minoranze/sottotema002.html](http://www.interno.it/mininterno/export/sites/default/it/temi/minoranze/sottotema002.html));



PIERGIGLI V., *I diritti culturali e dell'istruzione delle persone rom e sinte*, in P. Bonetti P., A. Simoni, T. Vitale (a cura di), *La condizione giuridica di rom e sinti in Italia*, cit.;

PIERGIGLI V., *Zingari d'Italia: il diritto (negato) alla identità culturale di una minoranza linguistica non (ancora) riconosciuta*, in *Studi in onore di Franco Modugno*, Napoli, 2011;

SIGONA N., *I confini del «problema zingari». Le politiche dei campi nomadi in Italia*, in T. Caponio, A. Colombo (a cura di), *Stranieri in Italia. Migrazioni globali, integrazioni locali*, Bologna, 2005.

---

Polge-Loi, Virginie - Université de Montpellier III (France)

[virginie.polgeloy@gmail.com](mailto:virginie.polgeloy@gmail.com)

L'accès à une « maîtrise des langues » choisie comme premier droit linguistique

Le Cadre Européen Commun de Référence est un document du Conseil de l'Europe qui définit les objectifs d'apprentissage des langues vers l'organisation d'une Europe plurilingue. Or, ce Cadre ne semble pas faire des apprenants de véritables acteurs de leur formation ; pour au moins quatre raisons.

D'abord, on y trouve une volonté politique affichée d'orienter l'apprentissage des langues vers la formation de citoyens européens « coopératifs » et « unis ». Sous le prétexte de la défense de la diversité, une citoyenneté modèle est paradoxalement imposée.

Ensuite, les objectifs de l'orientation interculturelle choisie se limitent à une liste de comportements, savoir-être ou savoir-faire, visés directement par les enseignements ; et ce, indépendamment de leur rapport avec la langue et la communication, pourtant objets de l'enseignement des langues.

Quant au plurilinguisme, il apparaît comme un allègement des contenus linguistiques, troquant une connaissance approfondie d'une seule langue étrangère, contre celles, plus basiques, de plusieurs langues. De faibles compétences sont considérées comme suffisantes pour réussir une tâche commune.

C'est aussi ce que semble montrer, enfin, la perspective actionnelle, focalisée sur la réussite de la tâche collective. Mais, cette focalisation sur les résultats de l'action a pour conséquence d'oublier la place que les individus tiennent dans le groupe, tout autant que la communication dans sa dimension interactive, que nécessite la genèse d'une action.

Il en découle un enseignement de la langue dépourvue de ses dimensions pragmatiques ; ce qui semble contre-productif quand on vise action et coopération par l'apprentissage des langues.

La légitimité du CECR n'est pas clairement établie mais il s'est imposé comme modèle pour des diplômes officiels. Pourtant, il ne représente qu'une facette de l'apprentissage des langues et du multilinguisme, qui pourraient aussi se concevoir autrement.

En tant qu'acteur de l'éducation, n'est-ce pas à nous de discuter des possibilités d'un droit de regard sur les objectifs des politiques linguistiques, du bas vers le haut ?

### Références

BRUNO MAURER, *Enseignement des langues et construction européenne : le plurilinguisme nouvelle idéologie dominante*, Paris, Archives contemporaines, 2011.

GERMAIN SIMONS, « Le cadre mange-t-il la peinture ?, Risque du développement d'une pensée unique dans le domaine de l'enseignement des langues étrangères en Europe », *Puzzle*, 29, CIFEN, ULG, 2011.

CONSEIL DE L'EUROPE, *Un Cadre européen commun de référence pour les langues: apprendre, enseigner, évaluer*, Paris, Didier, 2001.

---

Puolato, Daniela - Università di Napoli Federico II (Italia)  
[daniela.puolato@unina.it](mailto:daniela.puolato@unina.it)

### ***L'(in)sécurité linguistique et les locuteurs francoprovençaux de l'Italie du Sud.***

Reliant diachronie et synchronie, l'étude se donne pour objectif d'observer, sous l'angle de la notion d'(in)sécurité linguistique, les dynamiques de minoration/majoration des langues (Blanchet 2005) dans les minorités francoprovençales des Pouilles. L'(in)sécurité linguistique, dans ses multiples manifestations (Labov 1966 ; Francard 1989, 1993 ; Calvet 1999 ; Moreau 1996 ; Bretegnier 1996, 2002), trouve sa source dans les rapports de force entre les variétés de langues en coexistence (dans notre cas l'italien, le francoprovençal et les dialectes locaux), au sein des conflits entre normes endogènes et exogènes. L'(in)sécurité linguistique est cependant soumise aux contingences historiques, socio-politiques et culturelles et ne constitue donc pas une condition objective et immuable d'un groupe ou d'un individu. Faeto et Celle di San Vito offrent, à cet égard, un exemple intéressant.

Par effet des actions de politique linguistique des dernières années, une vision précédemment « minorisante » a cédé la place à une conception de la langue alloglotte qui la valorise (le francoprovençal, autrefois qualifié de « dialecte », est, de nos jours, désigné sous le nom de « langue », Puolato 2013). L'appartenance à une minorité linguistique relève aujourd'hui d'une discrimination positive où la « diversité » ethnolinguistique devient la vraie valeur ajoutée.

Dans de telles conditions, quels sont actuellement les signes diagnostiques d'un malaise linguistique et/ou identitaire, apparemment presque disparu à Faeto et Celle ? Comment l'(in)sécurité linguistique se manifeste-elle à l'égard du francoprovençal, une variété à forte connotation symbolique, mais qui ne possède aucune norme de référence, sinon le « mythe » d'une variété archaïque et « pure » ? Encore faut-il considérer que les mesures de protection et valorisation du francoprovençal se heurtent, à l'époque actuelle, à une érosion des compétences dans cette langue. L'introduction du francoprovençal à l'école et les tentatives de codification sont-elles en mesure de contraster une transmission intergénérationnelle de plus en plus faible ?

L'analyse s'appuie sur des données recueillies à l'aide d'un questionnaire semi-dirigé lors de deux enquêtes de terrain menées auprès de 83 locuteurs Faetani et Cellesi. La réflexion autour de l'(in)sécurité linguistique se fait à travers la prise en compte de plusieurs traits de minoration/majoration relevant du discours épilinguistique des interviewés (Puolato 2010, 2011), mais aussi de leur compétences linguistiques (corpus semi-spontané en francoprovençal). Nous souhaitons donner notre contribution aux études micro-linguistiques concernant les minorités linguistiques et, en particulier, la notion d'(in)sécurité linguistique de par sa nature polymorphe et changeante.

### **Références**

- BLANCHET Ph., 2005, « Minorations, minorisations, minorités : essai de théorisation d'un processus complexe », dans D. Huck et Ph. Blanchet (éds), *Minorations, minorisations, minorités. Études exploratoires, Cahiers de Sociolinguistique* 10, p. 17-47.
- BRETEGNIER A., 1996, « L'insécurité linguistique : un objet insécurisé ? », dans D. De Robillard et M. Beniamino (éds), *Le français dans l'espace francophone*, tome 2, Paris : Champion, 903-923.
- BRETEGNIER A., 2002, « Vers la construction d'une modélisation de la sécurité/insécurité linguistique », dans A. Bretegnier et G. Ledegen (éds), *Sécurité/insécurité linguistique : terrains et approches diversifiées*, Paris : L'Harmattan, 123-151.
- CALVET J.-L., 1999, *Pour une écologie des langues du monde*, Paris: Plon.
- FRANCARD M., 1989, « Insécurité linguistique en situation de diglossie ; le cas de l'Ardenne belge », *Revue québécoise de linguistique théorique et appliquée* 8, p. 133-163.
- FRANCARD M. (en collaboration avec J. Lambert et F. Masuy), 1993, *L'insécurité linguistique en Communauté française de Belgique*, Bruxelles : Service de la langue française (collection *Français & Société* 6).
- LABOV, W., 1966, *The Social Stratification of English in New York City*, Washington : Center for Applied Linguistics.
- MOREAU M.-L., 1996, « Insécurité linguistique : pourrions-nous être plus ambitieux ? Réflexion au départ de données camerounaises, sénégalaises et zairoises », dans Cl. Bavoux (éd.), *Français régionaux et insécurité linguistique*, Actes de la Deuxième Table Ronde du Moufia, 23-25 septembre 1994, Paris/Saint Denis : L'Harmattan et Université de la Réunion, p. 103-115.
- PUOLATO D., 2010, « Lingua, dialetto e identità: percezioni e rappresentazioni della enclave francoprovenzale di Faeto », *Bollettino Linguistico Campano* 18, 43-79.

PUOLATO D., 2011, « Intrecci storici, linguistici ed identitari nella minoranza francoprovenzale di Celle di San Vito », *Bollettino Linguistico Campano* 19/20, 91-149.

PUOLATO D., 2013, « Les appellations de la langue minoritaire à Faeto et à Celle di San Vito (Pouilles) : valeurs identitaires et idéologiques », dans C. Alén Garabato (éd.), *Gestion des minorités linguistiques dans l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle*, Limoges : Lambert-Lucas, 179-191.

---

Quenot, Sébastien - Université de Corse

squenot@gmail.com

[sebastien.quenot@ct-corse.fr](mailto:sebastien.quenot@ct-corse.fr)

***Sortir de la minorité par la coofficialité de la langue corse : méthode et objectifs d'un processus politique***

La Corse bénéficie d'une forte notoriété dans le monde pour ses sites naturels. Fragiles, leur équilibre est aujourd'hui menacé du fait de leur surfréquentation. Les langues en danger sont menacées de disparition pour la raison inverse, à savoir leur sous-fréquentation. Dans les deux cas, des politiques publiques sont mises en œuvre afin de préserver le patrimoine et promouvoir la diversité et la créativité. En matière de politique linguistique, il s'agit de prévoir un cadre juridique permettant et encourageant la pratique du corse dans tous les secteurs de la vie sociale. Le corse doit se doter des moyens d'exister dès la génération prochaine, sauf à disparaître à jamais. C'est consciente de cet enjeu vital et de cette responsabilité historique que depuis 2005, l'Assemblée de Corse travaille dans la concertation afin de construire un consensus pour la langue en se détachant des discours émis depuis Paris sur les langues régionales. Le 17 mai 2013, aucun élu de l'Assemblée n'a voté contre le projet de coofficialité, 36 l'ont approuvé. Nous présenterons dans une première partie un état des lieux de la vitalité de la langue corse (Enquête sociolinguistique Avril 2013). Ensuite, nous aborderons les enjeux liés à la coofficialité ainsi que le processus en cours afin que le corse se dote des moyens juridiques et linguistiques de son développement, notamment les discussions concernant la planification Lingua 2020 avec un vaste panel d'acteurs sociaux dans le cadre de réunions de concertation et de consensus.

**Références**

BOYER J-L., 2004, *Langues et contacts de langues dans l'aire méditerranéenne*, L'harmattan, Paris.

DUBET F., 2002, *Le déclin de l'institution*, Seuil, Paris.

KYMLICKA W., 2003, *La voie canadienne. Repenser le multiculturalisme*, Boréal, Montréal.

OTTAVI P., 2013, « L'éducation bi/plurilingue en Corse, offre scolaire pour tous ou alternative pour l'école marchande ? », Journée d'étude sur l'École démocratique, Université de Corse – UMR LISA 6240.

COLONNA R., 2011, *Transformations diglossiques. L'exemple corse*, Thèse soutenue le 10 novembre 2011, Université de Corse.

QUENOT S., 2010, *Structuration de l'École bilingue en Corse : Processus et stratégies scolaires d'intégration*, Thèse soutenue le 10 décembre 2010, Université de Corse, disponible sur : [www.hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/55/55/84/PDF/These\\_structuration\\_ecole\\_bilingue\\_quenot.pdf](http://www.hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/55/55/84/PDF/These_structuration_ecole_bilingue_quenot.pdf)

Reguigui, Ali - Hien, Amélie - Université Laurentienne de Sudbury Ontario(Canada)

[AReguigui@laurentian.ca](mailto:AReguigui@laurentian.ca)

[AHien@laurentian.ca](mailto:AHien@laurentian.ca)

***Droits, lois et aménagement linguistiques de l'Ontario. Histoire, réalités et illusions***

L'Ontario, la province la plus peuplée du Canada et dont la minorité francophone constitue la minorité la plus importante au Canada, connaît depuis plusieurs décennies des mouvements populaires de revendication du droit à l'éducation en langue française.

Cette communication présente un portrait historique et actuel des conditions sociales, démographiques et économiques, politiques, linguistiques et culturelles entourant l'émergence des droits, des lois et des politiques d'aménagement linguistiques en Ontario. Une attention particulière sera accordée à ces lois et politiques dans les textes et dans les faits tout en faisant des parallèles et des comparaisons avec d'autres minorités canadiennes. Le corpus sera constitué des textes de lois de même que des textes des politiques d'aménagement linguistique parues en 2004 et en 2011. Il sera constitué aussi d'une enquête sur le terrain auprès de parents et d'étudiants des systèmes scolaires du secondaire, du collégial et de l'universitaire, de même qu'auprès des organismes communautaires. Cette enquête aura pour but de recueillir et d'analyser la perception des membres de la minorité de ces politiques, de la distance parcourue et du fossé qui sépare encore ces politiques des aspirations de la minorité.

**Références**

- BOISSONNEAUT, J. ET REGUIGUI, A. (2014). Langue et territoire. Études en sociolinguistique urbaine/ Language and Territory. Studies in Urban Sociolinguistics. Sudbury, Série monographique en sciences humaines 15 / Human Sciences Monograph Series 15.
- CARDINAL, L. (2008). Bilinguisme et territorialité : les enjeux de l'aménagement linguistique au Canada et au Québec. *Hermès*, 51, 133–139.
- GILBERT, A. (2001). « Le français au Canada, entre droits et géographie ». *The Canadian Geographer/Le Géographe Canadien*, 45(1), 173–179.
- GOVERNEMENT DE L'ONTARIO. (2011). Politique d'aménagement linguistique de l'Ontario pour l'éducation postsecondaire et la formation en langue française.
- GOVERNEMENT DE L'ONTARIO. (2004). Politique d'aménagement linguistique de l'Ontario pour l'éducation en langue française.
- HIEN A. ET GIROUX M. (2013). La Loi sur les services en français de l'Ontario et le domaine de la santé : le cas de la Ville du Grand Sudbury, dans *Plurilinguisme et monde du travail. Professions, opérateurs et acteurs de la diversité linguistique. Actes des Cinquièmes Journées des Droits Linguistiques*, Giovanni Agresti et Cristina Schiavone (dir.), *Lingue d'Europa e del Mediterraneo* p. 177-195.
- HIEN, A. ET LAFONTANT J. (2013). Iniquités de santé en milieu minoritaire : diagnostic de la situation chez les immigrants francophones de Sudbury, dans *Revue canadienne de santé publique*, Vol. 104, No. 6 (Supplément 1), p.75-78
- LANDRY, R., ALLARD, R., & DEVEAU, K. (2007). Profil sociolinguistique des élèves de 11e année des écoles de langue française de l'Ontario : Outils de réflexion sur les défis de l'aménagement linguistique en éducation. Moncton, Nouveau-Brunswick: Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.
- LEBLANC, M. (2008). « De l'aménagement linguistique à la politique linguistique : le contact des langues au travail en milieu minoritaire acadien ». *Linguistica Atlantica*, 29, 79–99.
- MARTEL, A. (1997). « Droit éducatif et aménagement des langues : l'article 23 de la Charte canadienne des Droits et Libertés (1982) est-il réparateur ? » *Canadian Ethnic Studies*, 29(1), 59–80.
- MARTEL, A. (2001). Droits, écoles et communautés en milieu minoritaire, 1986-2002 : analyse pour un aménagement du français par l'éducation. Ottawa, Ontario: Commissariat aux langues officielles.
- REGUIGUI, A. ET BOISSONNEAULT, J. (2014). Langue et territoire. Études en aménagement linguistique / Language and territory. Studies in Language Planning. Sudbury, Série monographique en sciences humaines 14 / Human Sciences Monograph Series 14.

Ribierre Dubile, Nathalie - Université Bordeaux 2 (France)

[nathalie.dubile@free.fr](mailto:nathalie.dubile@free.fr)

### Et si l'école élémentaire dépassait le «monolinguoculturalisme»?

Nous nous proposons, dans cette communication, de partager notre double expérience de doctorante en didactique des langues/cultures à l'Université de Bordeaux et de professeur des écoles dont l'une des préoccupations majeures est le développement du plurilinguisme/pluriculturalisme dans la classe, bravant ainsi le poids de l'Institution et des programmes qui imposent de manière sous-jacente l'enseignement de l'anglais en dépit des volontés européennes de développer la diversité linguistique.

En effet, notre sujet de recherche concerne les stratégies d'apprentissage des enfants plurilingues et dans ce cadre nous partons des biographies langagières des enfants plurilingues et de leurs représentations de la langue (représentation de soi, des autres et regards des autres sur cette compétence «extra-ordinaire»). Nous proposons alors des ateliers d'éveil aux langues afin d'observer les transferts de langue et les stratégies liées à la proximité linguistique. L'apprentissage des langues est alors dédramatisé et l'école élémentaire devient porteuse d'ouverture.

En complément (et non en parallèle) nous mettons en place des «Didactiques Dites Non Linguistiques» (désormais DDNL) afin de valoriser les enfants dont l'identité plurielle n'est pas mise en exergue voire niée, à l'école en particulier et dans l'environnement social de l'enfant en général. Ces DDNL proposent d'étudier des disciplines scolaires telles que les sciences ou les mathématiques dans des langues autres que le français afin de permettre à chacun de développer une culture et une vision des langues qui ne soit pas «monolinguoculturaliste» (reproche fait régulièrement à la communauté enseignante française).

---

Riel-Salvatore, Hélène

[helene.riel-salvatore@mcgill.ca](mailto:helene.riel-salvatore@mcgill.ca)

Lussier, Denise

[denise.lussier@mcgill.ca](mailto:denise.lussier@mcgill.ca)

Université McGill et Université du Québec, Montréal (Canada)

### ***En soutien à la minorité d'expression anglaise au Québec pour un accès équitable aux soins de santé et aux services sociaux: les profils de compétence linguistique, un outil pour la formation des professionnels de la santé***

Le Projet de formation et de maintien en poste (Projet THRP ou Projet McGill), financé par Santé Canada, contribue aux efforts du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec (MSSS) visant à s'assurer que la communauté d'expression anglaise de la province, où le français est la langue officielle, jouisse d'un accès équitable dans sa propre langue à une gamme complète de services de santé et de services sociaux. Dans cette perspective, le Projet McGill, ayant pour objectif la formation et le maintien en poste des professionnels de la santé, s'est vu confier le mandat de développer des profils et des tests de compétences linguistiques en anglais langue de la santé à l'intention des infirmières et des infirmiers. S'inspirant des dernières recherches sur la communication efficace et sécuritaire dans le domaine de la santé ainsi que des pratiques exemplaires en matière de communication professionnelle mises de l'avant dans les milieux sociosanitaires, le Projet McGill a également appuyé son travail sur la collaboration avec ses différents partenaires, qu'il s'agisse des représentants du MSSS, de l'Ordre professionnel des infirmières et infirmiers du Québec des responsables des institutions de formation à travers le Québec ainsi que des formateurs y enseignant. La première étape du développement des profils de compétence a porté sur le développement d'un cadre commun de référence, la définition des tâches langagières spécifiques aux infirmières/infirmiers oeuvrant dans le réseau francophone et l'administration d'un questionnaire d'enquête (N: 83 tâches langagières). Celui-ci a été administré à un échantillon d'infirmières/infirmiers du Québec (N: 358) afin de juger de la pertinence des tâches langagières et de proposer un seuil de réussite attendu sur une échelle comprenant trois stades de performance (élémentaire-intermédiaire-avancé). Notre communication vise à présenter les résultats au questionnaire et les interrogations que soulève l'évaluation de la dimension affective de la compétence langagière des professionnels de la santé dans leurs interactions avec les usagers d'expression anglaise.

Rinaldi, Pasquale- [pasquale.rinaldi@istc.cnr.it](mailto:pasquale.rinaldi@istc.cnr.it)

Onofrio Daniela- [daniela.onofrio@istc.cnr.it](mailto:daniela.onofrio@istc.cnr.it)

Lamano, Luca- [luca.lamano@istc.cnr.it](mailto:luca.lamano@istc.cnr.it)

Lucioli, Tommaso- [tommaso.lucioli@istc.cnr.it](mailto:tommaso.lucioli@istc.cnr.it)

Caselli, Maria Cristina- [cristina.caselli@istc.cnr.it](mailto:cristina.caselli@istc.cnr.it)

CNR, Roma (Italia)

### ***Il bilinguismo tra una lingua parlata e una lingua dei segni***

Sono ormai ampiamente riconosciute le potenzialità di una educazione bilingue e l'esposizione precoce a più di una lingua viene frequentemente e precocemente incoraggiata se coinvolge due lingue vocali (bilinguismo unimodale). Nei casi in cui il bilinguismo implica una lingua vocale e una lingua dei segni (bilinguismo bimodale) si assiste spesso ad atteggiamenti ambivalenti sulla base dei quali il bilinguismo bimodale viene sostenuto se riguarda bambini udenti (Goodwyn, Acredolo, & Brown, 2000) mentre viene osteggiato quando coinvolge bambini sordi (Humphries, Kushalnagar, Mathur, Napoli, Padden, Rathmann, & Smith, 2012). Il bilinguismo bimodale è tipico delle persone sorde che imparano e usano una lingua vocale (lingua maggioritaria) e una lingua dei segni (in Italia, la Lingua dei Segni Italiana -LIS) in diversi contesti della loro vita quotidiana. La LIS può essere considerata una lingua minoritaria, in quanto utilizzata da un numero ristretto di persone; in Italia questa lingua non gode ancora di un pieno riconoscimento legislativo che la tuteli, nonostante l'impegno di studiosi, politici e associazioni. Da diversi anni, alcune scuole del territorio italiano offrono ai bambini sordi e udenti la possibilità di frequentare un percorso scolastico in un ambiente bilingue bimodale in cui la lingua parlata e la lingua dei segni, vengono utilizzate come veicolo per gli insegnamenti curricolari e nelle interazioni. Nella relazione saranno presentati dati empirici relativi a 10 bambini sordi e 10 udenti esposti sia alla LIS sia all'Italiano. L'analisi sarà focalizzata sulle abilità di comprensione e di produzione in ciascuna lingua e sui contatti fra le due lingue (*code blends*). I risultati dello studio saranno discussi mettendo in rilievo le somiglianze e le differenze tra il bilinguismo unimodale e il bilinguismo bimodale e i problemi metodologici che studi di questo tipo sollevano (Rinaldi, Caselli, Onofrio, Volterra, 2014). Infine, sarà argomentato il diritto del bambino sordo a crescere bilingue (Grosjean, 2010) e saranno considerati i vantaggi di un'educazione bilingue bimodale.

### **Références**

- GOODWYN, S., ACREDOLO, L. & BROWN, C.A. (2000). Impact of symbolic gesturing on early language development. *Journal of Nonverbal Behavior*, 24, 81–103.
- GROSJEAN, F. (2010), Bilingualism, biculturalism, and deafness. *International Journal of Bilingual Education and Bilingualism*, 13, 133-145.
- HUMPHRIES, T., KUSHALNAGAR, P., MATHUR, G., NAPOLI, D. J., PADDEN, C., RATHMANN, C., & SMITH, S. R. (2012). Language acquisition for deaf children: Reducing the harms of zero tolerance to the use of alternative approaches. *Harm Reduction Journal*, doi:10.1186/1477-7517-9-16. Published online by BioMed Central Ltd., April 2, 2012.
- RINALDI, P., CASELLI, M. C., ONOFRIO, D., & VOLTERRA, V. (2014). Language acquisition by bilingual deaf preschoolers: Theoretical, methodological issues and empirical data. In M. Marschark, G. Tang & H. Knoors (eds.), *Bilingualism and bilingual deaf education*, pp. 85–116. New York: Oxford University Press.

---

Roger Farley, Roger Guillemette et François Rivest

### ***L'intervention du gouvernement fédéral canadien en matière de droits linguistiques dans le secteur de la santé***

Plusieurs études scientifiques menées dans différents pays démontrent que les barrières linguistiques ont un impact sur la santé et l'accès aux soins de santé. Le fait de ne pas avoir accès à des services dans sa langue peut causer des erreurs médicales, de mauvais diagnostics et augmenter les coûts liés à la multiplication des consultations médicales. Certains gouvernements ont pris des mesures législatives et réglementaires pour réduire ces obstacles.

Au sein de la fédération canadienne, bien que la prestation des soins de santé relève principalement des gouvernements provinciaux et territoriaux, le gouvernement fédéral prend des mesures depuis 1999 afin d'améliorer l'accès aux soins de santé des minorités linguistiques francophones hors-Québec et anglophones du Québec. L'intervention du gouvernement fédéral fait suite à une crise créée à la fin des années 1990 par l'annonce de la fermeture du seul hôpital francophone à l'ouest du Québec, laquelle n'a finalement pas eu lieu.

Depuis ce temps, le ministère fédéral de la Santé a mis sur pied le Bureau d'appui aux communautés de langue officielle et a créé un programme afin de financer des réseaux communautaires de soins de santé, des initiatives de formation et de maintien en poste de professionnels de la santé dans les milieux francophones et anglophones minoritaires, ainsi que des projets pour favoriser l'accès aux soins de santé chez les communautés de langue officielle en situation minoritaire. L'intervention du ministère fédéral de la Santé vise à mettre en œuvre les droits linguistiques garantis par la *Loi sur les langues officielles* du Canada, qui stipule que « le gouvernement fédéral s'engage à prendre des mesures positives pour favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et à appuyer leur développement ». La *Loi canadienne sur la santé* garantit également que les Canadiens puissent avoir accès à des soins médicaux et hospitaliers « sans obstacles d'ordre financier ou autre ».

La communication portera sur l'expérience du gouvernement canadien en tant qu'acteur institutionnel en ce qui a trait à l'aménagement des droits linguistiques dans le secteur de la santé par la mise en œuvre du Programme de contribution pour les langues officielles en santé. Cette communication s'inscrit dans le cadre de l'axe « Enjeux et acteurs de la reconnaissance ».

---

Robineau, Anne - Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (Université de Moncton)  
(Canada)

[anne.robineau@UMoncton.ca](mailto:anne.robineau@UMoncton.ca)

***Les anglophones du Québec: identités et représentations d'une «minorité nationale» en contexte francophone en Amérique du Nord***

Dans cette communication, nous souhaitons explorer le rapport qui existe entre les représentations linguistiques d'une communauté de langue officielle en situation minoritaire au Canada, soit celle des anglophones du Québec, et les discours sur la vitalité linguistique et culturelle de cette communauté. Nous voulons montrer qu'il existe parfois une inadéquation entre ces représentations et ces discours. Les discours sur la vitalité émanent 1) des instances fédérales et provinciales qui élaborent des politiques d'aménagement linguistique, 2) des groupes communautaires qui intègrent des éléments de ces discours dans leur planification stratégique de développement et dans leurs revendications, et 3) des chercheurs qui en évaluent les effets sur les services (en santé, éducation, culture, etc.) dans la langue de la minorité et sur les représentations. Les représentations linguistiques de la communauté anglophone du Québec varient également en fonction du rapport que la communauté québécoise, majoritairement francophone, entretient avec la communauté anglophone dans l'ensemble du Canada. La communauté franco-québécoise se perçoit comme une minorité linguistique et culturelle au Canada et en Amérique du Nord. De ce fait, il existe un décalage entre la désignation de la communauté anglo-québécoise comme étant une minorité linguistique au sens de la loi canadienne sur les langues officielles et les représentations de cette communauté perçue comme appartenant à une communauté dominante. L'anglicisation de Montréal, corroborée par des statistiques sur la baisse de locuteurs de langue maternelle française, accentue certaines représentations de cette communauté, qui selon les mêmes sources statistiques connaît également un déclin démographique particulièrement en région. De plus, une partie de la communauté anglophone du Québec est composée de membres issus d'une immigration récente qui sont souvent trilingues, voire plurilingues. Ce qui fait surgir des questions identitaires et de sentiments d'appartenance à une seule et même communauté culturelle et linguistique. Cela met notamment au défi les groupes communautaires et plus institutionnalisés à définir leurs actions en s'appuyant sur l'homogénéité plus ou moins forte de la communauté anglophone.

**Références**

BOUCHARD, GÉRARD. 2012. L'interculturalisme. Un point de vue québécois, Montréal, Boréal.

BOURHIS, RICHARD Y. (dir.). 2012. Déclin et enjeux des communautés de langue anglaise du Québec, Nouvelles perspectives canadiennes, Ottawa, Patrimoine canadien.

- BRETON, RAYMOND. 1964. «Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personal Relations of Immigrants», *American Journal of Sociology*, 70, (2): 193-205.
- CALDWELL, GARY ET ÉRIC WADDELL (dir.). 1982. *Les Anglophones du Québec. De majoritaires à minoritaires*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES (CLO). 2008. *Les indicateurs de vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire : trois communautés anglophones du Québec*, Ottawa. [[http://www.ocol-clo.gc.ca/html/stu\\_etu\\_062008\\_summary\\_sommaire\\_f.php](http://www.ocol-clo.gc.ca/html/stu_etu_062008_summary_sommaire_f.php)] (5 janvier 2014).
- JANTZEN, LORNA en collaboration avec FERNANDO MATA. 2012. *Statistical portrait of English-speaking immigrants in Québec*, Ottawa, Citizenship and Immigration Canada.
- JEDWAB JACK ET HUGH MAYNARD. 2012. « Nouveaux défis de la représentation politique des communautés anglophones du Québec », dans : Richard Y. BOURHIS (dir.) *Déclin et enjeux des communautés de langue du Québec*, *Nouvelles perspectives canadiennes*, Ottawa, Patrimoine canadien, 299-335.
- KYMLICKA, WILL. 2001. *La citoyenneté multiculturelle : une théorie libérale du droit des minorités*, Éditions du Boréal (Canada), La Découverte et Syros (France).
- LAMARRE, PATRICIA. 2013. «Catching “Montréal on the Move” and Challenging the Discourse of Unilingualism in Quebec», *Anthropologica*, 55 (1): 41-56 (RAC).
- LECLERC, JACQUES. 2011. *L'aménagement linguistique dans le monde*, «Canada» [[www.axl.celan.ulaval.ca/amnord/canada.htm](http://www.axl.celan.ulaval.ca/amnord/canada.htm)] (15 janvier 2014).
- MAGNAN, MARIE-ODILE. 2008. «Identité et rétention chez les anglophones de Québec : un changement générationnel», *Recherches sociographiques*, 49, (1) : 69-86.
- RADICE, MARTHA. 2000. *Feeling Comfortable? The Urban Experience of Anglo-Montrealers*, Sainte-Foy, PUL.
- RODGERS, GUY. 2011. «Mutating Identities and New Relationships», dans: Guy RODGERS (dir.), *Minority Report: An Alternative History of English-Language Arts in Quebec*, Toronto, Guernica Editions, 7-18.
- RODGERS, GUY, JANE NEEDLES ET RACHEL GARBER. 2012. «La vitalité artistique des communautés anglophones du Québec», dans : Richard Y. BOURHIS (dir.) *Déclin et enjeux des communautés de langue du Québec*, *Nouvelles perspectives canadiennes*, Ottawa, Patrimoine canadien, 263-298.
- SANCTON, ANDREW. 2004. «Les villes anglophones au Québec. «Does it matter that they have almost disappeared ? » *Recherches sociographiques*, 45, (3): 441-456.
- STEIN, MICHAEL. 1982. « Changement dans la perception de soi des Anglo-Québécois », dans : Gary CALDWELL et Éric WADDELL (dir.), *Les Anglophones du Québec. De majoritaires à minoritaires*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 111-130.
- STEVENSON, GARTH. 2003. « Une histoire politique des anglophones québécois », dans : Alain G. Gagnon (dir.), *Québec : État et société*, Montréal, Québec Amérique, p. 369-387.
- STEVENSON, GARTH. 1999. *Community Besieged : The Anglophone Minority and the Politics of Quebec*, Montréal, McGill-Queen's University Press.
- THÉRIAULT, JOSEPH-YVON. 2012. «Complétude institutionnelle : du concept à l'action», *Institut d'études acadiennes et québécoises*, Université de Poitiers.
- WADDELL, ÉRIC. 1982. «Des gens et des lieux» dans : Gary CALDWELL et Éric WADDELL (dirs.), *Les Anglophones du Québec. De majoritaires à minoritaires*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 27-56.
-



Rolla, Giancarlo - Università di Genova (Italia)

[Rolla@unige.it](mailto:Rolla@unige.it)

***Politiche linguistiche e forme di rappresentanza istituzionale delle lingue minoritarie. Esperienze di diritto comparato***

La lingua è un elemento caratterizzante il concetto di popolo, cioè, un elemento costitutivo dello Stato contemporaneo: cosicché i caratteri della forma di Stato influiscono sull'atteggiamento degli ordinamenti costituzionali nei confronti del fattore linguistico. In via preliminare la relazione si propone di affrontare i diversi modi in cui è regolato il pluralismo linguistico a seconda che si sia in presenza di uno Stato nazionale (es. Francia) o plurinazionale (es. Belgio, Svizzera, Spagna) ovvero pluriculturale.

In secondo luogo, si cercherà di classificare le diverse esperienze in ambito europeo distinguendo tra sistemi:

- a) che pongono le minoranze linguistiche riconosciute sostanzialmente su di un piano di parità, ovvero attribuiscono ad alcune di esse una posizione di tutela rafforzata;
- b) che disciplinano soltanto i diritti linguistici dei gruppi storicamente insediati nel proprio territorio o si premurano di assicurare misure promozionali anche alle «nuove minoranze»;
- c) che codificano il principio di territorialità linguistica oppure attribuiscono tale diritto ai singoli membri della minoranza, indipendentemente dal luogo in cui risiedono.

Infine, la relazione si focalizzerà su come il pluralismo dei gruppi linguistici influisce sulla stessa organizzazione politica dello Stato, prevedendo diverse forme di rappresentatività politica.

In questo contesto verrà presa in considerazione:

- a) l'istituzione di appositi organi di rilevanza costituzionali e rappresentativi dei gruppi etnici presenti sul territorio.
- b) la rappresentanza di esponenti delle minoranze etniche e linguistiche all'interno degli organi legislativi
- c) l'esistenza all'interno della legislazione elettorale di azioni positive per favorire la rappresentanza politica di alcune minoranze.
- d) la rappresentanza delle minoranze all'interno degli esecutivi e nella composizione dei Tribunali supremi.

Un'attenzione specifica sarà rivolta non solo al contesto europeo, ma anche alla specificità della tutela costituzionale delle lingue in Italia.

---

Rousseau Guillaume - Université de Sherbrooke (Canada)

[Guillaume.Rousseau@USherbrooke.ca](mailto:Guillaume.Rousseau@USherbrooke.ca)

***Les législations linguistiques québécoise et française: de l'intention républicaine à l'interprétation libérale?***

Surtout depuis certains travaux menés par Joseph-G. Turi, il est connu que les législations linguistiques québécoise et française visent toutes deux la consécration d'une langue et ont fait l'objet d'interprétations plutôt libérales, c'est-à-dire favorables aux libertés individuelles (Turi, 1989, 1990).

Néanmoins, nous posons l'hypothèse que l'intention du législateur français et celle du législateur québécois étaient en partie républicaine. Dans le premier cas, cela découle d'une tradition qui, depuis la Révolution, imprime sa marque sur la législation linguistique (Pontier, 1997; Blanc, 2013). Dans le deuxième cas, cette hypothèse est rendue possible par des travaux récents sur l'existence au Québec d'une tradition de pensée républicaine (Chevrier, 2012; Chevrier, Harvey, Kelly et Trudeau, 2013; Parenteau, 2014) ou sur sa législation linguistique et le néo-républicanisme (Kong, 2014).

Grâce à une analyse de diverses sources (débat parlementaire, textes de loi (*Charte de la langue française, Loi n° 94-665 du 4 août 1994*), etc.), notre communication exposera des éléments qui confirment ou nuancent cette hypothèse. Puis, à la lumière des jurisprudences française et québécoise, liée notamment au monde du travail, nous verrons si cette intention républicaine s'est reflétée dans l'interprétation de ces législations ou si ces dernières ont été « trahies » par une interprétation libérale. Les différences entre les cas français et québécois seront soulignées, entre autres en considérant qu'une certaine jurisprudence française affectant les langues régionales puisse être en tension avec le concept de non-domination cher au néo-républicanisme.

**Références**

- BLANC, A., *La langue de la république est le français : essai sur l'instrumentalisation juridique de la langue par l'État*, Paris, L'Harmattan, 2013.
- CHEVRIER, M., HARVEY, L.-G., KELLY, S. ET S. TRUDEAU, *De la République en Amérique française*, Québec, Septentrion, 2013.
- CHEVRIER, M., *La république québécoise*, Montréal, Boréal, 2012.
- KONG, H., « Republicanism and the Division of Powers in Canada » (2014) *UTJL*, 64, p. 1-43.
- PARENTEAU, D., *Précis républicain à l'usage des Québécois*, Montréal, Fides, 2014.
- PONTIER J.-M., *Droit de la langue française*, Paris, Dalloz, 1997.
- TURI, J.-G., « Introduction au droit linguistique » dans PUIPIER, P. et J. WOEHLING, dir., *Langue et droit*, Montréal, Wilson & Lafleur, 1989, p. 55-84.
- TURI, J.-G., « Le droit linguistique et les droits linguistiques », (1990) 31 *C. de D.*, 2, p. 641-650

---

Roy, Denis - Université de Moncton (Canada)

[denis.roy@UMoncton.ca](mailto:denis.roy@UMoncton.ca)

### ***Connaissance humaine et droit***

Depuis un certain temps, j'examine le rapport entre la connaissance humaine et le droit. Le droit des minorités linguistiques au Canada, me sert de cas type à cet effet. J'aimerais venir exposer les déductions des prolégomènes qui ouvrent un livre qui je prépare à cet effet et qui devrait paraître au cours des prochains mois. Je crois important de respecter les droits des minorités linguistiques au Canada parce que cela m'apparaît s'inscrire dans le respect de la volonté constitutionnelle de ce pays. Du point de vue du *droit* (notamment de l'avocat devant le juge), cela devrait être un argument massue. D'un point de vue *politique*, la protection des minorités linguistiques m'apparaît s'inscrire dans un idéal démocratique qui ne saurait se contenter d'une vision républicaine de ce système politique, vision qui, contrairement à ce que certains prétendent, n'a jamais correspondu à celle des philosophes des Lumières, ou si peu, et qui, à tout le moins, devrait être perçue aujourd'hui comme dépassée. D'un point de vue *philosophique*, influencé par le fait que chez la plupart des grands penseurs la langue paraît intrinsèquement liée à l'identité humaine, voire pour certains, au réel, la langue, en soit, m'apparaît importante puisque, je partage l'idée, avec notamment Willard Van Orman Quine, et bien d'autres, de la pluralité des avenues de la réflexion humaine, et que je crois qu'on doit tendre vers un difficile équilibre entre la préservation de la source de cette pluralité et une tendance évolutive vers la construction de certains points de repère universels.

---

Salih, Akin - Université de Rouen

[salih.akin@univ-rouen.fr](mailto:salih.akin@univ-rouen.fr)

### ***Les droits linguistiques des Kurdes en Turquie***

Après une longue période d'interdiction de l'usage écrit, et parfois oral, de leur langue par l'Etat turc, les Kurdes en Turquie commencent à bénéficier de certains droits linguistiques. Ces droits consistent pour l'essentiel à la levée de certaines interdictions, comme l'attribution des noms kurdes, l'usage de la langue dans les réunions publiques, la mise à disposition de traducteurs dans les tribunaux, la mise en place d'une chaîne audiovisuelle publique en 2009 émettant des émissions 24 h sur 24, la création des départements de langue et littérature kurdes dans quatre universités publiques, la possibilité d'apprentissage du kurde dans le cadre des cours privés et payants. Par ailleurs, une expérience pilote d'introduction du kurde dans le système éducatif turc est menée depuis septembre 2012.

Ces ouvertures menées dans le cadre des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne et de la démocratisation du régime turc apparaissent cependant très insuffisantes au regard du poids démographique de la population kurde en Turquie (environ 20 millions) et ainsi qu'au regard des Conventions internationales de protection des minorités. L'enseignement en langue maternelle kurde continue d'être refusée aux Kurdes par le

gouvernement turc, qui diffuse par ailleurs des représentations négatives au sujet de la langue et de la culture kurdes.

Dans cette communication, nous étudierons dans un premier temps la politique linguistique turque, depuis la fin de l'empire ottoman jusqu'à nos jours. Nous examinerons ensuite les conséquences de cette politique sur les droits linguistiques des Kurdes. Enfin, nous examinerons la nature des revendications linguistiques kurdes telles que formulées par les organisations et les associations kurdes en Turquie et les contre-stratégies du gouvernement turc.

### Références

- AKIN, S. (1997): «Désignation d'une langue innommable dans un texte de loi : le cas du kurde dans les textes législatifs turcs», in *Le nom des langues. Les enjeux de la nomination des langues*, sous la direction d'Andrée Tabouret-Keller, éd. Peeters, Louvain-La-Neuve, pp.69-79
- AKIN, S. (1999): «Le kurde devant les tribunaux: France et Turquie», Actes du Colloque Internationale *Langues et Droits, Langues du droit, droit des langues* (Université de Paris-10, octobre 1998), éditions Bruylant, Bruxelles, pp.87-95
- AKIN, S. (2000): «Ne dites pas 'kurde', dites 'citoyen turc'», *Mots*, 64, 130-135
- AKIN, S. (2003): «La langue kurde dans les lois linguistiques turques», *Cahiers de Confluences «Les Cahiers de La Méditerranée»*, L'Harmattan, pp.233-237
- AKIN, S., sous press, « Human rights and mother tongue education in Kurdish », in *The Kurds: present, past and future*, Publications of the Commission for Libraries and Editorial Affairs of the Mexican Senate; Mexico
- BOZARSLAN, H. (1997): *La question kurde*, Presses de Sciences Po, 383 p.
- COULMAS, F. (1998), «Language rights – interest of State, language groups and the individual», *Language Sciences*, Vol. 20, No. 1, pp. 63-72
- POGGESCHI, G. (2012), « L'évolution des droits linguistiques en Europe : Structures territoriales décentralisées et impact de l'immigration en Italie », *L'Europe en Formation*, n° 363, pp. 391-397.
- SKUTNABB-KANGAS, T. & BUCAK, S. (1994). "Killing a mother tongue ? How the Kurds are deprived of linguistic human rights." In eds, T. Skutnabb-Kangas and R. Phillipson. 347-370
- SKUTNABB-KANGAS, T. & PHILLIPSON, R. (1999), «Linguistic Genocide and Human Rights - Kurdish Considerations», *TheKurds. Perspectives on a Unique Culture*, 25-48.

---

Salomone, Rosemary - St. John's University, New York (USA)

[salomonr@stjohns.edu](mailto:salomonr@stjohns.edu)

### ***The rise of global english The Challenges for Language Rights Across Education***

This paper examines the spread of English as the dominant *lingua franca*, its impact on language rights and national interests across education, and the underlying tension between globalization and national identity. Focused on Western Europe but with broader implications, it draws on overlapping controversies in May 2013 in France and Italy over the use of English as the medium of university instruction primarily to remain competitive in the global market for students and faculty. In the case of France, the trigger was a proposal and ultimate decision by the National Assembly to ease restrictions under the 1994 Toubon Law on courses taught in English in French universities. In the case of Italy, it was a regional court decision now pending appeal striking down plans at Milan's Polytechnic University to transition to English language instruction in all graduate level courses. The proposed paper uses the public debates surrounding these two events, and particularly the Italian court decision, to mine the depths of issues at times overlooked, including institutional governance, faculty rights to academic freedom, the rights of students to learn, the need to preserve academic integrity, and the connection between language, on the one hand, and thought, culture, and national identity on the other. It suggests ways in which policymakers and educational leaders may mitigate these problems through institutional planning and national or regional policies promoting English language instruction from the beginning of compulsory schooling. At the same time, however, it raises concerns over the rights of linguistic minority children and the risk of immigrant and regional languages becoming lost in the vortex of English despite limited protections in international agreements. It further explores the inevitable challenges of global English to European policies promoting multilingualism or "mother tongue plus two" in the interests of European integration and job mobility. Though rejecting the outdated polemics of "linguistic imperialism" and

recognizing the utility of English as a common vehicle for global communication, the paper concludes that the “rise of global English” is not a zero-sum game but rather demands measured strategies that reasonably balance the competing interests at stake and maintain a sense of proportionality.

### Références

- BRENN-WHITE AND E. FAETHE. 2013. *English-Taught Master's Programs in Europe: A 2013 Update*. New York: INSTITUTE OF INTERNATIONAL EDUCATION.
- COSTA, F. AND J. A. COLEMAN. 2013. A Survey of English-Medium Instruction in Italian Higher Education. *International Journal of Bilingual Education and Bilingualism* 16:3-19.
- CRYSTAL, D. 2003. *English as a Global Language*, 2<sup>nd</sup> ed. Cambridge: Cambridge University Press.
- DEARDEN, J. 2014. *English as a Medium of Instruction – A Growing Global Phenomenon*. London: British Council.
- DE VARENNES, F. 2001. Language Rights as an Integral Part of Human Rights. *International Journal on Multicultural Societies* 3:15-25.
- DOIZ, A., D. LASAGABASTER, AND J. M. SIERRA. 2013. *English-Medium Instruction at Universities: Global Challenges*. Bristol: Multilingual Matters.
- EUROPEAN COMMISSION, July 2003. *Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions, Promoting Language Learning and Linguistic Diversity: An Action Plan 2004-2006*.
- EUROPEAN COMMISSION. Sept. 2008. *Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions, Multilingualism: An Asset for Europe and a Shared Commitment*.
- EXTRA, G. AND K. YAĞMUR. 2004. *Urban Multilingualism in Europe: Immigrant Languages at Home and at School*. London: Multilingual Matters.
- HÜPPAUF, B. GLOBALIZATION – Threats and Opportunities, in A. Gardt and B. Hüppauf, eds. 2004. *Globalization and the Future German*, Berlin: Mouton de Gruyter.
- JENKINS, J. 2014. *English as a Lingua Franca in the International University*. London: Routledge.
- KRAUS, P. A. 2008. *A Union of Diversity: Language, Identity and Polity Building in Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.
- PHILLIPSON, R. 2009. *Linguistic Imperialism Continued*. London: Routledge.
- SALOMONE, R. 2010. *True American: Language, Identity, and the Education of Immigrant Children*. Cambridge: Harvard University Press.
- SALOMONE, R. 2012. Multilingualism and Multiculturalism: Transatlantic Discourses on Language, Identity, and Immigrant Schooling. *Notre Dame Law Review* 87: 2031-2062.
- SALOMONE, R. June 7, 2013. The End of French? *Inside Higher Education* (online).
- SALOMONE, R. July 20, 2013. The Rise of English in Academe: A Cautionary Tale. *University World News* (online).
- SINGLETON, D., J. FISHMAN, L. ARONIN AND M. O'LAIRE, eds. 2013. *Current Multilingualism: A New Linguistic Dispensation*. Berlin: Walter de Gruyter.
- WILKINS, S. AND J. URBANOVIC. 2014. English as the Lingua Franca in Transnational Higher Education: Motives and Prospects of Institutions that Teach in Languages Other than English. *Journal of Studies in International Education* 1-16 (online).
-

Scetti, Fabio - Université Paris Descartes, Paris V (France)

[fabioscetti@yahoo.fr](mailto:fabioscetti@yahoo.fr)

***Portoghese, luso-canadese o luso-québécois?***

***La stretta relazione tra lingue e identità nelle rappresentazioni dei giovani discendenti della «comunità portoghese» a Montréal***

Nell'ambito di una ricerca etnografica sulla « comunità portoghese » di Montréal, questa comunicazione vuole illustrare il percorso identitario dei giovani discendenti dell'immigrazione portoghese attraverso gli usi della lingua.

Il progetto di ricerca s'iscrive all'interno degli studi sociolinguistici sulle pratiche linguistiche e l'evoluzione della lingua portoghese nel contesto multilingue montrealense, a contatto con le due lingue dominanti: il francese e l'inglese.

Le questioni linguistiche e l'importanza delle lingue in Québec e soprattutto a Montréal sono all'ordine del giorno e la lingua mantiene un ruolo importante durante il percorso identitario nelle rappresentazioni dei giovani.

Dopo le ricerche svoltesi a Montréal nel 2011 e nel 2014, nella quale un campione di 52 interviste a Portoghesi o discendenti della migrazione portoghese, di età, stato socio-economico, professione, studi, percorso di vita e competenza linguistica differenti, è stato possibile analizzare il ruolo fondamentale della lingua nel processo identitario, al fine di conservare un'eredità culturale e linguistica propria alla « *comunidade* ».

L'analisi linguistica ci ha permesso di osservare il percorso d'erosione del portoghese della comunità, staccando 7 elementi di mutazione della lingua. Attraverso quest'analisi e l'analisi dei discorsi di giovani discendenti dell'immigrazione portoghese, la mia interrogazione si apre sull'importanza della trasmissione della lingua all'interno del gruppo come manifestazione dell'appartenenza e inoltre, sul suo ruolo nella vita associativa e comunitaria come lingua delle future generazioni e del futuro.

**Références**

DEPREZ, C. (1994), *Les enfants bilingues : langues et familles*. Paris, Didier CREDIF.

EUSÉBIO, J. (2001), *Falando Português em Montreal*. Montreal, Quebec World.

PEREIRA DA ROSA, V., ALPALHÃO, J. A. (1979), *Les Portugais du Québec: Éléments d'analyse socioculturelle*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa.

SANKOFF, D., POPLACK, S. (1981), "A formal grammar for code-switching". *Papers in Linguistics* 14 (1), pp. 3-46.

SCAGLIONE, S. (2000) *Attrition. Mutamenti sociolinguistici nel lucchese di San Francisco*. Franco Angeli

---

Sengupta, Papia - University of Delhi (India)

[papia\\_sg@kmc.du.ac.in](mailto:papia_sg@kmc.du.ac.in)

***Right to language-use as a positive right: Lessons from India***

***Papia Sengupta***

India is one of the most linguistically diverse states in the world. The Greenberg's linguistic diversity index places India at the third position with 438 indigenous languages spoken. India has constitutionally recognized 22 of its languages as 'national,' this includes two indigenous languages (tribal) i.e. Bodo and Santhali. To accommodate its diverse languages India has adopted a federal form of government and reorganized its territory on language grounds i.e. the constituents units of India are carved out on the basis of the majority language group. India has relatively been successful than other countries in South Asia in accommodating its linguistic diversity. But the UNESCO 2009 Atlas of the World's Languages in Danger placed India in the first rank with 196 of its languages under the threat of extinction. Keeping this as the background, the research paper seeks to evaluate the governmental policies for linguistic minority and asserts that though major language groups got territorial recognition in India, this advantage was not provided to the minority language groups in India especially the tribal languages which are under threat of getting extinct. In view of the number of speakers speaking the tribal languages, the paper argues for linguistic rights for the indigenous population. Adopting a historical analytical methodology and using data of the UNESCO Atlas, the paper will emphasize the need for

granting linguistic right to the linguistic minorities on grounds of justice and intrinsic relation of language to human development. It will also argue that how the recognition of the legal right to language use as a positive right by the state will not only enhance the chances of the minority language groups to protect and promote their language but also how this will contain the violent outbreaks by the ethnic minorities.

---

Sguenfle, Mohamed - Université Ibn Zohr, Agadir (Maroc)

[mohamedsguenfel67@gmail.com](mailto:mohamedsguenfel67@gmail.com)

### *Construction de l'identité amazighe: représentations discursives et attitudes linguistiques*

Le contexte sociolinguistique marocain a connu, récemment, un changement très significatif avec la promulgation de la nouvelle constitution du 1er juillet 2011 qui reconnaît, dans son article 5, deux langues officielles, l'arabe et l'amazighe. Avec cette reconnaissance politique d'une langue, longuement marginalisée, dans un cadre plurilingue, où des langues nationales et étrangères tentent avec tous les moyens de se tailler une place, des interrogations font surface touchant au rôle, la place et la fonction de chacune de ces langues : l'arabe, l'amazighe, le français, l'espagnole et l'anglais.

L'un des thèmes majeurs qui émergent de l'analyse des discours amazighs qui sillonnent les débats politiques et publics, est celui de l'identité linguistique et culturelle amazighe. Il s'agit d'un concept abstrait, construit et appréhendé à travers diverses représentations symboliques et non symboliques (linguistiques, historiques et culturelles).

L'évolution de ces représentations a impacté de manière claire les attitudes linguistiques. Cela transparait non seulement dans le domaine littéraire mais aussi dans des domaines annexes tels l'université (langue d'enseignement, ), l'espace public via les panneaux signalétiques, les transcriptions murales, etc.

Nous inspirant des travaux de certains sociologues et linguistes, nous distinguerons différents types d'identités dont chacun trouve explication dans tel ou tel type d'attitude. Ainsi, on peut citer l'identité-résistance, l'identité-prudence et l'identité-projet. A chaque type correspond une représentation spécifique que nous expliciterons à travers des exemples. A titre illustratif, l'étude des représentations métaphoriques de l'identité chez le poète Azaykou permet de catégoriser son discours dans un type identité-résistance/projet. Certaines transcriptions murales ou certaines signalétiques seraient, quant à elles, classées dans le type résistant.

Notre communication vise à relever les différentes représentations qui se manifestent à travers ces discours et à montrer, corpus à l'appui, comment de telles représentations ont impacté les attitudes linguistiques.

L'intervention s'articule autour des questions suivantes: Comment l'identité amazighe est-elle représentée dans le discours littéraire amazigh? Comment se profile-t-elle dans l'espace publique? De quelles manières ces représentations influencent les comportements sociolinguistiques et les pratiques langagières ?

Notre étude aboutira à deux conclusions:

la notion d'identité a connu une évolution marquante, résultant d'un processus de changement qu'a connu la société marocaine. Différentes attitudes sont constatées dans la société, conséquence des différentes représentations de l'identité.

### **Références**

- BERGAMASCHI A. 2011, Attitudes et représentations sociales, in Revue européenne des sciences sociales
- CASTELLS M. 1999, L'Ere de l'information. Tome 2 : le Pouvoir de l'identité. Paris, Fayard. Hawla khitab al houyya bi lmaghreb. « A propos du discours identitaire au Maroc ». Actes de colloque publiés en 2007 par l'AMREC, Rabat Identité culturelle au Maroc. Actes de colloque publiés en 1991 par la FLSH de Rabat Jodelet D. (éd.) 2003, Les représentations sociales, PUF, France (7ème édition)
- LE COADIC, R.2013, A propos des relations entre langue et identité en Bretagne. International Journal of the Sociology of language, volume 223.
- DE GRUYTER MOUTON. SGUENFLE M. 2008, « Les métaphores de l'identité dans Timitar de Ali Azaykou », in Repenser le Maroc, Ali Sidqi Azaykou: l'historien, le poète et l'intellectuel engagé. (Colloque international). Actes de la 8ème session de l'Association Université d'Été, Agadir.

Šimičić, Lucija-University of Zadar (Croatia)

[lucija.simicic@gmail.com](mailto:lucija.simicic@gmail.com)

Skelin Horvat, Anita-University of Zagreb (Croatia)

[askelinhorvat@gmail.com](mailto:askelinhorvat@gmail.com)

Language management is a complex process that consists of several stages that, beside norm implementation, should ensure their acceptance as well. The latter, however, seems to be commonly overlooked in the Croatian language planning where the implementation of norms (mostly by means of their prescription in scholastic curricula) results as a final stage in the process. Language policy in Croatia is focused primarily on prescriptive and normative issues regarding the standard variety, the outcomes of which have often strongly polarized both the linguistic academic community and broader masses of speakers.

Language management as an interdisciplinary field of study requires the use of different methods in exploring a variety of language policy issues including their acceptance and application (Ricento, 2006). The aim of this study is to uncover attitudinal factors operating at micro-societal levels, i.e. at the level of speakers who often have an opinion and an attitude toward very much institutionalized actions aimed at determining the future of Croatian. Drawing on an earlier qualitative study of micro language management in Croatia, here we present the results of the quantitative (questionnaire-based) research of language attitudes towards different recommended solutions proposed by the normativists in Croatia. In order to understand how different language management actions are accepted by language users (both experts and non-experts) a special questionnaire was designed. Our departing point is that folk beliefs (Preston, 2006) are considered to present not only legitimate, but also necessary source for language management at different societal levels (Niedzielski & Preston, 2003). There has been a visible lack of studies concerning the actual acceptance of imposed language norms in Croatia. The disregard for speakers' rights to actively participate in language planning activities brings about confusion, language insecurity, and ultimately an increased possibility of the rejection of language planning endeavours. The goal of our study is thus to bridge the existing lacuna by providing an insight into the attitudes of language users towards some of the most perspicuous activities in the realm of language planning in Croatia.

#### Références

- NIEDZIELSKI, NANCY A. AND DENNIS R. PRESTON (2003) *Folk linguistics*. Berlin / New York: Walter de Gruyter.
- PRESTON, DENNIS R. (2006) *Folk linguistics*. In: Brown, K. (ed.): *The encyclopedia of language and linguistics*, Vol. 9. Oxford: Elsevier. 521-32.
- RICENTO, THOMAS. (ed.) (2006) *An Introduction to Language Policy: Theory and Method*. Blackwell Publishing, Malden.

---

Siebetcheu, Raymond-Università per stranieri di Siena (Italia)

[siebetcheu@unistrasi.it](mailto:siebetcheu@unistrasi.it)

#### ***Diritti linguistici e diritti di cittadinanza sportiva: il caso del calcio***

Il calcio ha cessato da tempo di rappresentare soltanto un gioco. E non c'è dubbio che costituisca nelle società di massa contemporanee un vero e proprio sistema culturale (Porro, 2008). Questa osservazione di stampo sociologico ha delle ricadute anche in ambito linguistico. In realtà, rilevando l'importanza delle lingue in ambito calcistico, l'Unione Europea (2010:8) osserva che si tratta di “uno sport che tradizionalmente non viene associato alla competenza linguistica [eppure] pullula di giocatori che parlano in più lingue correttamente e correntemente”. Lavric et al. (2008) sottolineano in questo senso che le squadre di calcio sono dei “complex linguistic ecosystems or multilingual working environments”. A tale diversità linguistica si aggiunge “l'asimmetria linguistica dovuta al fatto che il grado di competenza linguistica in una o l'altra delle lingue presenti non è distribuito in modo omogeneo tra i membri della squadra” (Losa, 2013:45). In questo scenario, “il diritto del parlante [giocatore] a usare la lingua che preferisce nei rapporti sociali e pubblici [...], la lingua che si domina meglio, nella quale ci si sente sicuri” (Dell'Aquila, Iannàcaro, 2004:97), assume un ruolo di grande rilievo nei processi di cittadinanza sportiva e sociale.

Questo lavoro si prefigge dunque di analizzare le dinamiche legate ai diritti linguistici nel calcio. Partendo dalle norme previste dalle istituzioni calcistiche (FIFA e UEFA) relativamente agli aspetti linguistici, l'articolo prende in esame le politiche linguistiche osservate nei campi e fuori dai campi in riferimento alla presenza dei giocatori stranieri. Basandosi sui modelli di rilevazioni linguistiche in ambito migratorio (Vedovelli, 2010) e specificatamente in ambito calcistico (Siebetcheu, 2013), il contributo focalizza l'attenzione sull'assetto idiomático di alcune squadre europee di calcio, tra cui quelle italiane, francesi e svizzere. L'eterogeneità linguistica che deriva dalla rappresentazione delle varie identità presenti in queste squadre plurilingui necessita una gestione equilibrata delle dinamiche comunicative per la costruzione di una base relazionale condivisa e democratica in questi contesti sportivi. Il rispetto e la valorizzazione del repertorio linguistico dei giocatori stranieri non è però soltanto una questione di diritti linguistici ma è anche un segnale verso percorsi di cittadinanza sportiva a favore dei giocatori, nonché di cittadinanza civile a beneficio dei cittadini europei. Per questi motivi, il lavoro illustra come il plurilinguismo dei giocatori stranieri costituisce un incoraggiamento rispetto alla "Sfida salutare" lanciata dall'Europa ai suoi cittadini: parlare almeno tre lingue (Commissione Europea, 2008).

### Références

- COMMISSIONE EUROPEA, 2008, Sfida salutare. Come la molteplicità delle lingue dovrebbe rafforzare l'Europa, Bruxelles, Commissione Europea.
- DELL'AQUILA V., IANNACCARO G., 2004, La pianificazione linguistic. Lingue, società e istituzioni, Roma, Carocci.
- LAVRIC E., PISEK G., SKINNER A., STADLER W. (eds), 2008, The linguistics of football, Tuebingen, Narr.
- LOSA S. A., 2013, Il plurilinguismo nel calcio come lavoro. Quando fare l'allenatore significa code-switching, in *Babylonia* 02/13, pp. 44-47.
- PORRO N., 2008, Sociologia del calcio, Roma, Carocci.
- SIEBETCHEU R., 2013, Le lingue in campo, il campo delle lingue. Competenze linguistiche dei calciatori stranieri e gestione dei campi plurilingui, in *SILTA*, XLII, 1, pp. 183-214.
- UNIONE EUROPEA, 2010, Come imparare le lingue, Lussemburgo, Publications Office of the European Union.
- VEDOVELLI M., 2010, Prima persona plurale futuro indicativo: noi saremo. Il destino linguistic italiano dall'incomprensione di Babele alla pluralità della Pentecoste, Roma, edup.

---

Sini, Chérif - Université M. Mammeri Tizi-Ouzou (Algérie)

[sinich2000@yahoo.fr](mailto:sinich2000@yahoo.fr)

### *Le kabyle à l'épreuve de la modernité et des mutations sociopolitiques et socioéconomiques en Algérie*

Principal parlé berbère d'Algérie, aussi bien du point de vue numérique que du point de vue revendicatif et productif, le kabyle est à l'épreuve des mutations sociopolitiques et sociolinguistiques que connaît l'Algérie actuellement. Ces mutations concernent les effets minorant de la forme d'organisation des populations territorialisées – dans le cadre de l'état-Nation- et la modernisation de la vie sociale, notamment en passant de la famille traditionnelle (large), où les enfants héritent le patrimoine immatériel kabyle de leurs pères, mères (le plus souvent au foyer, ce lieu réservé jusqu'ici au kabyle et ses éléments culturels), mais aussi de leurs grands pères, grand-mères, oncles paternels et maternels, tantes, cousin(e)s, etc., à la famille nucléaire dont les parents exercent un travail rémunéré à l'extérieur du giron familial et loin des grands parents et autres membres de la famille traditionnelle, si bien que les enfants sont envoyés dans des crèches, le plus généralement privées, où ils reçoivent une animation/éducation généralement en français, avant de rejoindre l'école publique arabisée ou l'école privée plutôt francisée. Les retombées sur la langue kabyle de ce passage, généré par les exigences du modèle de réussite sociale en cours (pour un meilleur confort matériel essentiellement), touchent particulièrement à la forme de sa pratique (de plus en plus mélangée et non alternée à l'arabe ou au français) et même à sa pratique tout court d'autant plus que le nombre de monolingues kabyles ne cesse de rétrécir. L'illustration la plus constatable des effets de ce passage relève de la rupture en cours dans la transmission des prénoms kabyles.



La mise en place d'une véritable politique de récupération de cette langue est une urgence, un droit et un devoir de dignité et de respect de la diversité culturelle de l'humanité. Travailler les consciences à la pratique du kabyle dans toutes les circonstances de la vie quotidienne est le défi à relever dans l'espoir de gagner l'engagement actif des intellectuels, scientifiques, politiques, industriels, etc., à travailler avec / cette langue. Aujourd'hui, le kabyle a besoin plus que jamais de ses locuteurs actifs et conscients des enjeux des mutations sociolinguistiques en cours.

### Références

MOHAMED BENRABAH, 1999, *Langue et pouvoir en Algérie. Histoire d'un traumatisme linguistique*, éditions Séguier, Paris.

SILVIA BORRELLI ET FEDERICO LENZERINI (dir.), 2012, *Cultural Heritage, cultural rights, cultural diversity*, Edition Brill.

CHÉRIF SINI, 2013, *Les langues dans l'espace familial algérien*, éd. Crasc, Oran, Algérie.

---

Sivák, Josef - Académie slovaque des sciences, Bratislava (Slovaquie)

[filosiva@savba.sk](mailto:filosiva@savba.sk)

#### *Etymologie et traduction des appellations (h)ungaria, hongrie, hungary comme chose politique?*

Exposé en trois parties: 1. *Désignation internationale des appellations Hongrie/hongrois dans les langues occidentales.*- La duplicité Hongrois/Magyar étant due à la confusion des points de vues historique et géopolitique. Hongrois ≠ Ougrien (langue finno-ougrienne). Arrivée en 896 dans la région du Danube centrale des tribus turco-ougriennes et non pas turco-hongroises. Worfianisme et sa critique. 2. *Etymologie de l'appellation Carpatés.* – „Bassin carpatique“, appellation idéologique; mieux : Cercle carpatique. Question de l'origine de ce toponyme (indogerm., gr., alb.) et ses significations dans différentes langues dont le français (- > escarpe). Origine vieux-slave (aspect géolinguistique) de l'appellation Hongrie, slov. *Uhorsko* (de *u*, près + *gora/bora*, montagne). D'où lat. *U(n)garia*. Cf. Pie-mont, Epi-daure, U-kraine (à + bord), pays au bord. 3. *De Hungary à la République magyar.* – Paradoxe ignoré des occidentaux: l'Etat magyar est une république mais il utilise une symbolique monarchique; c'est un Etat-nation mais à l'étranger se présente comme *Hungary* et soutient le (pan)magyarisme. Les manuels linguistiques occidentaux bien que connaissant le mot Magyar depuis la moitié du 19e s., continuent de mentionner : *Hungary, Hungarian*. *Ugrian ≠ Hungarian* (historiquement). Tâche pour le 21e s.: réconciliation occidental-slave comme condition de l'achèvement de l'intégration européenne.

---

Slavina, Lilia-Kazan Federal University, Tatarstan (Russia)

Mustafina, Jamila-Academy of Science of the Republic of Tatarstan (Russia)

[muss\\_jane@mail.ru](mailto:muss_jane@mail.ru)

Globalization has permeated nearly all aspects of human life. This process is controversial and it is hardly possible to unambiguously evaluate its outcomes but the break-through in communication technologies and techniques can be considered one of the most significant achievements produced by globalization. The new tempo of interaction has changed the basis and principles of human cooperation and has forced to reconsider the standards and norms of evaluating efficiency and productivity. Minor and regional languages and their functional power turned out to be one of the most vulnerable spheres of the global world. New conditions have introduced two opposite phenomena. On the one hand we are witnessing evident decrease of the functional role of regional languages within the new communication actual, on the other hand we see manifest aspirations of ethnic minorities to save their national identity and the language is a core factor of this process. The ways minorities try to protect their language largely depend on the status of the minority itself and the status of its language. The article aims to analyze the perspectives of the regional co-official languages in

federative or multinational states. Functional power of a language which can be defined as the volume of functions performed by a language in a certain period, is a core factor demonstrating the real condition of a language. To be able to forecast the perspectives for regional languages and ways of supporting them within the new conditions they have been placed in it is important to identify the criteria for evaluating the functional power of a regional language. This process requires introducing the adequate sociolinguistic paradigm which is to correspond to the contemporary functional language pattern. The crucial parts of this paradigm are language policy, language situation and system of education. Those three constituents are able to cover most of the aspects essential to create applicable system for evaluating the present condition and the perspectives for a regional language. Each aspect is presented by qualitative and quantitative indices some of which are regulable.

### Références

- FETTES M. STABILIZING What? An Ecological Approach to Language Renewal. Teaching Indigenous Languages. AZ: Northern Arizona University. 1997. P. 301-318.
- KAMBOLOV, T.T. Language situation and language policy in Northern Osetia: history, modernity, perspectives: monograph / edited by Doctor of Philology M.I. Isaeva; Northern - Osetian state University, Vladikavkaz: Publishing house of the NOSU, 2007.P. 290 .
- GORYACHEVA, M. A. The basic types of language situations of the Russian Federation // Language and modern society. Collection of articles by postgraduate students. M. 2002. P. 80-100.
- GRISHAEVA E. B. Language policy in multi-ethnic and multicultural space. Theoretical and functional aspects. Publishing house Lambert, 2011. P. 452.
- MIKHALCHENKO V. Yu. Principles of functional typology of languages of Russia / Language and society in modern Russia and other countries. M: Tezarius, 2010. P. 42.
- MUSTAFINA D. N. Functional Development of Tatar and other regional languages of Russia and Europe in the context of sociolinguistic paradigm / Publishing House of Kama State Academy. 2012. 260 p.
- FERGUSON CH.A. The language factor in national development. "Anthropological Linguistics". vol. 4. 1962. №2.
- FERGUSON CH.A. Language structure and language use. Stanford, 1971.
- KLOSS, H. Types of multilingual communities: discussion of the variables "Explorations in sociolinguistics" International Journal of American Linguistics. Vol. 33, №4, 1967.
- KLOSS, H. Notes Concerning a Language-Nation Typology / Language problems of Developing Nations / Fishman J. A. et al. N. Y., 1968
- FISHMAN J. Language loyalty in the United States. The Hague, Mouton, 1966
- STEWART, W. A. Urban Negro Speech: Sociolinguistic Factors Affecting English Teaching // Social Dialects and Language Learning. Champaign, 1964.

---

Song, Beiping-Beijing College of Politics and Law (China)

[zhuping3109@sina.com](mailto:zhuping3109@sina.com)

***Reasoning in Judgments and Rights of Parties to the cases***  
***Song Beiping***  
***Beijing College of Politics and Law***

Inadequate reasoning or lack of reasoning remains one of the major problems of current Chinese judicial reform, whereas studies have been seldom dedicated to the grounds, circumstances and methods of reasoning in judgments.

Nonetheless, the Supreme People's Court of China required "argument" rather than "reasoning" to be part of judgments in the earlier, though argumentation prevails reasoning in standards. Similarly, there exist unresolved questions in both judicial circles and academia regarding argumentation in judgments, its object, its methods,

and circumstances where it is applied. In particular, the relations between argumentation and reasoning, independent of or interrelated with each other, remains a perplexing area.

The judgment of a case is a process that witnesses a judge comes to the decision based on such preconditions as evidence, facts and legal norms. Therefore, judgments are results of such reasoning processes, and texts that take the preconditions as grounds of argumentation. “Argument” sets the basis of judgment whilst “reason” constitutes the essence; thus, without argumentation judgments would lose its grounds for reasoning; without reasoning, judgments forfeit essence. Judges shall provide argumentation for their decisions and reason out why they support or object to the claims of parties in the judgments.

---

Soria, Claudia - Istituto di Linguistica Computazionale "A. Zampolli", CNR Pisa (Italia)

[claudia.soria@ilc.cnr.it](mailto:claudia.soria@ilc.cnr.it)

### ***Enforcing digital language diversity as an issue of equal digital opportunities***

Speakers of major languages can access apparently unlimited amounts of Web content, easily perform searches, interact, communicate through social media and voice-based applications. They can enjoy interactive ebooks, have fun with word games for mobiles, engage in multi-player video-games, or take advantage from innovative language learning facilities for other widely spoken languages. On the other hand, speakers of so-called “smaller” languages cannot benefit of the same range of opportunities. Welsh speakers were denied the publication of ebooks in Welsh over Amazon's Kindle platform, because of lack of available Welsh electronic dictionaries. There is no Wikipedia for Mansi; speakers of Saami or Tongva have no localized interface for Facebook, and there is no Google translation for Sardinian, or Igbo, or Frisian. This inequality of digital opportunities further discriminates minority languages, by relegating them once more to the realm of family communication and restricted topics. No or limited access to the digital world drastically reduces the contexts of uses of a language, eventually leading to its abandonment in favor of another, better supported one. Should this happen, the consequences for a language profile would be dramatic: any language that cannot be used over digital contexts will engage in a “digital diglossia” relationship with another, better supported language. Presence of a language on the Internet is of paramount importance for the impact it has on its speakers, especially the young generation. We must ensure, therefore, that the range of usage opportunities for all languages is increased and enlarged, and that as many languages as possible are digitally represented. The imperative to enlarge digital language diversity is rooted in the basic right of all communities, languages, and cultures to be “first class citizens” in an age driven by information, knowledge and understanding. In this talk we will engage the audience in a reflection over the importance of ensuring all languages equal digital opportunities, and will show the breadth and depth of research and technology needed to support the actual usability of languages over digital devices. The talk will then proceed to the preliminary definition of an operational model of a barometer for assessing a language’s digital vitality, as well as of the preventive measures needed in order to ensure a safe level of digital language diversity. Although the destiny of a language is primarily determined by its mothertongue speakers and its broader cultural context, the technological development of an under-resourced language affords the language the strategic opportunity to have the same “digital dignity”, “digital identity” and “digital longevity” as large, welldeveloped languages in the Web.

### **Références**

- CALZOLARI, N., MAGNINI, B., SORIA, C. AND M. SPERANZA. 2012. “La Lingua Italiana nell'Era Digitale - The Italian Language in the Digital Age”. META-NET White Paper Series: Europe's Languages in the Digital Age. Heidelberg, New York, Dordrecht, London: Springer.
- KORNAI, A. 2013. “Digital language death”. PLoS ONE, 8(10).
- LOH, J. AND D. HARMON. 2014. Biocultural diversity: threatened species, endangered languages. WWF Netherlands, 2014.
- LOH, J. AND D. HARMON. 2005. “A global index of biocultural diversity”. Ecological Indicators, 5:231–241.
- MIKAMI, Y. AND K. T. NAKAHIRA. 2011. “Measuring linguistic diversity on the internet”. In E. Kuzmin and E. Plys (Eds.), Linguistic and Cultural Diversity in Cyberspace. Proceedings of the International Conference, Interregional Library Cooperation Centre, pages 136–144.

REHM, G. AND H. USZKOREIT (Eds.) 2012. META-NET White Paper Series: Europe's Languages in the Digital Age. Heidelberg, New York, Dordrecht, London: Springer.

---

Tesfaye Fessha, Yonatan (PhD) - Faculty of Law, University of the Western Cape - South Africa

***Examining the implication of the language policy in Ethiopia for persons belonging to minorities***

His research interests include constitutional law and human rights. He has published widely on matters pertaining to but not limited to federalism, constitutional design, autonomy and politicised ethnicity. His publication include a book on "Ethnic diversity and federalism: Constitution making in South Africa and Ethiopia", published by Ashgate. He can be contacted at [yfessha@uwc.ac.za](mailto:yfessha@uwc.ac.za) or [yfessha@gmail.com](mailto:yfessha@gmail.com)

It has almost been twenty years since Ethiopia ventured on a new constitutional and political dispensation. At the centre of this constitutional dispensation is the recognition of linguistic diversity as one of the foundational pillars of the constitutional order. As a state that, for a century, promoted monolingualism, the move toward the accommodation of linguistic identities represents a major departure. The Constitution recognizes all languages spoken in Ethiopia as equal. It adopts the historically dominant language, Amharic, as the working (not official) language of the state and allows the constituent units of the federation to adopt their own language policy. In as much as the new constitutional dispensation has promoted diversity, it has also resulted in the development of a policy of unilingualism in a number of the constituent units, affecting the right of individuals that do not speak the regionally empowered language. This territorial model of language has brought serious implications for the right of the 'new minorities' in the areas of education, employment and political participation. The aim of this paper is to examine the implication of the language policy of Ethiopia on individuals that belong to a minority group.

---

Tonti, Michela - Università di Bologna. Scuola di Lingue e letterature, traduzione e interpretazione,  
Vicepresidenza di Forlì (Italia)

[michela.tonti2@unibo.it](mailto:michela.tonti2@unibo.it)

***La langue corse dans l'édition : du Petit Nicolas à Niculinu in Corsu, données objectives d'un cas littéraire***

Des milliers d'enfants qui ont appris à lire ou découvert le plaisir de la lecture avec le *Petit Nicolas* vont désormais pouvoir se plonger dans les aventures en langue bretonne, corse, yiddish, arabe-maghrébin et latin de cet écolier malicieux. *Le Petit Nicolas*, best-seller international de René Goscinny illustré par Jean-Jacques Sempé est sorti dans la collection "Langues de France" chez Imav Éditions. De fait, il n'est pas le premier à s'intéresser au filon des langues régionales. Traduit dans plus d'une vingtaine de langues régionales, dont le gallo, Tintin l'a précédé, il y a quelques années.

Dans un premier temps, il s'agit de retracer l'aménagement qui intervient à propos du *Petit Nicolas* lorsqu'il passe du statut d'oeuvre littéraire rédigée davantage en langue véhiculaire et désormais à celui d'oeuvre qui est également traduite en langue régionale.

On se penchera à investiguer le discours politique éditorial sous-jacent, en l'occurrence les choix éditoriaux opérés par Imav Éditions en termes de diffusion, de tirage, de choix du traducteur et d'éventuelles améliorations que le traducteur peut apporter de sorte que la représentation de la langue en soit renforcée.

Dans un deuxième temps, on s'attachera à analyser les deux éditions, l'une en langue véhiculaire, l'autre en langue régionale pour mesurer les choix opérés par le traducteur afin de permettre aux étudiants corses de mieux appréhender la langue régionale et consolider la diffusion d'une oeuvre littéraire traduite en langue régionale au sein de l'école. La langue régionale de *Niculinu in Corsu* n'aurait pas adopté des standards linguistiques qui lui aurait donc permis de faire un saut qualitatif?

Dans un troisième temps, on s'efforcera de faire un état des lieux de quelques exemples de textes rédigés en langue corse, en plus du récent *Niculinu in Corsu* quant à leur diffusion commerciale et leur adoption par des fonds publics, collectivités territoriales, Centres de Documentation d'établissements scolaires, leur actuelle disponibilité en stock en magasin et impact commercial.

---

Trefault, Thierry - Université Montpellier 2 EA 739 Dipralang

[thierry.trefault@voila.fr](mailto:thierry.trefault@voila.fr)

***Catalan et français en France, représentations des apprenants.***

Le département français des Pyrénées orientales est un espace géographique plurilingue où le catalan, est reconnu comme langue régionale. On souligne souvent l'identité forte de cette région, la « catalanité », fait historique de longue date, mais qui se manifeste actuellement par une volonté de transmission culturelle beaucoup plus que linguistique. On parle volontiers pour cet espace de « catalogne du nord », la rattachant ainsi à l'entité à la fois plus vaste, plus riche et plus européenne de la Catalogne. Les locuteurs du catalan comme les natifs de la région se sentent concernés, notamment au sein d'associations militantes, par les revendications d'autonomie qui sont d'actualité en Espagne.

Que se passe-t-il pour ceux qui apprennent ou étudient le catalan ? Cette communication veut rendre compte d'une enquête dans le cadre du projet « Représentations des langues et des identités en Méditerranée en contexte plurilingue » (EA 739 Dipralang). Il s'agit de mettre en évidence les représentations du catalan et du français chez les apprenants de catalan, qu'ils soient locuteurs natifs ou non, étudiants à l'université, dans les filières spécifiques ou qu'ils aient choisi cet apprentissage comme option. Le public cible est aussi composé des étudiants du Master « Métiers de l'éducation, de l'enseignement et de la formation », qui se destinent à enseigner dans les classes bilingues. Enfin on y ajoute les adultes apprenant la langue régionale au sein d'associations, ainsi que les parents qui ont choisi de scolariser leurs enfants dans les écoles bilingues de Perpignan et des alentours. Nous faisons l'hypothèse que les représentations des deux langues diffèrent en fonction du degré d'implication dans la diglossie français-catalan, et qu'elles expriment à des degrés divers l'écho du conflit linguistique propre à la Catalogne.

Pour ce faire, nous utilisons la méthode d'analyse combinée mise au point par Bruno Maurer à l'université Montpellier 3 Paul Valéry. Cette communication expose la méthodologie et rend compte des premières conclusions.

---

Ulrike Haider–Quercia

Università G. Marconi di Roma

[u.haider@unimarconi.it](mailto:u.haider@unimarconi.it)

**L'asimmetrica tutela giuridica delle rappresentanze linguistiche**

L'Italia costituisce uno dei pochi Paesi europei che sanciscono esplicitamente la tutela delle minoranze tra i principi fondamentali a livello costituzionale ma, nonostante ciò, gli strumenti di tutela dei diversi gruppi minoritari si sono sviluppati nel corso dell'esperienza repubblicana in maniera assai ineguale e asimmetrica.

La disposizione costituzionale di riferimento è l'art. 6 che prevede l'impegno della Repubblica a tutelare “con

”  
apposite norme le minoranze linguistiche e che impone a beneficio delle minoranze un trattamento di favore, specifico ed adeguato alla loro particolare situazione. In questo quadro costituzionale, i vari sistemi di tutela, determinati da diverse circostanze storiche e giuridiche, consentono di distinguere le minoranze tutelate in tre categorie, a seconda del diverso grado di tutela.

La prima categoria di minoranze nasce nella fase iniziale del processo di attuazione del principio della tutela delle minoranze, quando la tutela fu limitata alla minoranza tirolese in Alto Adige, alla minoranza francese nella Valle d'Aosta e, qualche anno più tardi, alla minoranza slovena nella provincia di Trieste. Solo per le minoranze delle tre regioni di confine intervenne nei primi anni della Repubblica una disciplina speciale di rango costituzionale (nella forma di statuti regionali speciali).

La seconda categoria di minoranze tutelate è legata, in particolar modo, alle importanti innovazioni del sistema di tutela delle minoranze introdotte negli anni '90 con la legge n. 482/99 recante norme di protezione delle minoranze linguistiche e storiche. Con l'intervento di tale legge viene estesa la tutela attraverso una attuazione generalizzata dell'art. 6 Cost. a tutte le minoranze storiche in Italia e vengono così integrate le poche ed insufficienti norme sulle quali si basava precedentemente il sistema di tutela, creando un quadro più omogeneo. Va tuttavia osservato che la legge n. 482/99 si limita a prevedere attività promozionali in ambito linguistico e culturale (insegnamento, toponomastica, uso della lingua minoritaria presso le autorità pubbliche, etc.), tralasciando completamente di indicare riferimenti espliciti nella sfera della rappresentanza e partecipazione politica.

Minore attenzione è stata dedicata dal legislatore statale, alla terza categoria di minoranze, alle c.d. minoranze

deboli, alla cui protezione sono dirette le norme programmatiche contenute in alcuni statuti ordinari. La produzione legislativa delle regioni è rivolta prevalentemente ad assicurare la valorizzazione e promozione del patrimonio linguistico e culturale ai sensi dell'art. 9 Cost., piuttosto che la protezione dei caratteri identitari dei vari gruppi linguistici regionali con strumenti tipici della tutela minoritaria.

#### References:

- F. PALERMO/J.WOELK, Diritto costituzionale comparato dei gruppi e delle minoranze, 2. Ed., Padova, 2011.
- V. PIERGIGLI, Lingue minoritarie e identità culturali, Milano, 2001.
- E. PALICI DI SUNI PRAT, Intorno alla minoranze, 2. Ed., 2002.
- A. PIZZORUSSO, Le minoranze nel diritto pubblico interno, Milano, 1967.
- G. DE VERGOTTINI, Multiculturalismo, minoranze linguistiche e immigrazione, in: Bonazzi, T. e Dunne, M. (a cura di), Cittadinanza e diritti nelle società multiculturali, Bologna, 1994.
- H., GIORDAN, Lesminorités en Europe - Droitslinguistiques et Droits de l'homme, Lyon, 1992.
- L., MONTANARI, Voce "Tutela delle minoranze, in: S. Cassese (a cura di), Dizionario di diritto pubblico, IV, 2006.
- N. ROULAND, S. PIERRECAPS, J.POUMAREDE, Droitdesminorités et despeuplesautochtones, Paris, 1996.
- Y., PLASSERAUD, Lesminorités, Paris, 1995.
- F. DE VARENNES, *Language, Minorities and Human Rights*, La Haye, Pays-Bas, 1996.

---

Urrutia Badiola, Andres Maria - Universidad de Deusto, Bilbao (Spagna)

[andurtia@gmail.com](mailto:andurtia@gmail.com)

#### ***Lengua vasca: derecho privado y derechos lingüísticos*** ***Basque language: private law and linguistic Rights***

La aparición de los derechos lingüísticos como categoría jurídica propia ha tenido trascendencia en el campo del derecho privado, no sólo del público. La reflexión sobre las relaciones entre lengua y derecho civil y mercantil se impone, sobre todo en los países del Sur de Europa, con una larga tradición codificadora y un reconocimiento del multilingüismo cada vez más evidente en la sociedad. El análisis de la situación de la lengua vasca en el ámbito del derecho civil y mercantil español, francés y transfronterizo proporciona una serie de claves para superar la tradicional dicotomía entre una codificación portadora de derechos subjetivos individuales y unos derechos lingüísticos de fuerte matiz colectivo. Al hacerlo así, además, se describe la diferente situación de una misma lengua, la vasca, en dos sistemas normativos diferentes y con la incidencia del derecho europeo en esta materia, como realidad hoy ya tangible. La relación entre lengua y derecho privado cobra así una dimensión nueva, que permite proponer una serie de realidades y avances normativos en la materia, completando así el enfoque clásico de la utilización de la lengua en la esfera del derecho público.

The rise of the linguistic Rights as a juridical category has had some effects in the field of private law, including civil and commercial law. It's necessary, mainly in the South of Europe, a research on new items like the civil and commercial codification and the establishment of the multilingualism inside the society. The paper focuses in the situation of the Basque language, both in Spain and France. It gives some keys to integrate the traditional scope of the civil and commercial codification with the new linguistic legislation, based upon a collective point of view, overriding the individualism of the liberal civil and commercial law.

Peter Wuteh Vakunta – Pakieser Andrea, PhD

### *Linguicide and the Quest for Freedom and Identity in Cameroon*

The language question in Cameroon has become the elephant in the room. Of all the burning issues that plague the post-colony, the language question is the thorniest. Cameroon's linguistic conundrum has snowballed into what is now being touted as the national identity crisis. More than five decades after gaining token independence from imperial powers (France and Great Britain); Cameroon still does not have an implementable language policy that protects linguistic minorities. There is no policy that forestalls the marginalization of indigenous languages. Unlike most multilingual countries which give pride of place to the promotion of at least commonly taught languages, French and English remain media of instruction in Cameroon in flagrant violation of the national constitution which stipulates: "The State shall guarantee the promotion of bilingualism throughout the country. It shall endeavor to protect and promote national languages" (Article 1.3: 5). Cameroonian policy-makers seem to be oblivious of the fact that languages convey the cultural identity, worldview and imagination of the people that speak them. In short, language constitutes the memory bank of the community of speakers; it is an embodiment of both continuity and change in the historical consciousness of the linguistic community. What prevails in Cameroon today has been likened to *linguicide*, a term used throughout this paper to describe the linguistic apartheid that has rendered Cameroon's official bilingual policy a dead letter. Abuse of linguistic rights is observable in all arms of government in Cameroon. In the judicial branch of government, for instance, the interpretation of the letter and spirit of the law is left to the whims and caprices of monolingual judges who are ignorant of how bilingual legal systems operate globally. This has resulted in countless instances of miscarriage of justice. The intent of this paper is to formulate a national language policy that is both multilingual and inclusive. The point of departure would be to revisit the genesis of the linguistic anomaly that prevails in Cameroon currently. The overriding objective would be to propose a multi-pronged paradigm that gives pride of place to linguistic preservation and guarantees national integration.

### Références

- ANCHIMBE, ERIC A. "The stakes of (official) language identity in Cameroon," *Revue Angliciste de la Réunion* 25/26 (2005): 7-26.
- AYAFOR, ISAAH MUNANG. "Official Bilingualism in Cameroon: Instrumental or Integrative Policy?" *Proceedings of the 4th International Symposium on Bilingualism*, ed. James Cohen, Kara T. McAlister, Kellie Rolstad and Jeff MacSwan, 123-142. Somerville, MA: Cascadilla Press, 2005.
- BALBINA, EBONG. "The Use of Indigenous Techniques of Communication in Language Learning: The Case of Cameroon," Retrieved on March 12, 2014
- DOWNES, W. *Language and Society*. Cambridge: Cambridge University Press, 1998.
- ECHU, GEORGE. "The Language Question in Cameroon" *Linguistik online* 18, 1/04, 2004.
- FONLON BERNARD. "A Case for Early Bilingualism," *Abbia* No.4 (1963):56-94.
- KOUEGA, JEAN-PAUL. "Bilingualism at Tertiary Level Education in Cameroon: The case of the University of Yaoundé II," Retrieved on July 3, 2014
- MACKEY, WILLIAM. *Bilingualism as a World Problem*. Montreal: Harvest House, 1967. *Bilinguisme et contact des langues*. Paris: Klincksieck, 1976.
- MBA, GABRIEL AND BLASIU CHIATOH. "Current Trends and Perspectives for Mother Tongue Education in Cameroon," Retrieved May 19, 2012
- NGEFAC, ALOYSIUS. "Linguistic Choices in Postcolonial Multilingual Cameroon," *Nordic Journal of African Studies* 19(2010):149-164.
- YERIWA, JIKONG, STEPHEN. "Official Bilingualism in Cameroon: A Double-Edged Sword."
- AYAFOR, ISAAH MUNANG. *Official Bilingualism in Cameroon: Instrumental or Integrative Policy?* University of Freiburg, Germany ISBN: 4: Proceedings of the 4th International Symposium on Bilingualism, Cascadilla Press, Somerville, MA., 2005.
- SOULE, SAIDOU NCHOUAT. "Official Bilingualism in Cameroon: Farce or Reality?" Retrieved August 15, 2013

TADADJEU, MAURICE. « Language Planning in Cameroon: Toward a Trilingual Education System, » Proceedings of the Symposium on African Languages, Culture and Society ».

---

Varela, Maria Conceição - Universidade do Minho, ILCH\_DER, Braga (Portugal)

[mcvarela@ilch.uminho.pt](mailto:mcvarela@ilch.uminho.pt)

### *Langue et culture du droit européen versus droits nationaux*

L'espace multilingue européen réunit dans ses États membres nombre de traditions et cultures, d'organisations sociales et politiques, et d'ordonnements juridiques nationaux dont les discours configurent des représentations et des pratiques qui à elles-seules exemplifient et devraient justifier le phénomène juridique multiple européen, dans le respect d'une caractéristique fondamentale de l'identité nationale. Toutefois, l'on constate que le fonctionnement même de l'Union européenne (UE) contrarie progressivement, depuis sa création, cet aspect national et originel, par l'application d'une politique commune dans les États indépendants et souverains, en l'échange d'une puissance accrue et des avantages liés à la taille d'une Europe unie dans ses intérêts convergents.

Concrètement, le droit européen transposé dans le cadre du "partage de souveraineté" des États membres confère à l'espace politique et juridique de l'UE cette spécificité: "l'harmonisation et la coordination" présumées des législations nationales visées par les normes européennes conduisent les États membres sur la voie du phénomène juridique unique, imposé par la culture institutionnelle (et politique) européenne, installant ainsi graduellement l'inégalité de statut et d'usage. Pourtant, dans le processus d'application, le multilinguisme prôné au sein des institutions européennes devrait se porter garant des particularités juridiques et identitaires de chacun des États membres; la production et la traduction simultanées des règles communes devraient respecter la culture et la langue du droit de chacun des États visés par les langues officielles et de travail des acteurs européens. Au contraire, les contraintes linguistico-culturelles exercées sur la codification juridique européenne participent non seulement de l'identité du droit européen, mais finissent par imprégner aussi le droit national et sa langue, aux dépens du produit de la tradition d'un peuple.

Nous proposons une contribution à la compréhension de l'identité du droit européen, par le biais d'une analyse de la langue révélatrice en même temps de la culture sous-jacente. Notre étude linguistique, réalisée selon une approche énonciative, prend pour objet des extraits de genres discursifs du droit européen, d'abord en langue française, puis contrastés avec leur version portugaise, pour (1) mieux déceler les récurrences linguistico-culturelles, attestées par les deux versions linguistiques, en contextes distincts (européen et national), et pour (2) mettre en exergue les oppositions inhérentes aux droits considérés. L'étude fait ressortir des marqueurs grammaticaux et discursifs identitaires du droit européen et significatifs de contradictions culturelles essentielles de l'UE, inscrites dans son multilinguisme et sa notion de "souveraineté partagée" en marge des droits nationaux.

### **Références**

GÉRARD CORNU, *Linguistique juridique*, Paris, éd. Monchrestien, 3ème éd., 2005.

JEAN-LOUIS SOURIOUX ET PIERRE LERAT, *Le langage du droit*, Paris, PUF, 1975.

JOHN BELL, *French Legal Cultures*, Butterworths, 2001; S. Engle Merry, « Law, Culture and Cultural Appropriation », *Yale Journal of Law and Humanities*, volume 10, numéro 575, 1998, pp. 575-588 .

STÉPHANE CHATILLON, « Langage et droit », *Revue internationale de droit comparé*, volume 54, numéro 3, 2002, pp. 687-715.



Vesela, Dagmar - Université Matej Bel, Banská Bystrica (Slovaquie)

[dvesela27@gmail.com](mailto:dvesela27@gmail.com)

### ***Droits linguistiques et institutions européennes – Où en sommes-nous ?***

De nos jours, personne ne nie l'importance des compétences linguistiques dans les entreprises ni leurs incidences sur leur propre économie tant au niveau local qu'au niveau européen. De même, le multilinguisme, c'est-à-dire « la cohabitation de plusieurs langues au sein d'un groupe de collaborateurs » et le plurilinguisme en tant que « capacité de l'individu à utiliser plusieurs langues, à des niveaux de compétences différents » (Zappacosta, 2013) jouent un rôle incontournable dans les institutions de l'Union européenne et dans la vie de ceux désirant combler la crise économique et financière et promouvoir le développement durable.

Néanmoins, un grand nombre de documents officiels de la Commission européenne, du Parlement européen et de ses commissions sont rédigés uniquement en anglais, parfois en anglais et en français et encore moins fréquemment en anglais, en français en allemand, en espagnol ou en italien. On oublie souvent qu'une part considérable de la population de l'Union européenne est constituée de personnes qui, du fait de leur âge, de leur statut social ou de résultats scolaires en langues étrangères peu encourageants, restent éloignées ou coupées d'informations les concernant directement en raison de l'inaccessibilité de celles-ci dans leur langue maternelle. Comment exercer un droit d'initiative citoyenne créé par le traité de Lisbonne et présenter une initiative citoyenne européenne ? Comment participer activement à la consultation publique des documents préparés par les institutions sans possibilité de les consulter ou de s'exprimer dans une langue que l'on maîtrise ?

Nous analyserons dans notre communication la problématique de l'application de l'article 22 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, « l'Union respecte la diversité culturelle, religieuse et linguistique » et d'autres aspects des politiques de protection du multilinguisme dans l'U.E., au sein des institutions européennes. Face à la situation actuelle concernant la publication des documents législatifs ou des documents à caractère préparatoire, nous émettrons également quelques propositions visant à améliorer les compétences linguistiques dans les activités langagières de compréhension des citoyens européens afin de faciliter l'accès de ceux-ci aux informations.

### **Références**

- FILOMENA CAPUCHO, *L'intercompréhension en action*, Repères DoRiF n. 4- Quel plurilinguisme pour quel environnement professionnel multilingue? - Quale plurilinguismo per quale ambito lavorativo multilingue?, December 2013, [www.dorif.it/ezone/ezone\\_articles.php?id=144](http://www.dorif.it/ezone/ezone_articles.php?id=144)
- CONSEIL DE L'EUROPE, *Cadre Européen commun de référence pour les langues*, Paris, Didier, 2005, p. 15 – 22.
- FRANÇOIS GRIN, *Plurilinguisme et multilinguisme au travail : le regard de l'économie des langues*, Repères DoRiF n. 4- Quel plurilinguisme pour quel environnement professionnel multilingue? - Quale plurilinguismo per quale ambito lavorativo multilingue?, December 2013, [www.dorif.it/ezone/ezone\\_articles.php?id=136](http://www.dorif.it/ezone/ezone_articles.php?id=136)
- PAUL HOLDSWORTH, « Promouvoir l'apprentissage des langues et la diversité linguistique en Europe », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 33 | septembre 2003, mis en ligne le 22 novembre 2011, [www.ries.revues.org/1736](http://www.ries.revues.org/1736)Parlement européen. Rapport sur un nouveau cadre stratégique pour le multilinguisme (2006/2083 (INI).
- NATHALIE RIVIÈRE, *Table ronde : Environnements professionnels, rôle des langues, pratiques et formation linguistique*, Repères DoRiF n. 4- Quel plurilinguisme pour quel environnement professionnel multilingue? - Quale plurilinguismo per quale ambito lavorativo multilingue?, December 2013, [http://www.dorif.it/ezone/ezone\\_articles.php?id=147](http://www.dorif.it/ezone/ezone_articles.php?id=147)
- JOSEPH-G. TURI, Le droit linguistique et les droits linguistiques. In: *Les Cahiers de droit*, volume 31, numéro 2, 1990, p. 641-650, <http://id.erudit.org/iderudit/043028ar>, doi:10.7202/043028ar
- FERNAND DE VARENNES, « Langues officielles versus droits linguistiques : l'un exclut-il l'autre ? », *Droit et cultures* [En ligne], 63 | 2012-1, mis en ligne le 08 janvier 2013, URL : <http://droitcultures.revues.org/2880>
- DIONINO ZAPPACOSTA, *Embauche et compétences linguistiques : le point de vue de l'entreprise*, Repères DoRiF n. 4- Quel plurilinguisme pour que environnement professionnel multilingue? - Quale plurilinguismo per quale ambito lavorativo multilingue?, December 2013, [http://www.dorif.it/ezone/ezone\\_articles.php?id=148](http://www.dorif.it/ezone/ezone_articles.php?id=148)

Vieira Da Silva, Mariza - Université Catholique de Brasilia (Brasil)

[marizavs@uol.com.br](mailto:marizavs@uol.com.br)

***Constitution d'une langue nationale au Brésil : le rapport entre le linguistique, le juridique et le politique***

Le but de cette communication est de discuter le rapport entre le processus de scolarisation brésilien et le processus de constitution d'une langue nationale – une langue commune à tous les Brésiliens - aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles au sein d'une société colonisée qui a à son origine une langue qui lui a été imposée, dans un espace d'énonciation divisé entre langues différentes. On se propose de comprendre le rapport entre le linguistique, le juridique et le politique à ce moment-là, quand il y a la laïcisation de l'école de lire et écrire et la sécularisation du travail des missionnaires ; la séparation entre l'enseignement religieux et l'enseignement de la lecture et de l'écriture comme une tâche de l'État. Il s'agit de passer à l'État le contrôle de l'éducation, considérant l'économie, le développement du commerce et des villes, ce qui est fait par la construction, principalement, d'un discours juridique.

Ce travail fait partie d'un ensemble de recherches en Histoire des Idées Linguistiques (Auroux, 1992) articulées à l'Analyse de Discours (Pêcheux, 1969, 1975), qui travaille la construction des archives, la lecture de l'histoire et son interprétation. On a pris comme *corpus* de l'analyse la législation éducationnelle de la période de la Reforme Pombalina et les manuels d'alphabétisation de cette période : véritables outils et objets discursifs, qui constituent un ensemble de savoirs et savoir-faire établissant des rapports entre le sujet, la langue et l'histoire dans une société déterminée.

On observe dans ce travail comment la constitution d'une langue nationale s'articule au projet d'organisation de la nation brésilienne dans laquelle il y a la construction de l'unité de la langue, d'un savoir sur cette langue et une disciplinarisation des savoirs linguistiques (Vieira da Silva, 2012) et, en même temps, la construction d'une position du sujet : un sujet de la connaissance et un sujet de droit, qui en dominant la langue à elle se soumet.

**Références**

- AUROUX, SYLVAIN. (1992). *A revolução tecnológica da gramatização*. Traduction Eni P. ORLANDI. CAMPINAS, SP: Editora da Universidade de Campinas.
- PÊCHEUX, MICHEL. (1969). *Analyse automatique du discours*. Paris : Dunod.
- PECHEUX, MICHEL. (1975). *Les vérités de La Palice*. Paris: Maspero
- VIEIRA DA SILVA, MARIZA. (2012). Le mouvement et les déplacements de la disciplinarisation des savoirs linguistiques au Brésil : historicité, sujet et société contemporaine. In: Dossiers HEL. Paris, SHESL, n°5. Disponible sur l'Internet : [www.htl.linguist.univ-paris-diderot.fr/num5/num5.html](http://www.htl.linguist.univ-paris-diderot.fr/num5/num5.html)

---

Yasri-Labrique, Éléonore - Université Paul Valéry, Montpellier 3, EA 739-Dipralang

[eleonore.yasri@univ-montp3.fr](mailto:eleonore.yasri@univ-montp3.fr)

***Enquêtes sociolinguistiques auprès des Turcs de France : entre tentation et insécurité linguistiques***

L'immigration turque en France est un phénomène qui remonte principalement aux années 1960 et dont l'ampleur est suffisamment importante pour que la langue turque fasse aujourd'hui officiellement partie des langues de France. Le turc est parlé par environ un demi-million de locuteurs sur le territoire français, fortement implantés dans l'est du pays, mais également représentés dans les départements qui bordent la Méditerranée. C'est à la population turque turcophone de Montpellier que nous nous sommes principalement adressée pour interroger les représentations des langues turque et française au sein de cette communauté qui continue de pratiquer sa langue maternelle en contexte minoritaire. Au-delà des questionnements concernant les autoreprésentations et les hétéroreprésentations linguistiques, nous nous sommes également penchée sur les représentations identitaires qu'engendre cette situation de minorité.

Pour réaliser ce travail, nous nous sommes basée sur différentes enquêtes et nous avons eu recours à la MAC, Méthode d'Analyse Combinée, mise au point par Bruno Maurer. Notre réflexion s'intègre d'ailleurs dans un projet international coordonné par celui-ci, intitulé «Représentations des langues et des identités en Méditerranée en contexte plurilingue », et qui vise à mieux comprendre la construction des altérités culturelles et des sociétés plurielles dans les pays du bassin méditerranéen.

Nous avons plus particulièrement cherché à cerner ici le rapport à la langue maternelle minorée (le turc) et celui à la langue dominante du pays d'accueil (le français) pour tenter de mettre en lumière les liens entre l'attachement à la langue / aux langues et le sentiment d'appartenance au(x) groupe(s). Il s'agira alors de s'interroger sur la notion de *malaise linguistique* en contexte migratoire, sur la tension entre la tentation de l'Autre et sa propre insécurité, tant au niveau linguistique que culturel.

---

Zhang, Qing - China University of Political Science and Law in Beijing (China)

[qingzhang2000@163.com](mailto:qingzhang2000@163.com)

***A Comparative Study on American and Chinese Criminal Judgments  
Based on Modality***

The criminal judgment is an important component in criminal procedures and the language in criminal judgments are expected to convey legal force and interpretation of fairness and justice. In this paper, a comparative study is conducted on modality in Chinese and American criminal judgments from the perspective of functional linguistics. The main components of the judgments -- facts, reasoning and holding -- are compared and analyzed. Generally, Chinese and American criminal judgments have similar modality distribution system in throughout the entire structure with each part involving different degree of modality. Firstly, since the fact part is the prerequisite to make right judgment possible, in both Chinese and American judgments, the statement of facts reflects the rigorous, standardized characteristics of legal documents, allowing only a low degree of modality involved in detailed description of situation and scene. Secondly, the reasoning part in Chinese and American criminal judgments shows a higher degree of modality: possibility is concerned with modalization while modulation demonstrates the certainty of the obligations, responsibilities that are related to judges and enforceability of law. Thirdly, the holding part of the judgments does not involve modality of any form, for the holding part demonstrates the authority court decision and legal application. On the other hand, the major distinctive part between Chinese and American criminal judgments is noted in the reasoning part. Since the U.S. follows the common law tradition, and concurring and dissenting opinions are also found in the reasoning. When one or more judges give other grounds, 'can' or 'may', etc. appears in the text of judgment to indicate the possibilities, therefore resulting a higher rate of modality deployed in U.S. criminal judgments. The American criminal judgments not only declare law applicable to the case, but also render the entire analysis process of reasoning, clarifying how the conclusions are drawn in this case. The reasoning part of Chinese criminal judgments involves such modulation expression of high frequency as '应予' (ying1yu3) and '应' (ying1). Through exploring the similarities and differences in language regarding modality, this paper aims to explore the influence upon criminal judgments under different legal traditions. Such comparative analysis is hoped to provide reference for China's judicial and judgment reforms.

---

Zhu, Lin - Institut des Langues Etrangères de l'Université de Sciences Politiques et de Droit de Chine, Beijing (China)

[linzhu66@163.com](mailto:linzhu66@163.com)

***La langue législative, reflet de la logique et de la culture juridiques--cas du code pénal chinois***

Les recherches chinoises contemporaines en linguistique juridique commencent à se développer à partir des années 80 du siècle précédent. Mais jusqu'à présent, très peu d'études parviennent à unir la linguistique aux sciences juridiques, la majorité se bornant dans le pur champ linguistique, surtout en matière de langue législative, ne touchant pas le fond du droit. En essayant de franchir le cap entre la linguistique et les sciences juridiques, nous procéderont d'abord à une analyse systématique de la langue législative chinoise en dessinant un croquis panoramique représentant toutes les caractéristiques de celle-ci. Parallèlement à cette analyse, de grands problèmes de la langue législative chinoise seront mis en évidence, telles que la confusion, la contradiction interne, la redondance etc. L'origine des susdits caractéristiques et problèmes s'explique par la

logique et la culture juridique chinoises qui orientent nos recherches vers le droit, car la culture juridique chinoise s'entend au sens du présent article dans la hiérarchie des normes, l'élaboration du code, ses amendements, son application etc. Ainsi conçu, le présent article tentera d'offrir un nouveau mode de pensée et un moyen de recherche praticable pour la linguistique juridique chinoise.

### Références

- GERARD CORNU, *Linguistique juridique*, 3<sup>e</sup> édition, Montchrestien, 2005
- GERARD CORNU, *L'art du droit en quête de sagesse*, Presses Universitaires de France, 1998
- JEAN-CLAUDE GEMAR, « Langage du droit et (juri)linguistique. Etats et fonctions de la jurilinguistique », in *Jurilinguistique (entre langues et droits)* Bruylant, Les Editions Thémis, 2005, pp. 5-22.
- JEAN-CLAUDE GEMAR, *Le plus et le moins-disant culturel du texte juridique. Langue, culture et équivalence*, Meta, vol. 47, n° 2, Juin 2002, pp. 163-176
- RENE DAVID ET CAMILLE JAUFFRET-SPINOSI, *Les grands systèmes de droit contemporains*, Dalloz, Paris, 11<sup>e</sup> éd., 2002.
- 黄振云, 张燕: 《立法语言学研究》, 长春出版社, 2013 (Huang Zhenyun, Zhang Yan, *Recherches sur la linguistique législative*, Editions Chang Chun, 2013)
- 黄振云, 张燕: “立法语言研究概述” (上)、(下), 《辽东学院学报》2013 (Huang Zhenyun, Zhang Yan, « Panorama des recherches en linguistique législative » (I et II), in *Journal de l'Université Liaoning Est*, 2013)
- 宋北平: 《法律语言》, 中国政法大学出版社, 2012 (Song Beiping, *La langue juridique*, Presses de l'Université de Sciences Politiques et de Droit de Chine, 2012)
- 李衍华主编: 《逻辑·语法·修辞》, 北京大学出版社, 2011 (Li Yanhua, *La logique·la grammaire·la rhétorique*, Presses universitaires de Beijing, 2011)
- 陈炯: 《论立法文句的逻辑结构》, 载《平顶山学院学报》, 2006 (Chen Jiong, « Sur la structure logique des phrases du texte législatif », in *Journal de l'Université Pingdingshan*, 2006)
- 尹伊君: 《法系·法文化·法逻辑》, 载《中外法学》, 1992 (Yin Yijun, « Le système juridique·la culture juridique·la logique juridique », in *Journal de droit de l'Université de Beijing*, 1992)
- 莫洪宪, 王明星: 《刑事立法语言之技术特点》, 载《现代法学》, 2001 (Mo Hongxian, Wang Mingxing, « Les caractéristiques techniques de la langue législative pénale », in *Sciences juridiques modernes*, 2001)
- 张伯江: 《汉语的句法结构和语用结构》, 载《汉语学习》, 2011 (Zhang Bojiang, « Les structures syntaxique et pragmatique du chinois », in *Etude de la langue chinoise*, 2011)
- 申小龙: 《汉语与中国文化》, 复旦大学出版社, 2013 (Shen Xiaolong, *La langue chinoise et la culture chinoise*, Presses de l'Université Fudan, 2013)
- 李培传: 《论立法》, 中国法制出版社, 2013 (Li Peichuan, *Sur la législation*, Editions de Légalité de Chine, 2013)